

12.033

**Förderung von Bildung,
Forschung und Innovation
in den Jahren 2013–2016**
**Encouragement de la formation,
de la recherche et de l'innovation
pendant les années 2013–2016**

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 22.02.12 (BBI 2012 3099)
 Message du Conseil fédéral 22.02.12 (FF 2012 2857)
 Ständerat/Conseil des Etats 14.06.12 (Erstrat – Premier Conseil)
 Ständerat/Conseil des Etats 14.06.12 (Fortsetzung – Suite)
 Nationalrat/Conseil national 11.09.12 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
 Ständerat/Conseil des Etats 18.09.12 (Differenzen – Divergences)
 Nationalrat/Conseil national 20.09.12 (Differenzen – Divergences)
 Ständerat/Conseil des Etats 25.09.12 (Differenzen – Divergences)
 Nationalrat/Conseil national 27.09.12 (Differenzen – Divergences)
 Ständerat/Conseil des Etats 28.09.12 (Schlussabstimmung – Vote final)
 Nationalrat/Conseil national 28.09.12 (Schlussabstimmung – Vote final)
 Text des Erlasses 1 (BBI 2012 8363)
 Texte de l'acte législatif 1 (FF 2012 7739)
 Text des Erlasses 2 (BBI 2012 8365)
 Texte de l'acte législatif 2 (FF 2012 7741)
 Text des Erlasses 3 (BBI 2012 8367)
 Texte de l'acte législatif 3 (FF 2012 7743)
 Text des Erlasses 4 (BBI 2012 8369)
 Texte de l'acte législatif 4 (FF 2012 7745)
 Text des Erlasses 5 (BBI 2012 8371)
 Texte de l'acte législatif 5 (FF 2012 7747)
 Text des Erlasses 6 (BBI 2012 8373)
 Texte de l'acte législatif 6 (FF 2012 7749)
 Text des Erlasses 7 (BBI 2012 8375)
 Texte de l'acte législatif 7 (FF 2012 7751)
 Text des Erlasses 8 (BBI 2012 8377)
 Texte de l'acte législatif 8 (FF 2012 7753)
 Text des Erlasses 9 (BBI 2012 8379)
 Texte de l'acte législatif 9 (FF 2012 7755)
 Text des Erlasses 10 (BBI 2012 8381)
 Texte de l'acte législatif 10 (FF 2012 7757)
 Text des Erlasses 11 (BBI 2012 8383)
 Texte de l'acte législatif 11 (FF 2012 7759)
 Text des Erlasses 12 (BBI 2012 8185)
 Texte de l'acte législatif 12 (FF 2012 7571)
 Text des Erlasses 14 (BBI 2012 8189)
 Texte de l'acte législatif 14 (FF 2012 7575)
 Text des Erlasses 15 (BBI 2012 8191)
 Texte de l'acte législatif 15 (FF 2012 7577)
 Text des Erlasses 16 (BBI 2012 8193)
 Texte de l'acte législatif 16 (FF 2012 7579)
 Text des Erlasses 17 (BBI 2012 8195)
 Texte de l'acte législatif 17 (FF 2012 7581)

5. Bundesbeschluss über die Kredite für die Institutionen der Forschungsförderung in den Jahren 2013–2016
5. Arrêté fédéral ouvrant des crédits pour les institutions chargées d'encourager la recherche pendant les années 2013–2016

Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates
Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

12.017

**1:12 – Für gerechte Löhne.
Volksinitiative**

**1:12 – Pour des salaires équitables.
Initiative populaire**

Erstrat – Premier Conseil

Botschaft des Bundesrates 18.01.12 (BBI 2012 637)

Message du Conseil fédéral 18.01.12 (FF 2012 503)

Nationalrat/Conseil national 27.09.12 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 27.09.12 (Fortsetzung – Suite)

de Buman Dominique (CE, FR), pour la commission: L'initiative populaire fédérale «1:12 – Pour des salaires équitables» lancée par la Jeunesse socialiste suisse a abouti avec plus de 113 000 signatures valables, déposées le 21 mars 2011 à la Chancellerie fédérale.

Cette initiative vise à ce que dans une même entreprise, le rapport entre le plus bas et le plus haut salaire ne soit pas supérieur à 12 ou, en d'autres termes, à ce que le plus bas salaire perçu à l'année ne soit pas inférieur au plus haut salaire versé en un mois. Il s'agit pour les initiateurs à la fois d'empêcher les hauts salaires de s'envoler et de promouvoir simultanément les bas salaires.

Les initiateurs, comme le Conseil fédéral, s'accordent en effet sur le constat du creusement de l'écart entre les plus hauts et les plus bas salaires, sans que l'ensemble de la relation salariale soit globalement atteint; le développement de hauts revenus a pu être enregistré statistiquement ces derniers mois, et cela a été constaté lors de l'examen de la motion CER-CN 11.3755, «Assainissement de l'assurance-chômage», acceptée par les deux chambres et visant à étendre la cotisation de solidarité de 1 pour cent dans l'assurance-chômage aux salaires au-delà de 315 000 francs. Si les recettes escomptées au moment où j'avais fait cette proposition en commission étaient alors de quelques dizaines de millions de francs «seulement», c'est aujourd'hui à environ 90 millions de francs que ce montant s'élève. On a donc là une aune précise du risque dénoncé.

De l'avis de la majorité de la commission, cet écart ne tend toutefois pas à se généraliser à l'ensemble des rémunérations, et ce sont plutôt des cas isolés – mais néanmoins réels – qui donnent une image d'abus de la part de ceux qui profitent de ces versements.

Au contraire, la majeure partie des membres de notre commission estime que les conventions collectives de travail, et les accords salariaux d'une manière générale, sont à même de régir la relation à l'argent dans une même entreprise ou à l'intérieur d'une branche. De plus, la récente révision du Code des obligations par nos deux chambres a renforcé la transparence ainsi que les droits des actionnaires face au conseil d'administration de l'entreprise – dont le régime dépend habituellement – et, par ricochet, face à la direction générale et à sa rémunération.

Et je ne parle pas de la libre circulation des personnes, au sujet de laquelle la récente décision prise cette semaine par le Conseil des Etats permet, par la reconnaissance de la responsabilité solidaire entre entreprise principale et sous-traitantes, d'obliger ces dernières à respecter les conventions collectives de travail et notamment à lutter contre le dumping salarial.

On le voit, le système suisse prévoit des mesures à la fois en haut et en bas de l'échelle. Je faisais allusion tout à l'heure à la révision du Code des obligations. Il faut rappeler à cet égard que ce projet aujourd'hui sous toit constituait le contre-projet indirect à l'initiative populaire Minder «contre les rémunérations abusives», sur laquelle le peuple et les cantons vont s'exprimer dans quelques mois. Ce texte en vigueur du Code des obligations prévoit toute une série de mesures, de garde-fous, qui commencent à déployer leurs effets.

Dans la foulée, je dois mentionner aussi – dans un tout autre registre – le rôle régulateur de la FINMA joué à l'occasion de l'affaire UBS. L'Autorité de surveillance des marchés financiers a établi à cette occasion un rapport sur les rémunérations, notamment la circulaire du 21 octobre 2009, dont le but était d'éviter certains dérapages immoraux dans un établissement sous perfusion de la République.

La tâche était ardue, il faut le reconnaître après coup, car il s'agissait non seulement d'établir une certaine gouvernance d'entreprise, applicable d'ailleurs à l'ensemble de la branche bancaire, mais aussi de ne pas favoriser une hémorragie des compétences, une hémorragie des cerveaux, par rapport à d'autres établissements bancaires, notamment étrangers, non astreints à ce corset de morale.

La révision de la loi sur les banques du 30 septembre dernier – ce que l'on a appelé le projet «too big to fail» – a entraîné en plus ce droit de la Confédération d'intervenir lorsqu'une banque est sous aide de l'Etat. Dans le message, je n'ai pas encore mentionné l'instrument fiscal qui, par la progressivité du barème de l'impôt fédéral direct notamment, tend à corriger au profit de la communauté, l'ampleur de l'écart brut entre la plus faible et la plus haute rémunération. A cela s'ajoutent d'autres impôts, tels que la TVA, qui frappent la capacité financière individuelle au prorata de son déploiement.

Le Conseil fédéral et la majorité de la commission estiment que, dans la majeure partie des plans salariaux, la relation maximale de 1 à 12 est respectée et qu'il serait erroné, à cause d'une très petite minorité de cas, de mettre un corset à toute l'économie, de brider la responsabilité des entreprises et de limiter le cas échéant leur attractivité. Si je prends l'exemple du secteur public, notamment celui des Services du Parlement – on en parlait tout à l'heure avec notre secrétaire général –, la relation est de 1 à 6,5 environ. C'est vous dire si, dans la majeure partie des cas, la relation de 1 à 12 est respectée.

Par conséquent, la commission vous recommande, par 18 voix contre 7, de recommander de rejeter cette initiative pour les motifs que je viens d'évoquer. Cela ne signifie pas que la commission est insensible, voire qu'elle approuve les abus criants, choquants concernant des rémunérations, qui ont parfois été rendus publics. Mais la majorité estime que l'arsenal des mesures existantes en Suisse, qui a d'ailleurs été fortement renforcé récemment, suffit à parer à la plupart des excès. Il faut relever la conscience morale dont font preuve les authentiques chefs d'entreprise, ceux qu'on appelle les capitaines d'industrie, soucieux du bien-être de leurs collaborateurs et du développement durable de leur maison. Je tiens à rendre hommage ici à notre ministre de l'économie parce que tout le monde se souvient de la déclaration faite par un certain Johann Schneider-Ammann, à l'époque encore président de Swissmem, qui avait dénoncé ces abus qui portaient atteinte à l'ensemble de l'image de l'économie. On le voit par cet exemple, qui n'avait pas pu être le fruit d'un calcul, qu'une autorégulation salutaire existe aussi, qui évite à l'Etat d'intervenir de manière globale, donc inadéquate.

Le risque d'atteinte à la cohésion sociale, à la cohésion nationale, dénoncé par les initiateurs et la minorité de la commission, est bien réel, et l'initiative est en soi un révélateur d'un danger sournois qui ne doit pas être pris à la légère. Il serait toutefois erroné de corriger des abus isolés par un abus généralisé. Cela s'appelle, en termes courants, un remède de cheval, et cela, la commission le rejette, par 18 voix contre 7.

Müller Philipp (RL, AG), für die Kommission: Die Volksinitiative «1:12 – Für gerechte Löhne» wurde am 22. September 2009 von der Bundeskanzlei vorgeprüft und am 21. März 2011 mit den nötigen Unterschriften eingereicht. Mit Verfügung vom 14. April 2011 stellte die Bundeskanzlei fest, dass die Initiative mit 113 005 gültigen Unterschriften zustande gekommen ist. Die Initiative hat die Form des ausgearbeiteten Entwurfes. Der Bundesrat unterbreitet dazu weder einen direkten Gegenentwurf noch einen indirekten Gegenvorschlag. Nach Artikel 97 Absatz 1 Buchstabe a des Parla-

mentsgesetzes vom 13. Dezember 2002 hatte der Bundesrat somit spätestens bis zum 21. März 2012 einen Bechlussentwurf und eine Botschaft zu unterbreiten. Die Bundesversammlung hat nach Artikel 100 des Parlamentsgesetzes bis zum 21. September 2013 eine Abstimmungsempfehlung zu beschliessen.

Zur Gültigkeit: Die Initiative erfüllt nach Artikel 139 Absätze 2 und 3 der Bundesverfassung die Anforderungen an die Gültigkeit. Sie ist als ausgearbeiteter Entwurf formuliert und erfüllt die Anforderungen an die Einheit der Form. Sie betrifft ausschliesslich die Frage der Löhne und erfüllt somit die Anforderungen an die Einheit der Materie. Sie verletzt keine zwingenden Bestimmungen des Völkerrechtes und erfüllt somit die Anforderungen an die Vereinbarkeit mit dem Völkerrecht. Die Initiative ist somit für gültig zu erklären. So viel zur Ausgangslage.

Anlässlich ihrer Sitzung vom 18. Juni 2012 hat die Kommission für Wirtschaft und Abgaben Ihres Rates die Initiative beraten. Sie hat dabei zwei Initianten, den Juso-Präsidenten David Roth sowie David Gallusser, angehört. Was will die Volksinitiative? Sie verlangt, dass niemand in einem Jahr weniger verdient als die bestbezahlte Managerin oder der bestbezahlte Manager im gleichen Unternehmen in einem Monat. Sie will deshalb in der Verfassung verankern, dass der tiefste Lohn in einem Unternehmen nicht mehr als zwölfmal tiefer sein darf als der höchste. Der Bund soll Ausnahmen regeln, namentlich betreffend Personen in Ausbildung, Praktikanten sowie Menschen mit geschützten Arbeitsplätzen, und er soll die Anwendung auf Leiharbeits- und Teilzeitarbeitsverhältnisse ausdehnen. Gemäss ihren Ausführungen erhoffen sich die Initianten von der Regelung, dass als exorbitant empfundene Löhne von sehr hoch bezahlten Managern sinken, dass umgekehrt die Tiefstlöhne angehoben werden und dass sich die Lohnungleichheit in der Schweiz verringert.

Zu den Erwägungen der Kommission: Ihre Kommission ist dezidiert der Meinung, dass die in den letzten Jahren beobachteten Lohnexzesse bei einzelnen Unternehmen zu verurteilen sind. Auch wenn die Kommission die Gründe, die zur Initiative geführt haben, nachvollziehen kann, erachtet sie die Initiative als nicht zielführend. Nach Ansicht der Kommissionsmehrheit stellt die Initiative einen mit unseren Prinzipien unvereinbaren Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit dar. Sie hätte standorteindliche Auswirkungen, und ihre Umsetzung wäre mit grossen regulatorischen und praktischen Problemen verbunden.

In der Beratung wurde zuerst einmal deutlich, dass grosse Definitionsprobleme bestehen. Was gilt als Unternehmen? Innerhalb welcher rechtlichen Einheit gilt das Verhältnis 1 zu 12? Sollen selbst Unternehmen, die mit einem anderen in einem direkten Auftragsverhältnis stehen, betroffen sein? Wie sieht es für Zulieferfirmen aus? Viele Fragen sind offen und würden die gesetzliche Umsetzung der Initiative zu einem schwierigen Unterfangen machen.

Zudem wurde kritisiert, dass das Verhältnis 1 zu 12 nicht nach nachvollziehbaren Kriterien, sondern völlig willkürlich gewählt worden ist. Wieso nicht 1 zu 20? Immerhin sprechen die Initianten lobend von einem Verhältnis 1 zu 20 in Frankreich.

Es wurde auch angeführt, dass die Initiative die Falschen trifft: Die Regelung zielt zwar auf einige wenige grosse multinationale Unternehmen in der Schweiz, sie trifft aber auch Familienunternehmen. Man muss nicht sehr reich sein, um betroffen zu sein. Hat jemand über viele Jahre sein ganzes Vermögen in die eigene Firma investiert, kann er die stark progressiven Vermögenssteuern nur dann zahlen, wenn er sich einen entsprechend hohen Lohn auszahlt. Andernfalls müsste er Teile der Firma verkaufen, was wohl auch nicht im Sinn der tiefer entlohnten Mitarbeiter der Firma ist.

Die von der Initiative anvisierten international ausgerichteten Unternehmen würden hingegen wohl gar nicht erfasst. Sie könnten die Regulierung einfach mit einer Verlegung des Standortes umgehen. Die Schweiz verlöre damit lediglich Steuereinnahmen und letztlich auch Arbeitsplätze.



Zudem wurde mehrfach darauf hingewiesen, dass die Initiative relativ einfach zu umgehen wäre, indem bestimmte tiefer bezahlte Tätigkeiten ausgelagert würden. Zwar schwört den Initianten – wie an früherer Stelle erwähnt – vor, solches Outsourcing zu verbieten. Hier stellt sich aber nach Ansicht der Kommission grundsätzlich die Frage nach der Praktikabilität eines solchen Verbots. Es herrscht die Meinung vor, dass die Initiative letztlich einfach zu einer stärkeren Segregation führen würde.

Weiter wurde mehrfach auf die kürzlich verabschiedete Aktienrechtsrevision verwiesen. Diese ist als indirekter Gegenvorschlag zur sogenannten Abzocker-Initiative vom Parlament erarbeitet und gutgeheissen worden. Ihre Kommission ist der Ansicht, dass mit der dort vorgenommenen Stärkung der Aktionäre das Anliegen der vorliegenden Initiative besser umgesetzt wird. Damit entscheiden die Eigentümer einer Aktiengesellschaft über die Löhne der Unternehmensspitze. Dies ist ein wirtschaftsverträglicher Weg, um Exzesse zu verhindern und den Unternehmen trotzdem genug Freiheit im unternehmerischen Handeln zu lassen.

Zum Schluss wurde noch darauf hingewiesen, dass die Schweiz in Sachen Durchlässigkeit Weltmeisterin ist. Die Wanderung zwischen den Lohnklassen ist bei uns im internationalen Vergleich relativ ausgeprägt. Das Argument, dass immer die gleichen 10 Prozent an hohen Einkommensbezügern absahnen, bewährte sich bei Faktenprüfung in der Realität so nicht.

Aus den genannten Gründen beantragt Ihnen Ihre Kommission mit 18 zu 7 Stimmen, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Wermuth Cédric (S, AG): Ich beantrage Ihnen, das ist wahrscheinlich wenig überraschend, mit der Minderheit der Kommission die Unterstützung der Volksinitiative «1:12 – Für gerechte Löhne». Die Minderheit ist der Überzeugung, dass die Mehrheit mit ihrem Nein mindestens drei grosse Chancen für unser Land verpasst: erstens die Chance, der elenden Abzockerei endlich ein Ende zu setzen; zweitens die Chance, den Reichtum in diesem Land wieder zurück an die Menschen zu verteilen; drittens die Chance – und das ist vielleicht der stärkste Punkt –, der Demokratie ihre Glaubwürdigkeit zurückzugeben.

Die Abzocker in den Chefetagen haben in den letzten Jahren, leider mit gütlicher Mithilfe der Mehrheit in diesem Saal, unsere Wirtschaft in einen regelrechten Selbstbedienungsladen verwandelt. Während beispielsweise die Produktivität seit 1994 um knapp 20 Indexpunkte gestiegen ist, liegt das Wachstum der realen Medianlöhne mit 6 bis 7 Prozent deutlich dahinter zurück. Die Zahl der Lohnmillionäre und -millionärinnen hat sich seit 1997 mehr als vervierfacht, von 2700 auf 11 600. Allein die 300 reichsten Schweizerinnen und Schweizer haben ihr Vermögen seit 2009, also in der Krise, um satte 50 Milliarden Schweizerfranken erhöht. Das Resultat ist so beeindruckend wie beschämend. Gemäss einer Studie der Credit Suisse, wenig verdächtig für unsere Seite, besitzt heute 1 Prozent der Schweizer Bevölkerung bereits mehr Reinvermögen als die restlichen 99 Prozent zusammen. Gleichzeitig verdienen bis zu 400 000 Menschen weniger als 3500 Franken pro Monat, und 700 000 bis 900 000 sind gemäss den Schätzungen der Caritas von Armut betroffen.

Während also Löhne und Vermögen ganz oben explodieren und sich eine kleine Minderheit zunehmend schamlos am gemeinsam Erarbeiteten bereichert, kämpft die grosse Mehrheit der Menschen mit stagnierenden oder sogar rückläufigen Einkommen, mit steigenden Mieten, mit steigenden Krankenkassenprämien – wir haben es vorher gehört – und mit höheren Lebenshaltungskosten. Die Umverteilung des Kuchens erfolgt zulasten der Normalsterblichen von unten nach oben und eben nicht umgekehrt. Diese schamlose Abzockerei auf Kosten der grossen Mehrheit und auf Kosten von uns allen will die 1:12-Initiative beenden.

Weiter bietet die 1:12-Initiative die Chance, sich von der – wie wir alle wissen – inzwischen gescheiterten und ideologisch hochverblendeten Voodoo-Ökonomie der letzten Jahre

zu verabschieden. Die Ideologie der Ungleichheit hat diesen Kontinent in die grösste wirtschaftliche Krise seit dem Zweiten Weltkrieg geführt. Es ist eben gerade nicht so, dass die Konzentration von Kapital und Einkommen in wenigen Händen für den Wohlstand von vielen sorgte, es ist nicht ein Trickle-down-Effekt. Im Gegenteil – Sie können es inzwischen bei allen renommierten Ökonomen nachlesen, ich erwähne nur Joseph Stiglitz und Paul Krugman –: Es ist so, dass die Ungleichheit die Krisen provoziert. Durch sie wird auf der einen Seite Kapital überakkumuliert; auf der Suche nach Rendite fällt dieses der Spekulation anheim und lässt auf der anderen Seite die Massenkaufkraft zusammenbrechen. Um den ehemaligen deutschen Bundeskanzler Helmut Schmidt zu paraphrasieren: Die Abzockerlöhne von heute sind die Spekulationsblasen von morgen und die Krisen von übermorgen. Die 1:12-Initiative sorgt nicht nur für mehr Gerechtigkeit in der Reichtumsverteilung, sie ist auch ökonomisch die rationale Entscheidung.

Aber das wichtigste und vielleicht effektivste Argument, das die 1:12-Initiative stark macht, ist jenes, dass sie diesem Land die Demokratie in ihrer ursprünglichen und gedachten Form wieder zurückgeben will. Ich wurde von meinen Eltern und in der Schule noch mit dem Versprechen und der Überzeugung erzogen, dass in diesem, in meinem Land das Volk das letzte Wort habe – und das immer –, dass die grossen Werte von Freiheit und Demokratie mit ihrer festen Verankerung in der Geschichte, sei es seit 1848, der Gründung des Bundesstaates, sei es seit 1918, dem Generalstreik, sei es seit 1971, der Einführung des Frauenstimmrechts, die unerschütterliche Grundlage für unsere Gesellschaft bilden würden. Heute aber haben es eine kleine Minderheit in der Wirtschaft und eine grosse Mehrheit in der Politik geschafft, in Zusammenarbeit mit dem Finanzplatz und den grossen Kapitalinteressen die Demokratie regelrecht zu demontieren und sprichwörtlich zu verkaufen. Freiheit und Demokratie gelten nur noch für Reiche und Banken, alle anderen sollen buckeln und schweigen. Und wehe dem, der sich getraut, schon nur von einer gerechten Steuerlast zu träumen, von anständigen Löhnen – unten und oben –; dem drohen wir mit Arbeitsplatzverlust, Sozialabbau, Delokalisierung. Wir haben es fertiggebracht, dass sich ein ganzes Volk systematisch dem Willen von ein paar wenigen unterwerfen muss. Heute haben Sie in diesem Saal die grosse Chance, der Demokratie ihre Glaubwürdigkeit zurückzugeben. Geben Sie sich einen Ruck, denken Sie diesmal nicht nur an die Spenden der grossen Unternehmen für Ihre Parteikassen, denken Sie an die Mehrheit der Menschen in diesem Land! Sie haben es verdient, dass sich alle an die Spielregeln halten.

Büchel Roland Rino (V, SG): Herr Kollege Wermuth, das war jetzt eine herrliche Ansammlung von Zitaten und Reden von grossen Menschen, die Sie gebracht haben. Sie haben auch die Demokratie erwähnt. Wäre es denn nicht demokratisch, wenn diese unsinnige Initiative abgelehnt würde?

Wermuth Cédric (S, AG): Selbstverständlich wäre das demokratisch. Damit habe ich auch keine Mühe. Ich schlage nur vor, sich einmal zu überlegen, worauf Demokratie denn beruht. Demokratie bedingt ein gewisses Mass an ökonomischer Gleichheit, und davon sind wir heute weit entfernt. Wir sind heute in einer Situation – Sie haben es in diesem Saal erlebt, ich damals noch nicht –, dass eine einzige Bank die Mehrheit des Parlamentes in die Knie zwingen kann, wenn es sein muss. Genau diese Frage stellen wir: Wer hat den Reichtum in diesem Land erarbeitet, und wer hat ihn verdient? Die 1:12-Initiative gibt die Antwort darauf. Sie können gerne gute Gewinne machen, sollten diese dann aber bitte anständig an die Menschen verteilen, die daran mitgearbeitet haben.

Maier Thomas (GL, ZH): Was ist ein gerechter Lohn? Kennen Sie die Antwort, die keinerlei Zweifel mehr aufkommen lässt und die absolute Gerechtigkeit abbildet? Ich rate: Wohl kaum! Die Urheber der vorliegenden Initiative nehmen für sich in Anspruch, die Antwort auf diese Frage zu kennen,

sonst würden sie ihre Initiative kaum so betiteln. Fakt ist aber, dass auch sie es nicht wirklich wissen. Ich möchte Ihnen kurz erklären, warum diese Initiative nach Meinung der Grünlberalen ins Leere stößt.

In der Schweiz gibt es wohl kaum ein grösseres Geheimnis als dasjenige des Lohnes. Ich nehme uns Politiker, die wir in der Öffentlichkeit stehen, einmal davon aus. In den meisten Unternehmen sprechen Mitarbeitende über alles, nur nicht über ihren Lohn. Das ist faktisch ein absolutes Tabu. Dass dies kulturell bedingt so ist, sei einfach einmal festgehalten. Die Auswirkungen sind allerdings recht weitreichend. Mitarbeitende wissen oft nicht, wie hoch ihr Marktwert wirklich ist. Vorgesetzte, die Löhne festlegen, stellen zwar Vergleiche betreffend Leistung und Ausbildung oder Erfahrung an, dürfen oder können dies aber nicht offen kommunizieren. Ich kenne Vorgesetzte, welche die Löhne ihres Unternehmens inklusive ihres eigenen Lohnes am liebsten quasi öffentlich ans Anschlagbrett hängen würden und die auch die damit sichtbar werdenden Unterschiede ohne Probleme argumentativ abstützen könnten. Wir haben also aus diversen nachvollziehbaren, hoffentlich meist leistungsbezogenen Gründen nicht nur unterschiedliche Löhne, sondern auch diverse Hindernisse, die gewissen dämpfenden und ausgleichenden Wirkungen, wie sie eben Transparenz hätte, im Weg stehen. Wir sind uns wohl einig darin, dass in den letzten Jahren, wahrscheinlich schon bald Jahrzehnten in der Schweiz in verschiedenen Unternehmen aus den verschiedensten Branchen sehr ungesunde Entwicklungen stattgefunden haben. Sie haben sogar einen Namen bekommen: Abzockerei. Wir Grünlberalen haben immer gesagt, dass wir diese Entwicklungen nicht nur mit Sorge betrachten, sondern für äusserst ungesund für unser gesellschaftliches Zusammenleben erachten. Früher noch gehörte es zur Grösse eines Unternehmers oder eines Topverdiener, dass er sich selber zurücknahm und im Sinne der sozialen Gerechtigkeit darauf achtete, dass es auch den Mitarbeitenden mit Tiefstlöhnen in seinem Unternehmen einigermassen gutging und sie eben aus seiner Sicht faire und gerechte Löhne erhielten und er bescheiden war.

Mir ist wichtig festzuhalten, dass unter «Topverdienern» nicht nur CEO und Verwaltungsräte, sondern auch Experten oder Sportler zu verstehen sind. Eine zu weit geöffnete Lohnschere, ein exorbitantes Gefälle zwischen den Löhnen von Angestellten – auch CEO sind Angestellte, sie sind keine Unternehmer – ist langfristig nicht friedenserhaltend, sie gefährden den in unserer Gesellschaft wichtigen sozialen Frieden.

Ganz neu sind die Unterschiede allerdings nicht. Aus diesem Grund haben wir ja bei den Einkommenssteuern eine sehr starke Progression, und zwar seit vielen Jahrzehnten. Der Staat gleicht über die Steuern also ein Stück weit die Unterschiede aus, die die Wirtschaft schafft. Aus diesem Grund haben wir Grünlberalen uns in diversen Kantonen auch immer wieder, und zwar erfolgreich, gegen Versuche gewehrt, die Progression abzuschwächen, und wir werden uns, damit man hier korrigierend eingreifen kann, auch weiterhin massiv gegen Angriffe auf die Progression wehren.

Trotzdem bleibt der Fakt, dass gewisse Lohndifferenzen subjektiv oft als ungerecht empfunden werden. Die Initiative will dies nun dadurch beheben, dass in einem Unternehmen der höchste Lohn maximal das Zwölffache des tiefsten Lohnes betragen darf. Die Initianten bezeichnen dies als «gerecht». Wir Grünlberalen sind klar der Meinung, dass wir mit einer solchen starren und wirtschaftsfeindlichen Regelung die Situation auch nicht ansatzweise verbessern und dass damit überhaupt nichts gerechter wird. So bestehen beispielsweise diverse äusserst einfache Umgehungs möglichkeiten. Es ist ein Leichtes, eine Firma nach Annahme dieser Initiative in zwei Firmen aufzuspalten. In der einen Firma sind dann die Topverdiener angestellt, in der anderen die Arbeitnehmenden mit den tieferen Löhnen. Auch bei Industriefirmen können Sie so die Topverdiener – nicht nur das Management, sondern beispielsweise auch diverse Experten – in eine Topverdienerfirma auslagern und das Ganze in einer

Gruppe zusammenfassen. Und was haben die Initianten damit gewonnen? Nichts.

Weiter sind viele Fragen offen. Was gilt denn in einem Unternehmen, das in Dutzenden von Ländern geschäftstätig ist? Wenn ein Unternehmen zum Beispiel in der Schweiz und in Pakistan Angestellte hat, darf dann ein Experte in der Schweiz maximal zwölffach so viel verdienen wie die Serviceangestellte im Personalrestaurant in Pakistan? Viel Spass, wenn Sie in der Schweiz unter solchen Bedingungen einen Experten finden wollen!

Dann haben die Initianten auch die Illusion, dass mit dieser Volksinitiative die tiefsten Löhne steigen würden, da ja die Lohnsumme gleich bleiben und die oberen Einkommen gekürzt werden müssten. Einerseits sind die Summen, die sich so ergeben, im Verhältnis zur Gesamtlohnsumme verschwindend klein, andererseits würden wohl eher höhere Gewinn- und Dividendausschüttungen stattfinden, bevor das Geld «unten» verteilt würde.

Auch die Frage, was wirklich ein gerechter Lohn für eine gewisse Tätigkeit ist, können Sie mit dieser Initiative nicht ansatzweise angehen. Der Titel ist hier sogar komplett irreführend. Wenn Sie beispielsweise darüber diskutieren wollen, was ein gerechter Lohn für einen Gärtner ist, hilft Ihnen diese Initiative überhaupt nicht weiter. Sind 4000 Franken pro Monat gerecht, oder 5000 Franken, oder ...? Dies zu definieren ist Sache des Arbeitgebers, des Arbeitnehmers und der Sozialpartner, falls ein Gesamtarbeitsvertrag ausgehandelt wird. Selbstverständlich hängt es von der Ausbildung, der Berufserfahrung, den Lebenshaltungskosten und hoffentlich auch von der Leistung ab.

Interessant waren auch andere Ausführungen der Initianten auf Fragen, die wir in der WAK gestellt haben. Hätten Sie gewusst, dass diese Volksinitiative selbstverständlich auch für Sportvereine gelten soll? Stellen Sie sich einen Fussballclub vor, der international erfolgreich ist – sagen wir den FC Basel, als Zürcher darf ich den gerne als Beispiel nehmen. Wie Sie wissen, beziehen Fussballer oft Millionensaläre. Zu einem FC gehören aber meist auch Nebenbetriebe, eine Nachwuchsabteilung, Sicherheits- und Reinigungspersonal. Und jetzt? Wollen Sie die Fussballerlöhne bei sagen wir 400 000 Franken kappen? Ja, das ist viel Geld. Ohne eine Diskussion darüber anreissen zu wollen, ob das jetzt ein gerechter Lohn fürs Fussballspielen ist: Sie wissen selber, dass der Schweizer Fussball sich dann international abmelden kann, ausser Sie stellen die Fussballer der ersten Mannschaft in einer eigenen Gesellschaft an.

Diese wenigen Beispiele zeigen nach Meinung der Grünlberalen klar und deutlich, dass die Volksinitiative den Hebel am völlig falschen Ort ansetzt. Die Grünlberalen verurteilen es, wenn man sich rücksichtslos bedient in einem Unternehmen, bei dem man nicht selber Eigentümer ist. Die Exzesse der Vergangenheit sollen wirklich der Vergangenheit angehören. Korrigierend eingreifen können wir allerdings mit viel besseren Mitteln. Eines – das habe ich einleitend erwähnt – ist unser progressives Steuersystem, das ein Mehr an Gerechtigkeit schafft. Weiter stärken wir hoffentlich bald die Rechte unserer Aktionäre, z. B. beim Vergütungsreglement, damit diejenigen, denen eine Firma gehört, dort Grenzen setzen können. Nicht zuletzt braucht es in der Schweiz wohl auch in einem gewissen Mass einen Kulturwandel, damit wir offener über unsere Löhne sprechen können. Ein gesundes Mass an Transparenz würde hier klar ausgleichend und für mehr Zusammenhalt in unserer Gesellschaft sorgen. Diese Volksinitiative allerdings schadet uns Arbeitnehmenden und unserer Wirtschaft und verfehlt ihr Ziel komplett. Wir Grünlberalen bitten Sie darum, die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Hassler Hansjörg (BD, GR): Wir, die BDP-Fraktion, bestreiten überhaupt nicht, dass es in den letzten Jahren in der Schweiz und im Ausland zu Lohnexzessen gekommen ist. Diese können tatsächlich zu wirtschaftlichen, aber vor allem auch zu sozialen und gesellschaftlichen Problemen führen – das ist keine Frage. Diese Lohnexzesse gilt es ganz klar einzuschränken. In diese Richtung wurde aber bereits einiges



getan. Nach der Finanzkrise 2008 wurden neue Regelungen erlassen, um die Vergütungen in den Finanzinstituten besser eingrenzen zu können. Im öffentlichen Sektor legt der Staat als Arbeitgeber oder Eigner öffentlich-rechtlicher Anstalten Höchstgrenzen für die Löhne fest.

Ganz allgemein basiert die Lohnpolitik in der Schweiz auf bewährten Grundsätzen. Bei den niedrigen und mittleren Löhnen spielen die Sozialpartnerschaft und die Gesamtarbeitsverträge eine wichtige Rolle. Mit der Allgemeinverbindlicherklärung unterstützt die öffentliche Hand die Bestrebungen der Sozialpartner, mit Gesamtarbeitsverträgen auf Branchenebene Mindestarbeitsbedingungen festzulegen.

Die Festlegung der Saläre ist grundsätzlich Sache der Unternehmen. Der Staat soll bei privaten Unternehmen auch nicht direkt bei der Festsetzung eingreifen. Er kann aber durch das Aktien- und Rechnungslegungsrecht Leitplanken in Bezug auf die Corporate Governance aufstellen. Wir von der BDP sind auch der Meinung, dass die aktienrechtlichen Bestimmungen zur Corporate Governance im Allgemeinen und die Bestimmungen zu den Vergütungen bei börsenkotierten Aktiengesellschaften im Speziellen verbessert werden müssen. Wir haben daher auch ausdrücklich den indirekten Gegenvorschlag zur Volksinitiative «gegen die Abzockerei» unterstützt.

Wir sind aber ebenso überzeugt, dass die Volksinitiative «1:12 – Für gerechte Löhne» zu weit geht und unserem Land mehr schaden als nützen würde. Sie würde eine Regulierung mit sich bringen, die unser Land wirtschaftlich geradezu abwürgen würde. In den hohen Lohnbereichen wären rund 7700 Arbeitnehmende von dieser Initiative betroffen. Diese beziehen eine Lohnsumme von geschätzten 8,5 Milliarden Franken. Allein an die Sozialwerke leisten diese Personen einen Beitrag von fast 1 Milliarde Franken; die Steuerabgaben dieser Personen ergeben die stolze Summe von 2,4 Milliarden Franken. Hinzu kommen bei den Kantonen und Gemeinden noch Steuern auf Vermögen, welche in der Regel bei so hohen Einkommen erheblich sind. In der Steuerperiode 2008 stammten bei der direkten Bundessteuer 21 Prozent der gesamten Einnahmen von Personen mit einem Reineinkommen von über 600 000 Franken. Das zeigt auch die Progression bei den Einkommenssteuern auf.

Wir fragen uns auch, was diese Leute mit hohen Löhnen im Falle einer Annahme der Initiative machen würden. Wie viele würden die Schweiz verlassen? Wie viele betroffene Unternehmungen würden unserem Land den Rücken kehren? Auf jeden Fall würden unserem Land hohe Steuerbeträge und den Sozialwerken hohe Beitragssummen verlorengehen.

Darüber hinaus wäre auch damit zu rechnen, dass ganze Branchen aus der Schweiz verlagert würden. Dabei dürfte es sich sehr oft um Arbeitsplätze mit hoher Wertschöpfung handeln; man stelle sich zum Beispiel einen Konzernsitz einer internationalen Grossunternehmung vor. Weiter wären Zulieferbetriebe von einer Abwanderung negativ betroffen. Aber auch Arbeitsplätze in der inländischen Produktion würden mittelfristig gefährdet, wenn beispielsweise die oberste Leitung von Schweizer Unternehmen wegen der zu restriktiven Lohnregulierung ins Ausland abwandern würde. Die Abwanderungsbewegungen wären also über die direkten Effekte hinaus mit einem allgemeinen Verlust an Wertschöpfung innerhalb unseres Landes verbunden.

Die 1:12-Initiative würde dem Werkplatz und Wirtschaftsstandort Schweiz Schaden zufügen. Sie ist zu restriktiv und absolut unrealistisch. Die BDP-Fraktion lehnt sie daher entschieden ab.

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Herr Hassler, Sie haben als Rezept gegen die unsoziale Umverteilung Gesamtarbeitsverträge gepriesen. Gesamtarbeitsverträge sind ein gutes Instrument. Aber wissen Sie, wie hoch die Abdeckung mit Gesamtarbeitsverträgen in der Schweiz ist, und wissen Sie insbesondere, wie viele Personen in prekären Arbeitsverhältnissen und Tieflohnbranchen von einem Gesamtarbeitsvertrag profitieren?

Hassler Hansjörg (BD, GR): Ich kann Ihnen nicht zahlenmäßig sagen, wie viele Arbeitnehmende Gesamtarbeitsverträge unterstehen. Wir unterstützen Gesamtarbeitsverträge, sie helfen vor allem den Leuten in den tieferen Lohnsegmenten. Es wäre auch wünschenswert, dass vermehrt Gesamtarbeitsverträge abgeschlossen werden könnten. Aber ich denke, dass diese Initiative diese Problematik nicht lösen kann. Auch die BDP ist aber dafür, dass auch im tieferen Lohnbereich anständige Löhne bezahlt werden.

Pardini Corrado (S, BE): Bevor ich mit der 1:12-Initiative beginne, ein paar Worte zu Kollege Hassler: Es sind knapp 50 Prozent der Beschäftigten in der Schweiz einem Gesamtarbeitsvertrag unterstellt. Vor allem prekäre Arbeitsverhältnisse, im Verkauf zum Beispiel, kennen aber eben keinen Schutz durch Gesamtarbeitsverträge. Vielerorts fehlt der politische Wille der Arbeitgeber, überhaupt Gesamtarbeitsverträge abzuschliessen. Von daher ist Ihr Ansatz lobenswert, entspricht aber nicht der Realität.

Nun zur 1:12-Initiative: Wir Sozialdemokratinnen und Sozialdemokraten unterstützen diese Initiative. Dementsprechend unterstützen wir auch die Minderheit Wermuth. Unsere 1:12-Initiative ist die wahre Antwort auf die Abzockerei, die seit Jahren in der Schweiz wuchtig ihr Unwesen treibt. Es ist die ergänzende Antwort auf die Minder-Initiative. Die Minder-Initiative, die auch als «Abzocker-Initiative» die Runde macht, schützt vor allem das Aktionariat. Unsere Initiative ist aus ökonomischer Sicht sinnvoll und sozialpolitisch eine Notwendigkeit.

Ökonomisch, das hat unser Kollege Wermuth in seinem Plädoyer für die Initiative gesagt, ist es eine Umverteilungs-Initiative. Rund 400 000 Menschen in unserem Land verdienen unter 4000 Franken. Diese Leute würden durch die Initiative direkt profitieren. Diese Umverteilung würde natürlich dazu führen, dass der Konsum ansteigt; sie würde die Volkswirtschaft ankurbeln. Es ist nicht so, dass durch die 1:12-Initiative Arbeitsplätze gefährdet werden – nein, ganz im Gegenteil: Diese Initiative stützt die Wirtschaft, sie ist wichtig, um längerfristig den Konsum zu stabilisieren und wachsen zu lassen, in einem Land, in dem der Binnenmarkt, der Konsum der Konsumentinnen und Konsumenten, einer der wichtigsten Faktoren ist, was das Wachstum der Wirtschaft anbelangt.

Warum ist sie auch sozialpolitisch dringend nötig? Als ich vor 25 Jahren, es war das Jahr 1987, als Gewerkschaftssekretär begann, waren in den Betrieben Löhne im Verhältnis von 1 zu 3 oder 1 zu 4 die Normalität. Sie wuchsen dann zu Löhnen im Verhältnis von 1 zu 10 an. Da begann man schon zu sagen, das sei unschweizerisch, das sei untypisch und ungut für den sozialen Frieden, den wir in der Schweiz haben, für die soziale Kohäsion. Die Löhne wuchsen weiter in den Neunzigerjahren, und wir haben heute Lohnverhältnisse von 1 zu x-hundert.

Es sind Exzesse, und es reicht nicht, liebe Kollegen der BDP und der Grünliberalen, hier zu manifestieren, dass man diese Exzesse bekämpfen will, aber überall dort, wo ein Bekenntnis dazu verlangt wird – wie z. B. heute mit dem Zuspruch zu dieser Initiative –, Dutzende von Argumenten zu finden, um sich aus der Verantwortung zu stehlen. Ich sage Ihnen, die Entwicklung ist unschweizerisch. Sie grasiert weiter. Es ist nicht so, dass man aus der Finanzkrise 2009/10 etwas gelernt hat, nein, wir erleben es täglich, dass weiterhin Manager unglaubliche Lohnsummen abzocken, ohne Scham und ohne sich zu überlegen, was das sozialpolitisch bedeutet.

Was das Volk davon hält, haben wir letzten Sonntag erlebt, als in der Stadt Bern die Bevölkerung die Lohnobergrenze für den Gemeinderat bei 200 000 Franken fixiert und eine Lohnerhöhung abgelehnt hat. Das zeigt, dass das Volk Lohnexzesse nicht mehr will. Die Basis dafür fehlt. Darum würden wir gut daran tun, heute diese Initiative zu unterstützen, um ein klares Signal an die Schweiz zu geben. Die Schweiz lebt davon, dass wir den sozialen Frieden hochhalten, dass wir die soziale Kohäsion auch unterstützen, indem wir zu den Lohnexzessen, zur Abzockerei, endlich Nein sagen.

Keller Peter (V, NW): Sie haben das Beispiel der Stadt Bern, die letzte Abstimmung, erwähnt. War dort die SP dafür, dass die Löhne auf 200 000 Franken begrenzt werden?

Pardini Corrado (S, BE): Ich kann Ihnen meine Meinung als SP-Nationalrat sagen: Ich war dafür.

Marra Ada (S, VD): Le titre de mon intervention pourrait être: «Non, l'initiative 1:12 n'est pas naïve, inapplicable ou folle», parce que c'est ce que tenteront de démontrer tout au long de ce débat ceux qui tiennent à leurs priviléges.

D'après un sondage de la semaine dernière dans un quotidien romand, le peuple suisse estime que les hauts salaires doivent être plafonnés. Certains voudraient un montant limite, d'autres un système. C'est là précisément toute l'astuce de l'initiative de la jeunesse socialiste. Elle instaure un système, à savoir une meilleure répartition de l'argent en circulation dans les entreprises pour rétribuer chacun des acteurs qui fait fonctionner la firme.

Les critères aujourd'hui pour fixer les salaires des managers sont très éloignés de la réalité. Qu'est-ce qui justifie un salaire de 1 ou 2 millions de francs, pour ne pas tomber dans la caricature et citer le directeur de Novartis avec ses 15 millions? Leurs compétences? Les top managers des banques nous ont démontré le contraire. Ils ont mis la planète entière dans la gonfle. Les pertes mondiales s'évaluent en milliers de milliards de dollars. Pourtant, année après année, ils continuent à s'attribuer une part des bénéfices.

Alors j'explique ainsi la réaction des sondés de la semaine dernière. Les gens veulent deux choses: la justice et la décence. La justice afin de revaloriser le salaire de tous les collaborateurs d'une entreprise en imposant un ratio, et la décence, car cela permettra de rendre réels les salaires parfois astronomiques de certains dirigeants dont les gens ne se représentent même plus ce que cela signifie. Car l'effet attendu de cette initiative est simple: ramener vers le bas les plus hauts salaires et augmenter les plus bas.

Pour mémoire, si entre 2002 et 2007 le salaire des managers a augmenté de 80 pour cent, celui des employés, lui, a augmenté de 2,3 pour cent. Cela fait des années et des années que toutes les tentatives de régulation des rémunérations ont échoué. Le milieu des affaires nous avait promis parfois une autorégulation. Il a fallu attendre l'initiative d'un chef d'entreprise, aujourd'hui conseiller aux Etats, et sur laquelle nous voterons en mars 2013, pour que la politique réagisse enfin et lui oppose un contre-projet indirect. Toutefois, dans les deux cas, on ne parle «que» des salaires des hauts dirigeants, avec en arrière-plan d'ailleurs une lutte d'influence entre actionnaires et patrons.

Avec l'initiative «1:12 – Pour des salaires équitables», ce n'est pas une guerre des pauvres contre les riches, ou de prise de pouvoir de riches contre riches. Au contraire des deux projets que je viens de citer, cette initiative implique tous les acteurs d'une entreprise. Elle prend en compte ce qui en fait son sel, les employés. Elle valorise toutes les personnes qui font prospérer une entreprise. Elle tente la réconciliation entre les acteurs d'une fracture dans la société.

Dans un système qui est devenu fou, l'initiative «1:12 – Pour des salaires équitables» tente de ramener de la crédibilité, de la rationalité et de la solidarité. Et cela d'une façon tout à fait réelle, à savoir en laissant une totale liberté quant aux montants globaux, mais en prévoyant une meilleure répartition de la richesse. Elle a pour but par conséquent de revoir les critères qui fondent une part importante de la politique salariale des entreprises par un système simple, crédible, et compréhensible.

Au nom du groupe socialiste, je vous invite à recommander d'accepter cette initiative et de suivre en ce sens la minorité.

Spuhler Peter (V, TG): Wir sprechen heute über die Volksinitiative «1:12 – Für gerechte Löhne». Die Zielsetzung, dass die Lohnspanne in einem Unternehmen das Verhältnis 1 zu 12 nicht überschreitet, soll in der Bundesverfassung verankert werden. Der oberste Chef soll in einem Monat nicht

mehr verdienen als der Mitarbeiter mit dem tiefsten Lohn in einem Jahr.

Wenn man das so analysiert und sich fragt, wie wir das in der Praxis umsetzen können, was für Auswirkungen das makroökonomisch betrachtet auf die Schweiz hat, muss man zuerst einmal die Definitionen anschauen: Wer ist der oberste Chef, wer verdient in einem Unternehmen am meisten? In der Regel verdient in internationalen Unternehmen, in den Grosskonzernen – und die Initiative zielt ja in erster Linie auf die Grosskonzern, wir haben es gehört von der Linken, sie sprach von Abzockerei usw. – der oberste Chef nicht am meisten, sondern es gibt immer wieder Spezialisten, die höhere Löhne haben.

Wir haben es auch vom Sprecher der grünliberalen Fraktion gehört: Es bestehen relativ einfache Möglichkeiten, dem auszuweichen. Man kann Auslagerungen vornehmen, man kann Unternehmen in zwei, drei «legal entities» aufteilen und so einem solchen Verfassungsgrundsatz entgehen. Was hat das zur Folge? Bürokratie, Intransparenz und andere negative Auswirkungen. Ich denke, bereits in diesem Bereich greift die Initiative zu kurz, sie zielt auf die einen und trifft die anderen. In der Praxis wäre sie relativ schwer umsetzbar.

Ich kann Ihnen ein ähnliches Beispiel aus Deutschland schildern. Man wollte die Beschäftigung hochfahren und hat die befristeten Arbeitsverträge – sprich Temporärarbeitsverträge – auf maximal zwei Jahre befristet. Nach zwei Jahren mussten sie jemanden fest anstellen. Das Resultat: Niemand stellt in Deutschland in der Industrie noch Leute fest an. Das ist genau das Problem: Gut gemeint ist nicht immer gut gemacht. Das gilt auch für den Ansatz dieser Initiative. Wir haben es in der WAK des Nationalrates sehr ausführlich diskutiert: Wenn man statistisches Zahlenmaterial anschaut, beispielsweise den «Statistischen Sozialbericht Schweiz 2011», dann kann man ihm entnehmen, dass das, was immer behauptet wird – die Lohnschere öffne sich unglaublich weit –, den Zahlen nicht entspricht. Wenn man die obersten Einkommen mit den tieferen Einkommen vergleicht, dann stellt man fest, dass die Zunahme der Differenz relativ klein ist. Wenn man die bedarfsgewichteten Primäreinkommen anschaut, ist von 2001 bis 2008 ein Anstieg von 21 Prozent festzustellen. Wenn man jetzt noch schaut, was in diesen Jahren passiert ist – ich denke an die Revision des Ausländergesetzes –, dann sieht man, dass man nicht mehr nur unqualifizierte, billige Arbeitskräfte in die Schweiz geholt hat, sondern dass wir bedarfsgesteuert Spezialisten für die Wirtschaft geholt haben, die ein höheres Einkommen haben. Das hat dazu geführt, dass sich bei den Lohnklassen automatisch eine Verschiebung ergeben hat – ohne Abzockerei, sondern allein aufgrund der Tatsache, dass in anderen Bereichen neue Arbeitsplätze geschaffen worden sind.

Ich möchte Sie daran erinnern, dass in den letzten zehn Jahren die Bemessungsgrundlagen bei Unternehmungen für die Vermögenssteuer überall angehoben worden sind. Das trifft nicht die zehn, fünfzehn Abzocker, die immer erwähnt werden, sondern das trifft die grosse Masse der KMU. Höhere Werte in der Steuerrechnung heißt, dass höhere Einkommen generiert werden müssen, damit man die Steuern bezahlen kann. Ich glaube, das sind in erster Linie die Entwicklungen, die dazu geführt haben, dass es bei den Einkommensklassen eine gewisse Verschiebung gegeben hat. Dann möchte ich einfach mal fragen: Was hat die Schweiz und die Schweizer Wirtschaft gross und stark gemacht? Was hat dazu geführt, dass wir eines der reichsten Länder geworden sind? Eine liberale Wirtschaftsordnung mit einem flexiblen Arbeitsmarkt! Ich kann Ihnen sagen: Ich kenne Italien und Frankreich als Unternehmer. Niemand investiert mehr in den Werkplatz dieser Länder. Mit ein Grund oder vielleicht sogar der Hauptgrund dafür ist der unflexible Arbeitsmarkt. Wir tun sehr gut daran, da keine falschen Weichenstellungen vorzunehmen und einen der grossen Vorteile der Schweiz aufzuheben.

Was passiert eigentlich mit der 1:12-Initiative? Entweder verdienen die Unternehmer viel weniger – ich komme dann noch auf die Auswirkungen auf die Steuereinnahmen und die Sozialversicherungen zu sprechen – oder die Mitarbeiter

mehr. Ich kann Ihnen sagen: In beiden Fällen wird die Initiative zu einer Abwanderung führen. Wenn bei den Unternehmern angesetzt wird, werden diese ausweichen und versuchen, ihren Wohnsitz ins Ausland zu verlegen. Und wenn die Löhne der unteren Klassen um den entsprechenden Faktor angehoben werden, wird es eine Arbeitsplatzverlagerung geben. Wir haben in diesem Rat schon mehrfach über die schwierige Situation des Industriebereiches diskutiert, darüber, was momentan mit den Währungsverwerfungen passiert. Wenn wir über eine solche Initiative nochmals einen Kostenschub kriegen, führt das zu Abwanderung.

Ich habe es erwähnt: Haben Sie schon mal ausgerechnet, was für Auswirkungen diese Initiative auf die Einnahmen der Sozialversicherungen hat? Haben Sie schon mal in der Statistik nachgeschaut, wer eigentlich unsere Sozialwerke finanziert? Ich kann es Ihnen sagen: Es sind die Arbeitgeber, zusammen mit der obersten Einkommensklasse, das sind etwa 19 Prozent. Da werden 70 Prozent der Beiträge generiert. Wenn wir also diesen Anteil senken, hat das gravierende Auswirkungen auf die Finanzierung der Sozialwerke. Man sollte sich auch mal überlegen, wie wir diese Lücke dann schliessen wollen. Wer schliesst diese Lücke? Und das gilt für die AHV, für die IV, für die ALV.

Zum nächsten Punkt: Wir haben etwa 320 000 Unternehmungen in der Schweiz. 99 Prozent dieser Unternehmungen sind KMU mit weniger als 250 Mitarbeitern. Wir sprechen immer von den Abzockern; die gibt es in einigen wenigen Konzernen. Wie wollen die Unternehmer zukünftig ihre Steuern bezahlen? Ich denke in erster Linie an die Vermögenssteuer. Auch in diesem Fall hat eine Plafonierung nach unten gravierende Auswirkungen auf die Steuereinnahmen von Bund, Kantonen und Gemeinden. Auch hierzu kurz einige Zahlen: 10 Prozent der Steuerpflichtigen kommen für 90 Prozent der kantonalen Vermögenssteuer auf. Wenn Sie also hier versuchen, die entsprechenden Löhne nach unten zu korrigieren, dann hat das bei den Steuereinnahmen ganz gravierende Verluste und Mindereinnahmen zur Folge. Das käme praktisch einer Enteignung des Staates gleich.

Ich möchte einfach nochmals daran erinnern: Die soziale Marktwirtschaft, wie wir sie kennen, basierend auf einer liberalen Wirtschaftsordnung mit einem flexiblen Arbeitsmarkt, hat die Schweiz gross, stark und wohlhabend gemacht. Wir müssen davon absehen, genau hier, bei diesen Punkten, über die wir in diesem Saal immer wieder diskutieren, das Erfolgsmodell nachhaltig zu schädigen, weil eine Schädigung gravierende Auswirkungen auf die Struktur der Steuereinnahmen und der Sozialversicherungsbeiträge hätte. Gleichmacherei hat bis jetzt in keinem System funktioniert. Schauen Sie, was im Osten von Europa passiert ist: Es war eine Bankrotterklärung.

Ich bitte Sie, hier klar mit einem Nein abzustimmen.

Badran Jacqueline (S, ZH): Werter Kollege Nationalrat und Unternehmer Spuhler, ich muss kurz eine Bemerkung loswerden, bevor ich die Frage stelle.

Präsident (Walter Hansjörg, Präsident): Frau Badran, stellen Sie eine konkrete Frage. Wir müssen uns an die Prinzipien halten.

Badran Jacqueline (S, ZH): Würden Sie sich outen und sagen, wie gross der Lohnunterschied in Ihrem Unternehmen ist? Mit einer Einschränkung: Ich würde es begrüssen, wenn Sie sich selber nicht mit einrechnen, weil ich davon ausgehe, dass Sie seit der Unternehmenssteuerreform II wohl eher eine Dividendenpolitik fahren und deshalb auch nicht so unglaublich viele Beiträge an die Sozialversicherungen zahlen, wie Sie vorher gesagt haben. Also, die Frage lautet: Wie gross ist die Einkommensdisparität in Ihrem Unternehmen, Ihr Lohn nicht eingerechnet?

Spuhler Peter (V, TG): Ich kann Ihnen Folgendes antworten: Die Steuerdisparität in meiner Firma ist x-mal grösser als die Einkommensdisparität. Ich danke Ihnen. (Heiterkeit)

Noser Ruedi (RL, ZH): Auf den ersten Blick liest sich diese Initiative eigentlich wie das Ergebnis eines miserablen Fussballspiels: 12 zu 1 verliert die Schweizer Wirtschaft gegen die Welt. Das Tor, das die Initianten schiessen, ist ein in ihren Augen gerechtes Lohnsystem à la Karl Marx. Die 12 Gegentreffer, die wir bekommen, sind: die Eliminierung jedes Unternehmens, das mehr als 250 Arbeitsplätze hat; der Umstand, dass sich Leistung nicht mehr lohnt; das Eingehen von internationalen Konzernen; die Einbusse der Hälfte der Steuereinnahmen bei Bund, Kantonen und Gemeinden; Erfinder und Forscher werden ihre Patente sicher nicht mehr in der Schweiz anmelden; und eine Jugendarbeitslosigkeitsrate, wie man sie aktuell in Spanien kennt. Aber es wird noch viel schlimmer kommen: Wir werden in der Schweiz zwar spanische Verhältnisse haben, aber die Schweiz wird – während sich Spanien über den Gewinn des Europameistertitels im Fussball freuen kann – nicht einmal mehr eine Mannschaft haben, weil man bei einem Lohnverhältnis von 1 zu 12 keine Nationalmannschaft mehr wird aufstellen können. Die Schweiz wird also 12 zu 1 verlieren, die Schweiz wird also schlicht und einfach nicht mehr mitspielen.

Vom liberalsten Wirtschaftsstaat in Europa, auf dem unser ganzer Wohlstand, aber auch die Umverteilung und auch die Sozialpartnerschaft aufbauen, macht uns die Initiative zum Nordkorea Europas: wirtschaftlich isoliert, aber alle gleich – alle gleich arm.

Die Initianten glauben, man könne die Schweiz mit einem Dreisatz regieren. Dabei haben uns nicht nur Ökonomen und Historiker schon lange gelehrt, dass man mit Dreisätzen nichts erreicht. Solche Dreisätze scheitern ja schon kläglich im Alltag, wenn Eltern versuchen, sie bei den Kindern anzuwenden. Jeder Pädagoge rät Eltern, von Dreisätzen die Finger zu lassen. Warum die SP glaubt, dass Dreisätze, die bei Kindern kläglich versagen, nun bei Erwachsenen mehr Erfolg haben sollen, bleibt ihr Geheimnis. Warum wir in der Schweiz über eine solche Initiative abstimmen müssen, wird die Welt wohl nur schwer verstehen.

Schauen wir doch einmal von aussen auf unser Land. Wir haben die höchste Beschäftigungsquote, eine sehr tiefe Arbeitslosenrate, praktisch keine Jugendarbeitslosigkeit, wir sind das innovativste Land der Welt, unsere Wirtschaft bietet jungen Leuten Karrierechancen, wir haben ein funktionierendes Bildungssystem, unsere Rentner können ihren Lebensabend geniessen, unsere Dörfer und Städte werden benedet, weil sie schön sind, und wir haben eine der tiefsten Staatsverschuldungsquoten. Von aussen betrachtet funktioniert die Schweiz nicht nur, vielmehr sind wir ein Land mit Herz und Seele. Dieses Herz und diese Seele will man nun willkürlich mit einem Dreisatz zerstören.

Die Initiative ist willkürlich – 12, weil das Jahr 12 Monate hat, obwohl ja die meisten von uns 13 Monatslöhne haben. Die Initiative will den Lohn in ein Verhältnis zur Arbeitsproduktivität setzen; das steht mindestens in den ergänzenden Ausführungen. Offenbar beträgt dieses Verhältnis bei den Initianten nur 1 zu 12. Wenn man wissenschaftliche Studien anschaut, die sich zur Arbeitsproduktivität äussern, stellt man jedoch fest, dass der Unterschied viel grösser ist; es ist ein Faktor von 30 bis 40 möglich. Sie haben also nicht nur einen Dreisatz gemacht, Sie haben auch noch den falschen Faktor eingesetzt. Genies wie Steve Jobs oder andere sind in diesen Studien nicht berücksichtigt.

Unterschiedliche Lohnmodelle sind ein entscheidender Wettbewerbsfaktor; sie sind entscheidend für den Erfolg einer Firma. Die Initianten haben Recht: Die aggressivsten Modelle sind nicht immer die erfolgreichsten. Aber Osterloh und Frost werden wohl auch klar aufzeigen, dass das von den Initianten vorgeschlagene Modell das Modell der Loser sein wird. Erfolg basiert auf dem Wettbewerb der Modelle. Man muss hier nicht Federer oder Fussballer zitieren; es reicht, wenn man sich eine Medikamentenpackung anschaut. Der Erfinder des betreffenden Produkts hat für die Gesellschaft vielleicht gleich viel geleistet wie ein Roger Federer. Mit der 1:12-Initiative wird er in Zukunft mit einem Trinkgeld abgespeist. Oder etwas ökonomischer ausge-

drückt: In Zukunft werden Erfindungen, Patente und Lizenzen nicht mehr in der Schweiz anfallen. Von diesen Gewinnen stammt aber unser Wohlstand.

Als Faustregel kann man sagen, dass es etwa ab einem Lohn von 500 000 Franken eng wird mit der 1:12-Regel, wenn man von der Definition ausgeht, die die Initianten gegeben haben. Das heisst, dass nicht nur grosse Unternehmen betroffen sind; es sind auch schon kleine Unternehmen, vermutlich solche ab 100 Arbeitsplätzen, davon betroffen.

Der Kommissionssprecher, Herr Philipp Müller, hat es schon gesagt, auch mein Vorredner hat es gesagt: Man schuldet in diesem Land auch noch eine Vermögenssteuer, nicht nur eine Einkommenssteuer. Mit der 1:12-Initiative wird man in diesem Land die Vermögenssteuer nicht mehr bezahlen können. Entweder verzichten Sie auf diese Initiative, oder Sie müssen die Vermögenssteuer abschaffen; sonst werden Sie keine Eigentümer-Unternehmer mehr in diesem Land haben. Warum all das? Weil anscheinend fünf Firmen in diesem Land mit Lohnexzessen übertrieben haben. In der Presse sind nie mehr als fünf Unternehmen genannt worden. Wegen dieser fünf Firmen sollen 50 Prozent aller Arbeitsplätze in einen 1:12-Dreisatz eingebunden werden.

Ich gestatte mir, noch etwas zu Novartis zu sagen. Ich will ja nicht die Löhne verteidigen, die Novartis zahlt, aber ich möchte einmal etwas festhalten: Mit Roche und Novartis hat die Schweiz noch immer zwei führende Life-Science-Unternehmen. Wenn Sie die Life-Science-Branche anschauen, stellen Sie fest, dass es Unternehmen gibt, die Mühe haben und Tausende von Leuten entlassen, unter anderem auch in der Schweiz. Irgendjemand hat in Basel einen guten Job gemacht, das darf man hier auch einmal festhalten.

Wie verteilt man den Wohlstand gerecht? Herr Wermuth hat die Frage gestellt und auch gleich die Antwort darauf gegeben, mit einem Dreisatz, den man in der dritten Klasse lernt.

Ich möchte Ihnen meine Antwort geben: Gerecht ist ein Land, das es den Menschen ohne soziale Barriere ermöglicht, auch als Schulversager erfolgreich zu sein. Das ist ein gerechtes Land. Die Schweiz ist das sozial durchlässigste Land der Welt. Das heisst, in diesem Land schafft es jeder Siebte, von der ärmsten Schicht in die reichste Schicht aufzusteigen. Notabene heisst das auch, jeder Siebte der Reichen schafft es, zu den Ärmsten abzusteigen, denn an und für sich muss es ja ausgeglichen sein.

Bitte schauen Sie einmal die Zahlen in denjenigen Ländern an, die von den Sozialdemokraten regiert werden. Wie sehen die Zahlen dort aus? Das Verhältnis beträgt zum Teil 1 zu 19 oder 1 zu 20. Das heisst, die Schweiz ist das sozial durchlässigste Land. Liebe Jugend: In diesem Land hat man eine Chance, unabhängig vom Schulsack und von der sozialen Schicht. Das ist wichtig für die Gerechtigkeit, nicht die ewige Neiddiskussion, die wir hier führen. Natürlich, und das möchte ich betonen, braucht es Wille, Ausdauer und – das möchte ich nicht unterschlagen – auch immer ein Quäntchen Glück.

Ich möchte Ihnen klar und deutlich beantragen, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen. Die Schweiz hat Besseres verdient als einen Dreisatz aus der dritten Klasse. Da die Demokratie in diesem Land funktioniert, bin ich mir sicher, dass die Initiative nicht 30 Prozent der Stimmbürger überzeugen wird.

Schelbert Louis (G, LU): Die Volksinitiative «1:12 – Für gerechte Löhne» verlangt, dass die Lohnspanne in einem Unternehmen das Verhältnis 1 zu 12 nicht überschreiten darf. Die Grünen unterstützen sie, sie arbeitet der Zunahme von Lohnexzessen entgegen. Diese Lohnexzesse lassen die Lohnspanne immer grösser werden: Löhne von weniger als 50 000 Franken im Jahr für Leute mit Lehrabschluss hier, Einkommen von 5, 10, 20 und mehr Millionen Franken dort. Das verstehen grosse Teile der Bevölkerung nicht mehr, wir Grünen auch nicht. Die Einkommen müssen allen ein anständiges Leben ermöglichen, das ist heute nicht mehr genügend gewährleistet. Über diese Thematik diskutieren wir später bei der Mindestlohn-Initiative.

Das Auseinanderdriften der Löhne, die Öffnung der Lohnschere, das ist im Interesse des sozialen Friedens anzugehen. Die freie Wirtschaft versagt in der Lohnfrage. Deshalb braucht es die Politik. Sie muss den sozialen Frieden im Land sichern, und das ist eine Wirkung der Initiative. Das verfügbare Einkommen stagniert in weiten Bereichen der Gesellschaft seit Jahren. Die Lebenshaltungskosten aber wachsen. Krankenkassenkosten und Mieten steigen überproportional. Die grossen Probleme sind durch Studien, etwa jene des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes, aufgezeigt, belegt und nicht widerlegt.

Der Bundesrat stellt die Situation in der Botschaft zu rosig dar. Immerhin räumt er bei den obersten Einkommen eine neue Tendenz ein. 1997 hatten 2900 Personen ein Einkommen von mehr als 500 000 Franken, 2009 waren es viermal mehr: 10 700. Eine kleine, aber zunehmende Minderheit profitiert ständig in Höchstmassen vom Wirtschaftsgang, während wachsende Teile der Bevölkerung nicht mehr angemessen teilhaben können. Dazu ist die Schweiz wegen der Personenfreizügigkeit erhöhtem Lohndruck ausgesetzt. Ge-wisse Nachbesserungen sind im Tun, ob mit der nötigen Konsequenz, muss sich noch weisen. Der Beschluss des Ständerates zur Solidarhaftung geht in die richtige Richtung. Der Bundesrat verweist auf die erlassenen Vergütungsregeln. Das sind zahnlose Gebilde. Es gibt keine Beschränkungen in der Höhe, es werden keine Limiten gesetzt. Schon die Verhältnisse beim Bund halten wir Grünen für unerhört und störend. Die Einkommen in bundesnahen Betrieben klaffen weit auseinander, und die obersten Verantwortlichen haben höhere Löhne als ein Bundesrat. Das ist für uns nicht nachvollziehbar. Wir wollen die Verantwortung von Spitzenkatern bei SBB, Post oder Swisscom nicht verniedlichen, aber niemand kann ernsthaft behaupten, sie sei grösser als die eines Bundesrates. Dieser Entwicklung müssen wir unbedingt begegnen.

Es ist klar, die Initiative wirft Fragen auf. Doch das tun Initiativen eigentlich immer. Man kann den Initianten vorwerfen, sie hätten im vorgeschlagenen Verfassungsartikel genauere Umschreibungen vornehmen müssen. Machen wir uns aber nichts vor: Stunde dort mehr, würden ihnen andere Vorwürfe gemacht. Wer ein Haar in der Suppe sucht, findet eines. Die Initiative stellt eine politische Frage. Wird sie angenommen, sind einige harte Nüsse zu knacken, aber auch harte Nüsse können geniessbar sein.

Die sich öffnende Lohnschere ist nicht einfach ein Problem im moralischen Sinn, sondern ein reales, und das Verständnis wächst. Die Bevölkerung ist in der Frage der Lohnexzesse sensibilisiert. Sie hat festgestellt, dass der Median der mittleren Löhne seit Jahren unterhalb der Produktivitätsentwicklung liegt. Das verbessert die Chancen der 1:12-Initiative. Es ist deshalb auch gut möglich, dass die Abzocker-Initiative angenommen wird. Sie widerspricht den Anliegen der 1:12-Initiative nicht, sie ergänzt sie.

Wir Grünen hoffen auch, dass die Mindestlohn-Initiative auf gute Resonanz stösst – sie ist quasi das dritte Blatt am Klebeblatt –, darüber beraten wir später. Heute geht es um die 1:12-Initiative.

Wir Grünen bitten Sie, die Initiative zur Annahme zu empfehlen.

Rytz Regula (G, BE): Ich bin eine Expertin für das Modell 1 zu 4,5. Bei uns in der Stadt Bern sind die obersten Löhne rund 4,5-mal höher als die tiefsten Löhne. Das ist übrigens eine Folge einer Lohndeckelungs-Initiative aus bürgerlichen Kreisen. Offenbar darf man die Löhne regulieren, je nachdem, wo diese Regulierung stattfindet. Konkret heisst das bei uns: Ein Strassenreiniger in meiner Direktion verdient beim Berufseinstieg im Minimum 4000 Franken im Monat und ich als seine Chefin maximal 18 000 Franken. Davon kann ich sehr gut leben, auch wenn ich sehr viel mehr Steuern bezahle als mein Mitarbeiter, und das ist richtig so. Nun verlangt die Initiative der Juso, ein Verhältnis von 1 zu 12 in der Verfassung festzuschreiben: 4000 Franken für die ungelernte Arbeiterin in der Chemiefabrik, 48 000 Franken für Herrn Vasella – im Monat, wohlverstanden. Oder wenn

Sie es lieber aufs Jahr umgerechnet haben: 48 000 Franken Jahreseinkommen für die Arbeiterin, 576 000 Franken für den Chef. Herr Noser hat das vorhin als Trinkgeld bezeichnet. Ich denke, das ist doch ein bisschen untertrieben. Hand aufs Herz oder noch besser Hand in die Luft: Wer von Ihnen verfügt über ein solches Trinkgeldeinkommen? Ich sehe keine Hände in die Höhe schnellen, aber das will nichts heißen – man redet nicht gern über Geld, das hat vorhin Herr Maier auch ausgeführt.

Wir Grünen reden sehr gern über Geld und finden, es muss Transparenz her. Wir finden auch, dass die Forderung nach einem Lohnverhältnis von 1 zu 12 nichts mit Karl Marx oder Gleichmacherei zu tun hat, sondern im Gegenteil eigentlich sehr moderat ist. Trotzdem ist sie alles andere als überflüssig. Die Zahlen sprechen eine deutliche Sprache. Nimmt man für das Jahr 2011 die obersten Managementebenen von 41 grossen Unternehmen zusammen und vergleicht mit deren niedrigsten Lohnsegmenten, dann kommt man auf einen Wert von 139 zu 1. Es geht also nicht um Einzelfälle, sondern diese Ungleichheit hat System.

Diese Lohndifferenzen haben mit Leistung auch gar nichts zu tun, denn niemand kann im gleichen Zeitraum 266-mal mehr leisten als eine andere Person. Auch mit dem marktwirtschaftlichen Spiel von Angebot und Nachfrage kann man diese Lohnexzesse nicht erklären. Denn wenn sich die Knappheit an Qualifikationen und Fähigkeiten auf dem Arbeitsmarkt auf die Lohnhöhe auswirken würde, dann wären heute nicht die Manager Millionäre, sondern Krankenpflegerinnen und Ingenieure.

Man kann es noch mit einem anderen Argument versuchen: Es geht den Staat doch nichts an, was private Firmen an Löhnen bezahlen. Auch hier muss ich sagen: Fehlanzeige. Denn die Firmen und Konzerne mit den höchsten Löhnen leben sehr oft direkt oder indirekt von öffentlichen Geldern, zum Beispiel Novartis und Roche von unseren Krankenkasenprämien, die erneut ansteigen, wie wir heute erfahren durften.

Der Staat muss eingreifen, wenn der Markt versagt. Das ist heute beim Lohnsystem der Fall. Nicht alle Manager, vor allem nicht die der KMU, denken heute vor allem an sehr hohe Löhne. Sehr viele arbeiten, weil sie richtig finden, was sie produzieren, und stolz darauf sind.

Verhelfen wir doch den obersten Managern wieder zu diesem Glücksgefühl, etwas Gutes zu produzieren, und empfehlen wir die Initiative zur Annahme.

Keller Peter (V, NW): Sie haben gesagt, dass die Novartis indirekt vom Staat lebe, von den Prämienzahlerinnen und Prämienzählern. Sind Sie dann dafür, das Krankenversicherungsobligatorium abzuschaffen?

Rytz Regula (G, BE): Nein, natürlich nicht. Wie kommen Sie auf diesen Zusammenhang?

Ritter Markus (CE, SG): Die CVP/EVP-Fraktion lehnt die Volksinitiative «1:12 – Für gerechte Löhne» ab. Folgende Gründe haben uns zu dieser Überzeugung geführt: Lohnexzesse haben in der Vergangenheit in diesem Land immer wieder zu Diskussionen geführt. Diese Stimmen müssen wir ernst nehmen. Die Bevölkerung stellt hier doch eine gewisse Ungleichheit fest. Die Schweiz hat sich ihren starken Platz in der internationalen Staatengemeinschaft vor allem aufgrund von Fleiss und Bescheidenheit erarbeitet. Diese Tugenden sind in unserer Bevölkerung sehr stark verwurzelt.

Die 1:12-Initiative schiesst nun aber mit ihren Zielen weit an der Realität vorbei. Bei allem guten Willen, den wir für dieses Anliegen aufbringen möchten, können wir doch die Umsetzung nicht verstehen. Unsere Wirtschaft ist international sehr gut vernetzt. Um den Erfolg unseres Standorts weiterzuführen, ist es wichtig, dass wir auch in Zukunft die besten Talente weltweit rekrutieren können. Nur so kann die Erfolgsgeschichte unseres Wirtschaftsstandorts weitergeschrieben werden, und nur so können alle Arbeitsplätze gesichert werden. Der Wettbewerb um die besten Köpfe ist weltweit im Gange. Alle versuchen, die fähigsten Leute in

ihre Wirtschaft zu bringen und damit der Wirtschaft in ihrem eigenen Land die notwendigen Impulse zu verleihen.

Für die Erreichung dieses Ziels bringt die Initiative keinerlei Beitrag, ja, der Wirtschaftsstandort Schweiz könnte sogar als Ganzes gefährdet werden. Dies zuzulassen lehnt die CVP/EVP-Fraktion entschieden ab. Weiter gilt es zu bedenken, wie es schon einige Vorredner ausgeführt haben, dass gerade die gutverdienenden Personen wesentliche Beiträge an die Steuern in diesem Land und auch an die Sozialversicherungen leisten. Dies gilt es vor allem vor dem Hintergrund der Ertragslage bei den direkten Bundessteuern und des Staatshaushaltes zu bedenken.

Mein Appell hier in diesem Saal ist, dass vor allem die Sozialpartner, aber auch die Verwaltungsräte, in deren Kompetenz die Lohnfestlegung für die Führungskräfte liegt, ihre Verantwortung wahrnehmen, Lohnexzesse wirkungsvoll verhindern und hier auch für eine vernünftige Lohnpraxis sorgen.

Ich bitte Sie ebenfalls, die 1:12-Initiative zur Ablehnung zu empfehlen und damit unserem Wirtschaftsstandort keine Fesseln anzulegen, die die Weiterentwicklung behindern oder einschränken könnten.

Müller Leo (CE, LU): Man kann sich wirklich fragen, was zum Teufel denn eigentlich los ist. Gleich mehrere Initiativen und Vorlagen zur Lohngestaltung liegen zur Behandlung vor. Wir haben die Minder-Initiative auf dem Tisch, ebenso die Initiative «1:12 – Für gerechte Löhne»; weiter werden verschärzte Massnahmen im Bank- und Finanzbereich gefordert. Die internationale Steuerdiskussion passt ebenfalls in dieses Kapitel.

Beim näheren Hinschauen stellen wir fest, dass dieser politische Aktivismus ein Ausdruck der Wertediskussion ist. Viele Bürgerinnen und Bürger sind empört über die Auswüchse beim Nehmen. Masshalten ist nicht mehr bei allen angesagt. Das Masshalten gehört nicht mehr zur guten Tugend. Es gibt offenbar eine Kaste in unserem Land, die diese Werte nicht mehr kennt. Gefordert wird nun, dass der Staat eingreift und quasi anstelle von gesellschaftlichen Werten gesetzliche Bestimmungen erlässt. So verlangt die Volksinitiative «1:12 – Für gerechte Löhne», dass der Gesetzgeber die Lohnbänder festlegt. Wir leben in der Schweiz aber eine andere Tradition. Die Löhne werden zwischen den Sozialpartnern ausgetauscht und festgelegt. Dies soll auch so bleiben. Irgendwann wird die Vernunft wieder obsiegen. Was die Initiative der Jungsozialisten Schweiz fordert, ist auch simpel zu umgehen. Sollte in der Verfassung der Grundsatz 1 zu 12 für die Löhne festgeschrieben werden, würde eine Segmentierung der Unternehmen in Arbeitnehmende mit verschiedenen Lohnklassen erfolgen. In einer Unternehmung könnten z. B. die Raumpflegerinnen und Raumpfleger, in einer weiteren die Sachbearbeiterinnen und Sachbearbeiter, in einer dritten die Spitzenverdiener und Spitzenverdienerinnen zusammengefasst werden. In sich würde jede Unternehmung die Vorgabe 1 zu 12 erfüllen. Und alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter dieser Unternehmungen könnten von den Leistungserbringern im Auftrag engagiert werden.

Dieses Beispiel zeigt, dass die Sache nicht zu Ende gedacht ist. Ich bin überzeugt, dass die heute bestehenden Ausreisser in der Wirtschaft aufgrund von gesellschaftlichem Druck und gesellschaftlichen Anforderungen wieder korrigiert werden.

Ich komme zum Schluss: Wir tun gut daran, gesetzgeberisch nicht in Bereiche vorzustossen, die den Anstand und die Vernunft regeln wollen. Das kann nicht gelingen. In diesem Zusammenhang erinnere ich mich an einen Ausspruch des weltbekannten Theologen Professor Hans Küng. Dieser hat an einer Veranstaltung vor ungefähr einem Jahr in Luzern zum Thema Abzockerei gesagt: «Die wahren Besten haben Charakter.» Die Abzocker haben das nicht. Setzen wir daher auf charakterfeste Manager und Unternehmensführer und nicht auf unsere Gesetzesmaschinerie.

Ich bitte Sie im Namen der CVP/EVP-Fraktion, diese Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Tschümperlin Andy (S, SZ): Herrenhäuser haben in der Innerschweiz eine lange Tradition. Diese wurden von Feudalherren vor einigen Hundert Jahren gebaut. Umschlossen sind sie von grosszügigen Gartenanlagen, meistens von mehreren Tausend Quadratmetern Fläche. Finanziert wurden diese Herrenhäuser in meiner Schweizer Heimat vor allem durch die Entsendung von jungen Männern in fremde Kriegsdienste. Kasse gemacht mit diesen Diensten haben aber die Feudalherren. Junge Männer wurden ausgebeutet, ja in den Tod geschickt, um Reichtum für wenige zu generieren.

Es ist für uns aufgeklärte Menschen heute absolut klar, dass diese feudalistischen Ausbeutungen abgeschafft werden mussten. Die Aufklärung hat den Menschen vor über zweihundert Jahren die Augen geöffnet. Dazu stellt sich die Frage: Sind unsere Augen tatsächlich offen? Sehen wir klar? Fahren Sie einmal mit dem Velo den Zugersee entlang. Im ehemaligen Bauerndorf Risch finden Sie in den letzten Jahren neu aufgebaute Paläste, die genau an diese Zeit erinnern: riesige Grundstücke, bepflanzt mit ökologisch toten Rasenteppichen, umgeben von schmiedeeisernen Zäunen, bewacht von Sicherheitsdiensten, und in der Mitte der Parkanlage Paläste, die mehr an amerikanische Fernsehserien erinnern als an ein Bauerndorf. Finanziert werden diese Paläste durch Neofeudalherren, die ihren Reichtum mit diesen Palästen zur Schau stellen.

Diese Topmanager sind in den letzten Jahren nicht nur durch ihre Eigenheime aufgefallen, nein, auch durch horrende Löhne und Boni. Selbstverständlich bleibt diese Entwicklung in einem demokratischen Land wie der Schweiz nicht unbemerkt.

Die Juso hat diese für unser Land fragwürdige Entwicklung aufgenommen und eine Volksinitiative gestartet. Sie hat es geschafft, was zum Teil nicht einmal Bundesparteien schaffen: Sie hat innerhalb der Sammelfrist 113 005 Unterschriften für die Initiative «1:12 – Für gerechte Löhne» gesammelt. Gerechte Löhne, darum geht es. Es geht um Löhne, die die Menschen auch als gerecht empfinden. Es ist auch möglich, dass man gerechte Löhne zahlt. Als Beispiel dafür nenne ich ein Unternehmen aus meiner Heimatgemeinde. Das Familienunternehmen Victorinox produziert seit über hundert Jahren Messer. Sie alle kennen die weltberühmten Sackmesser. Das Unternehmen überzeugt nicht nur durch eine sozial geprägte Personalpolitik, nein, das Unternehmen überzeugt auch durch eine beispielhafte und transparente Lohnpolitik. Die Löhne der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter liegen etwa 10 Prozent über dem schweizerischen Durchschnitt. Das Mindestgehalt beträgt rund 50 000 Franken. Die Spitzenträger bekommen nur knapp fünfmal so viel. Ihre Löhne liegen unter 250 000 Franken pro Jahr.

Was macht die Juso? Die Juso geht in ihrer Initiative viel weniger weit als Victorinox. Sie verlangt, dass niemand in einem Jahr weniger verdient als der bestbezahlte Manager im gleichen Unternehmen im Monat. Das ist eine absolut realistische Forderung, die den Industriestandort Schweiz stärkt, die soziale Verantwortung gegenüber allen Mitarbeitenden in einem Unternehmen stützt und ein Stück Gerechtigkeit zurückbringt. Ich will keinen Neofeudalismus, ich will gerechte Löhne für alle.

Darum: Unterstützen Sie das Anliegen der Juso!

Rime Jean-François (V, FR): Vous comprenez que je prends la parole ici en tant que président de l'Union suisse des arts et métiers. Vous penserez évidemment – et avec raison – que nos membres, les patrons de PME, ne sont certainement pas touchés par cette initiative. Mais il en va de notre système politique libéral; il en va du partenariat social.

L'initiative Minder a suscité de nombreux débats, dans cette salle et dans les médias, et de nombreuses interrogations, parfois légitimes, sur certaines rémunérations de hauts dirigeants, surtout ceux qui avaient connu des échecs. Avec l'initiative qu'on nous soumet aujourd'hui, qui prévoit des salaires dans un rapport de 1 à 12, on limiterait les possibilités des entreprises. On arriverait, si je pars d'un salaire mensuel

minimal de 4000 francs – ce que souhaite la gauche –, à un salaire annuel maximal d'environ 600 000 francs.

Le droit du travail en Suisse repose sur la liberté contractuelle des employeurs, liberté qui confère justement à notre place économique une flexibilité considérée comme un des principaux atouts de la Suisse en comparaison internationale. Les ingérences dans la liberté contractuelle ne se justifient que si elles servent à protéger les travailleurs et leurs intérêts fondamentaux. Les auteurs de l'initiative «1:12» visent un autre but et entendent inscrire leur conception des salaires équitables dans la Constitution. Pareille intervention dans la politique salariale des entreprises n'a aucune légitimité dans un régime économique comme le nôtre.

D'ailleurs Monsieur Wermuth n'est pas très à jour dans ses lectures, parce que ce matin encore plusieurs journaux écrivent que ces dernières années les abus ont été en partie corrigés: une étude de PWC fait ressortir que dans les sociétés du SMI, le salaire des dirigeants a diminué de 25 pour cent en cinq ans. Vous me demanderez à quoi est due cette situation: est-elle due à la crise ou à une prise de conscience? Je n'en sais rien. Je crois qu'on a discuté abondamment de deux sujets – l'initiative Minder et son contre-projet indirect, sur lequel nous aurons l'occasion de nous prononcer au mois de mars prochain –, le but étant de donner la parole aux propriétaires des entreprises, c'est-à-dire aux actionnaires.

Je conclurai en vous demandant de recommander de rejeter cette initiative populaire.

Glättli Balthasar (G, ZH): Stellen Sie sich vor, es gäbe ein Heilmittel, das effektiv dazu beiträgt, dass weniger Menschen psychisch erkranken, dass weniger Menschen an Fettleibigkeit leiden, dass weniger Drogen konsumiert werden und dass es weniger Kriminalität gibt. Dieses Medikament würde zudem den Bildungsstand steigern und die Chance auf soziale Mobilität erhöhen. Kurz gesagt, stellen Sie sich vor, es gäbe ein Medikament für höhere Lebensqualität.

Ja, das tönt wie ein Wundermittel, wie eine eierlegende Wollmilchsau, doch dieses Medikament existiert, wissenschaftliche Untersuchungen belegen das. Es handelt sich nicht um eine chemische Formel, sondern um eine gesellschaftliche. Die britischen Epidemiologen Richard Wilkinson und Kate Pickett haben in einer wissenschaftlichen Studie mit dem Titel «Gleichheit ist Glück» und Daten aus unzähligen Statistiken aus der ganzen Welt ein eindrückliches Ergebnis geliefert und, auf den Punkt gebracht, formuliert: Ungleichheit ist ein gesundheitliches und gesamtgesellschaftliches Problem. Sie haben sich gefragt, weshalb vergleichbar reiche Gesellschaften eine völlig unterschiedliche Lebensqualität haben. Sie haben herausgefunden, dass in armen Ländern eine Erhöhung des Bruttonsozialprodukts zu mehr Lebensqualität führt, während in anderen Ländern ein anderer Faktor sich positiv auf die Gesellschaft und die Lebensqualität auswirkt: die ökonomische Gleichheit. Das Resultat ist verblüffend, aber es ist eindeutig. In allen OECD-Ländern ist nicht das absolute Durchschnittseinkommen entscheidend für die Lebensqualität, sondern die Einkommensschere. Je weniger weit diese geöffnet ist, desto besser geht es den Menschen.

Damit zeigt sich nicht nur das Selbstverständliche, wonach natürlich von einer fairen Einkommensverteilung diejenigen profitieren, die heute tiefere Einkommen haben. Nein, es zeigt sich auch, dass auch die Topverdiener einen klaren Nutzen haben. Auf Deutsch: Auch die Reichen sind in einer faireren Gesellschaft glücklicher und gesünder. Gleichheit und Fairness – das ist der Leim, der das soziale Gefüge zusammenhält und der eben gesamtgesellschaftliches Wohlergehen schafft.

Wir haben jetzt viel gehört über Abzocker, über die Topsaläre zuoberst auf der Lohnskala. Allerdings muss ich Ihnen sagen, dass die Schweiz auch sonst keine Insel der Glückseligen mehr ist. Das Erfolgsmodell Schweiz, von dem Herr Spuhler gesprochen hat, ist in Gefahr. Die Krankheit einer immer weiter aufgerissenen Lohnschere ist auch bei uns



ausgebrochen, nicht nur in den angelsächsischen Staaten. Sprechen wir nicht immer nur von den Banken und der Pharmaindustrie, diesbezüglich ist die moralische Entrüstung gross und berechtigt, aber es trifft nicht den eigentlichen Kern des Problems. Auch bei sogenannten normalen Firmen wie Implenia, Kuoni, Lonza, Baloise oder Georg Fischer ist die Lohnschere im vergangenen Jahrzehnt um das Doppelte bis Dreifache aufgegangen!

Wir haben eine Krankheit, aber wir haben auch ein Mittel dagegen. Sagen Sie Ja zur Initiative, und wählen Sie einen neuen Weg, nicht einfach den der Umverteilung am Ende des Prozesses, sondern wählen Sie den Weg des Respekts vor allen arbeitenden Menschen, den Weg des Respekts vor ihrem Einsatz, um die Ungleichheit, die für uns alle schädlich ist, nicht einfach nachträglich ein wenig zu lindern, sondern sie gar nicht erst entstehen zu lassen.

Zum Schluss noch dies: Einige haben der Initiative handwerkliche Fehler vorgeworfen und Umgehungsprobleme erwähnt. Diesen Scheinheiligen sage ich: Trocknen Sie Ihre Krokodistränen, Sie hätten in der Kommission die Möglichkeit gehabt, einen Gegenvorschlag auszuarbeiten, der die angeblichen Defizite beseitigt.

Caroni Andrea (RL, AR): Es gibt nicht 1 zu 12, es gibt 12 zu 1 Argumente bei dieser Initiative. Ich beginne mit den 12 Argumenten, die dagegen sprechen. Wenn Sie dranbleiben, gibt es zur Belohnung noch eines, das sogar aus meiner Sicht dafür spricht.

1. Diese Initiative ist ein Säureangriff auf unseren freiheitlichen Arbeitsmarkt. Sie gefährdet unsere rekordhohen Beschäftigung, um die uns die Welt beneidet.

2. Das ist nur die erste Angriffswelle: Die Initianten wollen schlussendlich die absolute Lohngleichheit – wahrscheinlich mit Ausnahme ihres eigenen Parlamentariergehalts. Wie wir alle verdient zum Beispiel Kollege Wermuth in Teilzeit mehr als manche Person, die hier zum Beispiel Reinigungsdienste besorgt. Das hindert viele hier im Rat nicht, ihren eigenen Lohn jeweils zu erhöhen.

3. Diese Initiative ist Teil einer schleichenden Abschaffung unseres freien Wirtschafts- und Gesellschaftssystems. Man kann dies «Pramat der Politik über die Wirtschaft» nennen. Ich nenne es in Anlehnung an einen Ökonomen, der heute leider von linker Seite nicht zitiert wurde, nämlich Friedrich August von Hayek, den «Weg zur Knechtschaft».

4. Diese Initiative schwächt unseren Wirtschaftsstandort: Unternehmen vergeht die Lust, und sie verlieren die Möglichkeit, Arbeitsplätze zu schaffen, wenn man sie in Lohnkorsette steckt.

5. Diese Initiative bevormundet auch Arbeitnehmende. Denn wenn jemand bereit ist, weniger als einen Zwölftel als der CEO oder sonst jemand zu verdienen, so verbaut ihm die Initiative diese Möglichkeit.

6. Diese Initiative nützt keinem Arbeitnehmer. Denn wem gehört der Betrag, um den ein Managerlohn vielleicht reduziert wird? Nicht automatisch dem Arbeitnehmer, sondern dem Eigentümer.

7. Diese Initiative gefährdet im Gegenteil namentlich Tieflohn-Arbeitsplätze. Denn wie wir vorhin gehört haben, erhält ein Unternehmen den Anreiz, sie zu outsourcen, damit sie nicht unter das 1:12-Gebot fallen.

8. Diese Initiative gefährdet ganz allgemein Arbeitsplätze, weil Unternehmen den Standort meiden oder gewisse Führungskräfte nicht anstellen können, die sie gerne hätten.

9. Diese Initiative behandelt die Arbeitnehmer ungleich, denn die Lohnklammer ist ja nur relativ zum Unternehmen. Wenn jemand bei einer Private-Equity-Bude putzt, würde er plötzlich das x-Fache von dem verdienen, was eine andere Person verdient, die zum Beispiel hier bei uns im Saal die Reinigung besorgt.

10. Diese Initiative ist willkürlich. Warum nicht 1 zu 7, 1 zu 24 oder 1 zu 52? Mit dem Kalender können Sie fast alles belegen, mit dem Maya-Kalender sogar den Weltuntergang.

11. Diese Initiative ignoriert das eigentliche Problem: Löhne sind dann zu hoch, wenn das Unternehmen den Eigentümer nicht informiert und freiwillig zahlt, und da gab es Exzesse.

12. Diese Initiative schwächt aber fälschlicherweise die Eigentümer, statt sie zu stärken. Wer die Eigentümer gegenüber einem zu gierigen Management stärken will, der lehne im März die Minder-Initiative ab. Dann tritt sofort der indirekte Gegenvorschlag in Kraft. Dieser stärkt dann die Eigentümer. Das Beispiel von Kollege Pardini von der Stadt Bern zeigt ja auch, dass die Verantwortlichen, die Eigentümer, die die Kosten tragen, d. h. die Steuerzahler der Stadt Bern, durchaus in der Lage sind, ihr eigenes Management, die Angestellten der Stadt Bern, zu disziplinieren. Das Beispiel von Kollege Tschümperlin von Victorinox zeigt zudem, dass Unternehmen durchaus selber in der Lage sind, auch im eigenen Interesse, eine verantwortungsvolle Lohnpolitik zu betreiben.

Weil Sie nun bis zum Schluss dieser zwölf Punkte durchgehalten haben, hier wie versprochen das eine Argument, das meines Erachtens für die Initiative spricht: Sie hat einen lustigen Titel. Lassen Sie sich davon aber nicht blenden, und stimmen Sie am besten gleich 12-mal dagegen!

Gysi Barbara (S, SG): Kollege Caroni, ich habe eine Frage an Sie: Finden Sie es nicht reichlich zynisch, wenn Sie sagen, es gäbe vielleicht Leute, die freiwillig 12- oder 25- oder 300-mal weniger als ihr Chef verdienen? Was antworten Sie einer Frau oder einem Mann, die oder der für 16 Franken in der Stunde Gemüse rüstet oder sonst eine Tätigkeit macht? Solche Löhne existieren auch in der Ostschweiz, das wissen Sie. Was sagen Sie einer solchen Person? Ich frage mich, ob sie wirklich freiwillig so viel weniger verdient als ihr Chef.

Caroni Andrea (RL, AR): Ich finde es zynisch, mit Mindestlöhnen dafür zu sorgen, dass gewisse Leute, die einen tieferen Lohn akzeptieren würden, stattdessen überhaupt keine Stelle erhalten.

Fehr Hans-Jürg (S, SH): Meine Damen und Herren, die Sie noch hier im Saal sind, wir besprechen zurzeit ein besonders trübes Kapitel der jüngsten schweizerischen Wirtschaftsgeschichte. Unser Thema ist die Abzockerei, unser Thema sind die Lohnexzesse, begangen durch eine kleine, aber sehr mächtige Gruppe von Wirtschaftsführern.

Wir erinnern uns aber auch an andere Zeiten: Früher – und dieses Früher ist noch nicht allzu lange her – wurden Lohnunterschiede in erster Linie durch Leistungsunterschiede begründet, vielleicht noch durch Ausbildungsunterschiede oder Unterschiede im Verantwortungsbereich, vor allem aber durch Leistungsunterschiede. Leistung war so wichtig, dass man sogar die Gesellschaft danach taufte. Man sprach von der Leistungsgesellschaft und meinte, dass höhere Löhne den Tüchtigen, den besonders Fleissigen, den Strebsamen, vielleicht sogar den Wagemutigen zustehen sollten.

Davon sind wir weit entfernt. Hinter der Abzockerei stecken nicht mehr Leistungsunterschiede, sondern steckt Macht. Es ist die Macht eines kleinen, exklusiven Netzwerks von Managern der Finanzindustrie und anderer multinationaler Konzerne, die sich gegenseitig ihre Pfründen zuhalten. Ich frage Sie, was ein Lohn mit Leistung zu tun hat, wenn er 20-mal, 50-mal oder vielleicht 100-mal höher ist als der eines Bauarbeiters oder der einer Pflegefachfrau. Ich frage Sie, welches denn die überragenden Leistungen der Topmanager der UBS oder der Credit Suisse sind, die ihre Riesengehälter rechtfertigen würden. Die Topleistung des UBS-Managements bestand darin, vom Staat mit 60 Milliarden Franken gerettet werden zu müssen. Die Topleistung der Manager der Credit Suisse besteht darin, dass ihre Firma heute 60 Prozent weniger wert ist als vor fünf Jahren.

Nun ist selbst diesen Herren klar, dass sie ihre Riesengehälter nicht mehr mit Leistungsunterschieden begründen können. Sie erklären sie uns heute vielmehr mit den Wettbewerbsverhältnissen auf den internationalen Arbeitsmärkten. Es lohnt sich, dieser Begründung kurz nachzugehen und zu fragen: Ja, stimmt sie denn überhaupt? Ich sage Ihnen: Sie stimmt eben auch nicht. Sobald man nämlich diesen Bereich der Abzockerei, die Finanzindustrie und die Multis, verlässt, findet man ganz andere Zustände. Ich habe das am Beispiel

der beiden ETH, der Eidgenössischen Technischen Hochschulen in Zürich und Lausanne, gesehen. Es gibt keinen Betrieb in der Schweiz, der internationaler ist als diese beiden Hochschulen. Es gibt keinen, der im internationalen Wettbewerb besser ist als diese beiden Hochschulen. Es gibt keinen, der mehr darauf angewiesen ist, Topwissenschaftler und Topwissenschaftlerinnen aus der ganzen Welt nach Lausanne oder nach Zürich zu holen, um das hohe Niveau zu halten und vielleicht sogar noch zu verbessern. Wo, wenn nicht hier, müssten jetzt Riesenmegagehälter bezahlt werden? Ich lese aber in der Botschaft des Bundesrates, dass das Verhältnis zwischen tiefstem und höchstem Lohn bei diesen beiden Hochschulen 1 zu 7 oder 1 zu 8 ist. Das heisst, die ETH, die im extremsten internationalen Wettbewerb stehen, würden die Forderung der Initiative, das Verhältnis 1 zu 12, mühelos erfüllen. Sie wissen so gut wie ich: Über 95 Prozent aller Betriebe in der Schweiz würden sie mühelos erfüllen.

Ich komme mit drei Aussagen zum Schluss: Mit der 1:12-Initiative bremsen wir den von neoliberalen Plutokraten vorangetriebenen Umverteilungsprozess von unten nach oben und kehren ihn wieder um in die richtige Richtung: von oben nach unten. Die 1:12-Initiative bedeutet Wiederherstellung leistungsorientierter Lohnsysteme. Die 1:12-Initiative ist das politische Instrument zur Herstellung von mehr Lohngerechtigkeit und mehr sozialem Ausgleich.

Aus diesen Gründen sollten wir dem Schweizervolk empfehlen, sie anzunehmen.

Schwander Pirmin (V, SZ): Herr Kollege Fehr, Sie haben die Initiative in den Kontext der Macht gestellt. Wie sieht Ihr Votum aus, wenn Sie die Initiative in den Kontext der Personalfreizügigkeit stellen?

Fehr Hans-Jürg (S, SH): Die Initiative hat mit der Personalfreizügigkeit überhaupt nichts zu tun. Wenn wir auf die letzten zwanzig Jahre zurückblicken, dann sehen wir, wo diese Abzockerei begonnen hat. Sie hat in den frühen Neunzigerjahren begonnen, mit Männern, die zum Teil in diesem Rat sitzen, Herr Blocher war einer; es gab andere, Herr Ebner war einer, Herr Ospel war einer. Vorher hatten wir andere Verhältnisse in den Lohnsystemen der Schweiz. Es gab auch Unterschiede – fünfmal mehr, achtmal mehr, zehnmal mehr Lohn –, aber es gab das nicht, was es heute gibt. Das ist in einer Zeit entstanden, als es die Personalfreizügigkeit noch nicht gab. Sie wissen so gut wie ich, wann die begonnen hat.

Müller Geri (G, AG): Es ist interessant: Alle sind gegen die Abzockerei, und wenn man versucht, das Ganze zu regulieren, dann kommen plötzlich die Differenzen hervor; und plötzlich ist das Ganze nicht mehr so einfach, wie man es sich vorstellen möchte.

Das schlagendste Argument gegen die 1:12-Initiative ist sicherlich, dass sie schwer umsetzbar ist. Mein Kollege Louis Schelbert hat darauf hingewiesen: Jede Initiative ist schwer umsetzbar. Es hängt dann eben an der Kreativität des Parlamentes, wie in der Gesetzgebung definiert wird, was ein Unternehmen ist. Das ist schon heute ein Problem, das kann man nicht fest definieren. Dass man Arbeiten outsourcet – dass man beispielsweise den Putzdienst outsourcet –, ist heute schon der Fall. Das macht man auch heute schon, und zwar deshalb, weil es zum Teil sehr unanständig ist, wie man die Leute bezahlt, die in den Marmortempeln putzen müssen. Das ist schon heute ein Problem. Aber da wäre dann eben die Kreativität des Gesetzgebers gefragt.

Alle anderen Argumente sind ziemlich seltsam – seltsam deshalb, weil man nur ein bisschen in der Geschichte zurückgehen und schauen müsste, welche Systeme reicher Staaten in der Weltgeschichte erfolgversprechend waren. Neben dem Bahnhof Zürich steht das Landesmuseum. Dort findet eine Ausstellung dazu statt und zeigt eigentlich auf, dass alle Systeme verloren haben, die solche Exzesse aufgewiesen haben, die den grossen Teil der Bevölkerung ausgeschlossen haben. Das ist eigentlich heute das Problem.

Ein Staat ist nicht mehr liberal, wenn ein Teil der Menschen nicht mehr an der Liberalität teilnehmen kann, weil sie das Geld dazu nicht mehr haben, weil sie in der Prekarität leben, nicht mehr in der Lage sind, Politik zu betreiben, sich um etwas anderes zu kümmern als um das, was morgen auf dem Tisch steht. Sie werden staunen, solche Leute gibt es auch in der Schweiz. Die sind wahnsinnig selten hier im Bundeshaus, weil eben schon ein Ticket nach Bern für sie eine Herausforderung darstellt. Es sind gemäss den Hilfswerken 13 Prozent der Bevölkerung. Das ist schon ziemlich schwer zu begründen. Diese Leute sieht man auch auf der Strasse nicht, weil die einzige Möglichkeit, die sie haben, eben ist, zu Hause zu bleiben. Das ist eine Realität, das ist eine reale Situation.

Jetzt kommen Freisinnige daher – beispielsweise auch ihr Präsident –, die sagen, das sei eine wirtschaftsfeindliche Geschichte. Was heute passiert, das ist wirtschaftsfeindlich. Es ist wirtschaftsfeindlich, wenn Unternehmen ein paar ganz wenige massiv begünstigen, ihnen die Möglichkeit geben, sich quasi auf der ganzen Welt frei zu bewegen und dort, wo der Lohn noch ein bisschen höher ist, einzusteigen. Aber diese Welt ist nicht wahnsinnig gross. Wenn man die «Bilanz» liest, die letztthin geschrieben hat, dass die Schweiz das Land ist, das an diese Topmanager die mit Abstand höchsten Löhne verteilt, dann sieht man plötzlich, wie das aussieht mit der Konkurrenz aus den anderen Ländern. Mit der Personalfreizügigkeit hat das insofern etwas zu tun, als es nämlich auch für die ausländischen Manager interessant ist, in die Schweiz zu kommen, hier zu arbeiten, weil hier die Löhne um Längen höher sind als die, die sie im Ausland verdienen könnten. Das ist die Realität.

Was mir grosse Hoffnung macht, ist, dass es eine Initiative von jungen Menschen ist, von den Jungsozialisten, und dass sie auch von sehr vielen Jungen unterschrieben worden ist. Die Jugend glaubt nicht mehr daran, dass man mit Geld ködern kann, dass man mit Geld die besten Menschen an Bord ziehen kann. Das ist eine Hoffnung für die Zukunft. Deshalb glaube ich auch nicht, dass die prognostizierten 30 Prozent Jastimmen nicht erreicht werden: Wenn die Jungen wirklich an der Abstimmung teilnehmen, haben wir eine Chance, das endlich zu regulieren.

Das tollste Argument, das ich heute früh gehört habe, ist, dass man mit der Initiative auch Familienunternehmen bestraft. Wenn Sie ein Beispiel für ein Familienunternehmen bringen, in dem der Chef zwölftmal mehr verdient als der unterste Arbeiter, dann ist das nicht schlecht. Und dazu noch das Argument, er müsse mehr als zwölftmal so viel verdienen, weil er sonst die Vermögenssteuer nicht bezahlen könnte! Hallo, habe ich in Betriebswirtschaft etwas falsch verstanden? Das ist ungefähr das Niveau der Argumentation, das wir hier haben.

Ich glaube, es ist wichtig, dass man für die Zukunft ein neues Wirtschaftssystem baut. Das wird so oder anders kommen. Wir könnten helfen, diese Geschichte zu steuern. Diese Initiative hat Chancen, sie kann Chancen haben in einem neuen Wirtschaftssystem, das alle beteiligt. Denn eins ist klar: Wer an irgendeiner Unternehmung selber beteiligt ist, der arbeitet gut. Wenn einer ausgeschlossen ist, was für ein Interesse hat er denn, eine gute Arbeit zu machen?

Es sind genügend Beispiele von Unternehmen genannt worden, die mit einem Verhältnis von 1 zu 5 oder 1 zu 7 besser arbeiten als Unternehmen mit einem Verhältnis von 1 zu 20 oder 1 zu 50. Also gibt es eigentlich keinen realen Grund, die Initiative abzulehnen. Doch, eines hätte ich beim Unterschreiben gehabt: 1 zu 12, das fand ich doch ein bisschen arg hoch. Aber 12 ist eine biblische Zahl, das macht Sinn. Es hätte auch 1 zu 5 gereicht.

Besten Dank für die Unterstützung dieser Initiative.

Aeschi Thomas (V, ZG): Ich bin etwas überrascht, dass Cédric Wermuth, der ehemalige Präsident der Jungsozialisten, nicht einmal hier im Rat ist und die Debatte mitverfolgt. Es würde mich freuen, wenn er zumindest anwesend sein und unseren Voten zuhören könnte.

Ein weiteres Mal kommt von links eine Initiative, welche massiv in die unternehmerische Freiheit eingreift. Es ist nicht Aufgabe des Staates, Mindestlöhne oder Lohnobergrenzen gesetzlich festzulegen. Schauen Sie die Länder um die Schweiz herum an: Fast überall ist der Arbeitsmarkt viel stärker reguliert als bei uns in der Schweiz. In Zeiten des Aufschwungs haben Unternehmen Angst, überhaupt Vollzeitstellen zu schaffen, wenn sie diese in Zeiten der Krise nicht wieder reduzieren können, um die Gesamtkosten ihrer Produktion zu senken und um bei sinkenden Auftragszahlen nicht in die Verlustzone zu geraten. Im verkrusteten Arbeitsmarkt unserer Nachbarländer wollen Unternehmen keine Vollzeitstellen schaffen und stellen höchstens Temporärarbeiter zu schlechteren Konditionen ein. Arbeitnehmer mit einer Vollzeitstelle künden diese kaum, da das Risiko von Arbeitslosigkeit zu gross ist. Entsprechend hat es kaum Stellen für Junge und Schulabsolventen, was in diesen Ländern zu einer Arbeitslosigkeit von bis zu 50 Prozent bei den Jungen führt. Dieses Beispiel zeigt illustrativ, wie schädlich es ist, den Arbeitsmarkt zu überregulieren. Unternehmen schaffen keine Vollzeitstellen mehr, Arbeitsplätze werden in Länder mit einer weniger strengen Regulierung verschoben, und der Arbeitsmarkt verliert gesamthaft an Attraktivität.

Die 1:12-Initiative der Jungsozialisten führt in eine völlig falsche Richtung. Über einen faktischen Zwang zu Gesamtarbeitsverträgen sollen schweizweit Mindestlöhne eingeführt werden sowie die Höchstlöhne durch den Gesetzgeber reguliert werden. Die Schweiz hat eine lange unternehmerische Tradition. Die Partnerschaft zwischen den Arbeitgebern und den Arbeitnehmern basiert stets auf einem ausgewogenen Dialog. Es kommt kaum zu arbeitsmarktschädigenden Massnahmen wie Streiks oder Ähnlichem. Die Arbeitslosigkeit ist so tief wie fast nirgends in Europa. Tragen wir Sorge zu diesem auf die Schweiz zugeschnittenen System mit seinen unzähligen Vorteilen für Arbeitgeber und Arbeitnehmer. Es sicherte uns bisher eine geringe Arbeitslosigkeit, tiefe Steuern und einen hohen Wohlstand über alle Bevölkerungsschichten hinweg.

Sagen Sie deshalb Nein zu dieser für die Schweiz schädlichen Initiative.

Roth-Bernasconi Maria (S, GE): Permettez-moi de faire une remarque préliminaire à l'intention de Monsieur Thomas Aeschi qui a pensé devoir faire la leçon à Monsieur Wermuth. Je me permets à mon tour de lui faire la leçon. Savez-vous, Monsieur Aeschi, que le marché du travail dans les pays nordiques est beaucoup plus régulé qu'en Suisse et que le taux de chômage y est moins élevé que chez nous? 1 à 12: deux chiffres pour une proportion, une relation entre les revenus du personnel d'une entreprise. Relation, le mot est important. Car une entreprise n'est rien sans la solidarité entre les membres de son personnel, qui tirent toutes et tous à la même corde pour assurer son succès. Et si, dans cette entreprise, il est normal qu'un salaire plus élevé récompense un effort, un risque ou un savoir-faire, un être humain ne peut valoir 150 fois plus qu'un autre, c'est une question de justice.

Le secteur public, à cet égard, montre l'exemple – c'est la secrétaire générale de l'Association du personnel de la Confédération qui vous l'affirme; Madame Rytz l'a mentionné pour la Ville de Berne. L'Etat fixe des limites aux salaires élevés et, à la Confédération, le rapport salarial est de 1 à 6, contre 1 à 39 dans les 41 plus grandes entreprises de Suisse, et de 1 à 266 chez Novartis! Contrairement aux allégations d'une certaine frange de la droite lors des débats sur la loi sur le personnel de la Confédération, les cadres de la Confédération sont donc très loin d'être indûment privilégiés. Dans l'économie privée, en revanche, certains salaires boursouflés ont produit les dégâts que l'on sait. L'opinion publique, en tout cas, le sait, et s'en souvient. Ce n'est pas un hasard si, selon un récent sondage, la majorité de la population est favorable à un rapport minimal entre hauts et bas salaires.

Le système salarial doit être mieux proportionné, plus sensé et mieux adapté à la réalité. Au sein d'une même entreprise,

comme dans toute la société. Car rien ne justifie que ma coiffeuse gagne tellement moins que mon banquier – parce que si elle fait une erreur, alors moi je ne suis pas bien! (*Hilarité*) Bien au contraire, si l'on tient compte du bénéfice et du coût social de ces deux professions, comme le préconise une étude publiée en 2010 par la New Economics Foundation. Beaucoup de métiers dits «féminins» s'en trouveraient revalorisés, et l'égalité salariale ferait un bond en avant! Loin de couper les cheveux en quatre, cette initiative est simple et, en fin de compte, profondément suisse.

Goût de l'effort, solidarité et justice: ces valeurs sont aussi celles qui, en 1291, ont poussé trois compères à unir leurs forces face à l'arbitraire. «Un pour tous, tous pour un», peut-on lire sous la coupole. Sept siècles plus tard, il s'agit de s'unir face à l'arbitraire des écarts actuels entre les salaires, des écarts qui grignotent la cohésion sociale. Pour une Suisse unie, forte et moderne, disons haut et fort aujourd'hui: «Un pour douze, douze pour un»!

Kaufmann Hans (V, ZH): Frau Kollegin, ich habe mit Erstaußen Ihre Bemerkung zur Kenntnis genommen. Sie haben behauptet, im Norden seien die Arbeitsmärkte stärker reguliert und trotzdem sei die Arbeitslosigkeit tiefer. In Schweden beträgt die Arbeitslosigkeit 7,5 Prozent, in Finnland 7,6 Prozent, in Dänemark 7,9 Prozent, in der Schweiz 2,7 Prozent. Warum behaupten Sie solche Unwahrheiten?

Roth-Bernasconi Maria (S, GE): Je sais que je ne suis pas vraiment amie avec les chiffres. Je sais néanmoins que les marchés du Nord sont plus régularisés. Il y a moins de problèmes de chômage; il y a aussi moins de problèmes d'insatisfaction de la population. Il s'agit vraiment ici d'une question de justice et de cohésion sociale. Et il n'y a pas de raison que dans l'économie privée il y ait des gens qui gagnent 200 fois plus que d'autres!

Schläfli Urs (CE, SO): Ich denke, wir sind uns hier im Saal alle einig, zumindest diejenigen, welche noch anwesend sind, dass die in den letzten Jahren publik gewordenen Saläre von Managern zu verurteilen und in keiner Weise nachzuvollziehen sind. Es ist störend und für den Normalverdienner schon fast beleidigend, wie sich diese wenigen Manager aus der Firmenkasse bedienen. Das Ziel der Initianten ist vor diesem Hintergrund auch nachzuvollziehen.

Dennoch stellt sich jetzt aber die Frage, ob das Ziel mit dieser Initiative auch erreicht werden kann. Ich habe da meine Zweifel. Nehmen wir ein Unternehmen, welches dem Chef 1,2 Millionen Franken zahlt und dem Arbeiter mit dem tiefsten Lohn lediglich 50 000 Franken vergütet. Es kann doch niemand ernsthaft glauben, dass dieser Manager in Zukunft auf den halben Lohn verzichten wird, nur damit das Unternehmen die Forderung der Initiative erfüllt. Genauso wenig darf man glauben, dass die tiefsten Löhne verdoppelt werden, damit der Chef weiterhin seine 1,2 Millionen verdienen kann. Es ist doch vielmehr so, dass dieser Manager bei der erstbesten Gelegenheit das Weite suchen und im Ausland eine neue Tätigkeit annehmen wird; noch schlimmer wäre es, wenn er gleich das ganze Unternehmen mitnähme.

Ich denke aber auch, dass besonders kreative Unternehmen Schlupflöcher entdecken werden, die gibt es immer. Wir haben es bereits gehört: Zum Beispiel besteht die Gefahr, dass die Unternehmen Abteilungen mit tiefen Löhnen auslagern oder dass das Unternehmen aufgeteilt wird, damit so die Vorgaben der Initiative erfüllt werden können.

Auch nicht zu unterschätzen ist die Tatsache, dass diese Initiative unser Wirtschaftsstandort Schweiz bedeutend schwächt. Es siedelt sich kein Unternehmen in der Schweiz an, wenn es diese unrealistischen Vorgaben einhalten muss und in der Lohngestaltung zu stark eingeschränkt wird. Wir haben heute in der Schweiz viele Standortvorteile. Ich nenne da unser Bildungssystem mit gut ausgebildeten Arbeitnehmern, eine funktionierende Infrastruktur, ein stabiles politisches Umfeld und nicht zuletzt auch ein Umfeld für Unternehmen, welche eine gewisse Freiheit für ein erfolgreiches Agieren und Wirtschaften brauchen.

Mit dieser Initiative, diesem Korsett, schwächen wir den Werkplatz Schweiz. Legen wir uns doch nicht selber Steine in den Weg. Wir brauchen Unternehmen, welche Arbeitsplätze schaffen und damit auch zum Wohlstand beitragen. Wir müssen auch einmal erwähnen, dass viele Firmen weit weg von solchen Lohnexzessen sind und vernünftige Löhne zahlen. Und anerkennen wir doch auch, dass viele Branchen einen Gesamtarbeitsvertrag oder Sozialpartnerschaften kennen, auch wenn das nicht flächendeckend ist. Diese können zwar Lohnexzesse nicht verhindern, sie garantieren aber einen fairen Lohn für die Arbeitnehmer im mittleren und unteren Lohnsegment und helfen ganz entscheidend mit, den Arbeitsfrieden zu wahren.

Wie gesagt, diese Lohnexzesse stören auch mich. Das Eingreifen des Staates in private Unternehmen, wie es diese Initiative verlangt, ist aber höchst problematisch. Zudem verursacht die Initiative hohe administrative Kosten, und die Kontrolle ist äusserst schwierig.

Der im Parlament diskutierte indirekte Gegenvorschlag zur Abzocker-Initiative nimmt diese Problematik ebenfalls auf. Über das Aktienrecht soll der Generalversammlung unter anderem die Vergütung an Verwaltungsrat und Geschäftsleitung offengelegt werden, und es sollen auch Abgangsentnahmen verboten werden. Das Ziel der Initianten wird damit im Grundsatz aufgenommen, die Standortattraktivität der Schweiz wird jedoch nicht vermindert, und der indirekte Gegenvorschlag stellt auch keinen Eingriff in private Unternehmen dar.

Aus all diesen Gründen bitte ich Sie, die Initiative «1:12 – Für gerechte Löhne» zur Ablehnung zu empfehlen.

Hadorn Philipp (S, SO): Ein wenig ausser Atem komme ich hier an, weil ich gerade eine Gewerkschaftsgruppe getroffen habe, die hier zu Besuch war und vor Kurzem noch auf der Tribüne sass. Erste Rückmeldungen lauteten: Diese Diskussion hier ist unverständlich.

Gestern Abend spät suchte ich nochmals die Dokumente des Dossiers der vorliegenden Volksinitiative «1:12 – Für gerechte Löhne» zusammen, um über mein Votum nachzudenken. Dabei hörte ich im Internet in der Sendung «Echo der Zeit» auf DRS 1 den Beitrag «Swing States: Nevada – 'ein Tsunami von Menschen in Not'». Nevada sei der amerikanische Bundesstaat mit der höchsten Anzahl arbeitsloser Menschen und den prozentual meisten Zwangsversteigerungen von Liegenschaften. Der Bundesstaat, der mit Las Vegas einen grossen Bekanntheitsgrad hat, sieht sich als Opfer der Bankendebakel um Lehman Brothers, J. P. Morgan und anderen mehr. Im Jahr 2010 wurden in diesem Bundesstaat 40 000 Zwangsräumungen vollzogen, 2011 waren es 36 000, und noch heute sollen es zwischen 1400 und 3000 Familien pro Monat sein, die ihr Zuhause verlassen müssen.

Im Umfeld der Bankenkrise nahm die Idee der Initiative «1:12 – Für gerechte Löhne» konkrete Formen an. Beim Unterschriften sammeln an Gewerkschaftsveranstaltungen und auch auf der Strasse hörte ich Klartext: Wenn selbst bei Betrieben, wo der Bund Eigner ist, ein CEO die Millionengrenze beim Salär zu ritzen beginnt, sei Handlungsbedarf gegeben und ein Eingreifen überfällig, meinten viele SBB-Angestellte, die bei uns in der Gewerkschaft des Verkehrspersonals (SEV) organisiert sind. Nicht wenige erachteten es als stossend, dass selbst mit der Initiative die Lohnschere noch viel zu weit offen sein werde – eine Meinung, die ich persönlich teile.

Mit der vorliegenden Volksinitiative haben die Juso die Bedürftigkeit der Bevölkerung voll getroffen. Mann und Frau sind es schlichtweg satt, dass einzelne Menschen Summen pro Monat einkassieren, für die andere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer Jahre arbeiten bzw. die Dauer des Erwerbslebens verlängern müssten. Das darf so nicht weitergehen, es gefährdet den sozialen Frieden und führt zu sozialen Spannungen – mit enormen Risiken. Kaum jemand bestreitet ernsthaft, dass ein 100-Prozent-Arbeitspensum in unserem Land zum Leben reichen sollte und einen guten Lohn, auch einen Topverdienst, ermöglichen soll. Aber was

wir heute erleben, ist masslos, bei den tiefsten Löhnen wie auch bei den Spitzenlöhnen.

Mit Genugtuung nehme ich zur Kenntnis, dass in allen Gruppierungen und Parteien Menschen diesem Gebaren einen Riegel vorschieben wollen. Als Atomgegner verzichteten wir darauf, nach Fukushima der Öffentlichkeit vorzuwerfen, dass jetzt genau das vorgefallen sei, was wir schon seit Jahren als echte Gefahr darstellten. Jetzt muss ich auch nicht hervorheben, dass offensichtlich die liberale, völlig unregulierte Entlohnung in der Schweiz in die Sackgasse geführt hat. Noch können wir flankierende Massnahmen einsetzen, damit ein sozialer Super-GAU abgewendet werden kann. Niemand in diesem Saal wünscht sich ernsthaft, dass entweder durch schlichte Not ganze Bevölkerungsgruppierungen in die Armut und in berechtigte Existenzangst getrieben werden oder dass sie mittels Krawallen oder gewaltbereiter Kräfte dem offensichtlichen Unrecht mit eigenen Mitteln die Stirn bieten wollen.

Verstecken wir uns nicht hinter Umgehungsoptionen. Missbrauch gilt es bei der Umsetzung zu verhindern und zu ahnen. Die Umsetzung muss als Herausforderung angesehen werden, die bewältigbar ist. Jetzt ist der Moment, ein Zeichen zu setzen, dass auch im Parlament eingesehen wird, dass angepasste Spielregeln sinnvolle Grenzen setzen. Die Volksinitiative erachte ich als pragmatisch. Wenn der höchste Chef pro Monat so viel verdient wie der oder die einfachste Angestellte pro Jahr, lässt das noch enorme Führungs- und Motivationspielräume offen.

Jetzt ist der Moment, wo ohne Gesichtsverlust über ideologische oder regulierungsfeindliche Schranken gesprungen werden kann. Empfehlen wir doch Volk und Ständen die Annahme dieser Initiative als sichtbares Zeichen und pragmatische Massnahme, offensichtliches Unrecht und ungebremste Gier in die Schranken zu weisen. Das letzte Wort spricht ohnehin jede stimmberechtigte Person an der Urne.

Sinnvolle Gesetze zeigen auf, dass allen Mitbeteiligten als Partner Regeln gesetzt werden, welche in grosser Bandbreite Raum für Förderung, Entwicklung und Ansporn zulassen und gleichzeitig gesellschaftliche Verantwortung wahrnehmen lassen. Die gegenwärtige Ungerechtigkeit schreit zum Himmel. Hier auf Erden sind wir jetzt aufgerufen zu handeln. Nutzen wir die Chance, erbringen wir den Tatbeweis von Wertschätzung, Respekt und Würde, und schützen wir damit den sozialen Frieden in unserem Land!

Vischer Daniel (G, ZH): Ich glaube, es ist unbestritten: Diese Initiative ist ein Wurf. Sie hat im Land einen Diskurs ausgelöst wie nur wenige andere Initiativen in letzter Zeit. Chapeau! Bei dieser Initiative geht es nicht um Moral, sondern es geht um die Frage der Umverteilung. Eigentlich ist sie komplementär zu einer zweiten Initiative, nämlich zu jener Initiative, die Mindestlöhne fordert.

Im Grunde genommen will diese Initiative etwas Einfaches: Sie will nämlich ein Zurück zu den Verhältnissen der Sechziger- und Siebzigerjahre, die grosso modo noch in die Neunzigerjahre hinüberreichten und dann der Shareholder-Value-Welle der Neunzigerjahre zum Opfer fielen. Wenn ich Leute aus der Generation – selbst aus der Basler Chemie, mit Spitzenlöhnen –, die in den Sechziger- und Siebzigerjahren einen Einblick in das Lohnverhältnis hatten, frage, wie es war, würden sie sagen: 1 zu 12 war in etwa die Spannweite der damaligen Lohnsituation. Ist es der Schweizer Wirtschaft damals schlechtgegangen? Hat die Schweizer Wirtschaft damals nicht floriert? Ich würde sogar sagen: Rückblickend waren wahrscheinlich die Jahre vom Ende der Fünfzigerjahre bis weit in die Achtzigerjahre – abgesehen von der Krise in den Siebzigerjahren – mit die erfolgreichsten Jahre, die die schweizerische Wirtschaft erlebt hat, wenn man die Gesamtheit betrachtet.

Wir erleben ja ein zweites Phänomen: Es gibt keinen Ernährerlohn mehr. Das heisst, früher baute unser Lohnsystem auf dem Grundsatz auf, dass der Hauptverdiener in der Lage ist, die Familie zu ernähren; das war allerdings auf die Männer ausgerichtet. Heute ist es so, dass die Doppelwerbstätigkeit zu einer Deregulierung nach unten geführt

hat, das heisst, eine Person ist nicht mehr in der Lage, einen Haushalt mit Familie zu finanzieren. Das ist der Skandal, und das ist das Resultat der Shareholder-Value-Entwicklung.

Ich mag mich erinnern, nachdem ich 1993 ein bisschen per Zufall den Job bei der VPOD-Sektion Luftverkehr übernommen hatte, kam Mitte der Neunzigerjahre, als Herr Bruggisser kam, bald die Wende zum Shareholder-Value-System. Ich würde sogar sagen, dass ein Betrieb wie die Swissair, es war immer ein höchst renommierter Betrieb, sein Lohnsystem immer etwa in dieser Grössenordnung – streiten wir nicht darüber, ob das Verhältnis 1 zu 12 oder 1 zu 15 betrug – ausgestaltet hat. Dann kam diese unselige Shareholder-Value-Welle, die zur Spreizung der Lohnschere führte. Ich glaube nicht, dass es Exzesse sind – sorry, dass ich da einen anderen Ton in das Konzert bringe –, sondern es ist ein System dahinter. Exzesse bedeuten ja, dass es ein paar Einzelfälle gibt, die wir korrigieren müssen. Aber hier müssen wir das System korrigieren, das Shareholder-Value-System, das in einem falschen Sinne auf sogenannten wirtschaftlichen Erfolg rekuriert – gemeint ist Erfolg bei den Aktionären. Wir müssen zurück zu einem System, das, im guten Sinne des Wortes, Leistungslohnsystem heisst.

In diesem Sinne ist diese Initiative eine Abkehr vom Shareholder-Value-System hin zu einer modernen – wie soll ich sagen? – keynesianischen Gesellschaft, die einen anderen sozialen Unterbau hat als die heutige. In diesem Sinne ist die Initiative eine anti-neoliberal Ohrfeige. Und diese Ohrfeige, da bin ich eigentlich optimistisch, könnte das Volk austeilen.

Kiener Nellen Margret (S, BE): Die Jungsozialistinnen und Jungsozialisten sind sehr grosszügig, 1 zu 12 ist sehr grosszügig. Es wurden bereits viele sehr erfolgreiche Beispiele von Betrieben und Unternehmungen in der Schweiz genannt, die der internationalen Konkurrenz extrem ausgesetzt sind und die mit 1 zu 7 oder 1 zu 5 hervorragend funktionieren, die beiden ETH oder Victorinox, und es gibt zum Glück viele andere mehr. Ich nenne auch die Universitätsspitäler, die im internationalen Wettbewerb an der Spitze stehen und in denen die Lohnschere klein ist.

Da jetzt von der bürgerlichen Seite das Hohlied auf die Bedeutung dieser Lohnexzesse für die Wirtschaft und auf die Bedeutung dieser Unternehmensgewinne gesungen wurde – wie viel da für unsere Wirtschaft doch abfalle, wenn diese Konzernsitze in die Schweiz kommen –, muss ich Ihnen jetzt einfach den Schleier von den Augen reissen. Ich kann anschliessen an das, was Kollege Daniel Vischer eben gesagt hat: Ende der Achtzigerjahre gab es beispielsweise in gewissen Kantonen noch eine Kapitalgewinnsteuer, Ende der Achtzigerjahre gab es in den allermeisten Kantonen noch gewisse Erbschaftssteuern, also Instrumente, die zum sozialen Ausgleich beitragen, und zwar zu einem sozialen Ausgleich, den auch das Schweizervolk 1999 in der Abstimmung zur Bundesverfassung sehr unterstrichen hat. Es ist eine Bundesverfassung, die Werte wie Gleichheit, Gleichbehandlung, Gerechtigkeit, Solidarität, sozialen Ausgleich, soziale, regionale, kulturelle Kohäsion und Zusammenhalt hochhält. In der Wirtschaft aber sind die Spitzenlöhne, die Millionenlöhne, die dann zu Milliardärsvermögen führen, davonlippert. Diese Spitzenlöhne sind grossmehrheitlich nicht in die produktive Wirtschaft der Schweiz geflossen. Die Investitionsquote, das heisst der Anteil der Investitionen am Bruttoinlandprodukt, schleicht insbesondere seit 1990 wie eine Schnecke dem Boden entlang. 2010 betrug der Anteil der Investitionen am Bruttoinlandprodukt der Schweiz nur 21,4 Prozent. 1990 waren es 24 Prozent. Die Investitionsquote ist also leicht rückgängig, anders als die Profitquote und die Spekulationsquote. In die globale Spekulationsschleuder geht der grösste Teil aus den Lohnexzessen, er geht nicht in die Schweiz.

Die Schweiz musste sich in der neoliberalen Ära wie andere Länder an Phänomene wie Sockelarbeitslosigkeit, Langzeitarbeitslosigkeit und Arbeitslosigkeit der älteren Arbeitnehmenden gewöhnen. Wie unwürdig! Darum ist es an der Zeit, zu den Werten der Bundesverfassung zurückzukehren, zu

Solidarität und Gerechtigkeit. Weil die Steuerpolitik mit der auseinandergehenden Lohnschere das Gegenteil dessen gemacht hat, was sie hätte machen sollen, weil die Steuerpolitik noch eins draufgegeben hat – mit der Unternehmenssteuerreform, welche die Dividenden nur noch zur Hälfte besteuert und es erlaubt, dass 670 Milliarden Franken an anerkannten Reserven steuerfrei an die Aktionäre ausgeschüttet werden –, weil es zu alldem gekommen ist, bringt die Abzocker-Initiative nichts. Es braucht die 1:12-Initiative. Das Schweizervolk wird sich, wie Wilhelm Tell, unsere mythische Heldenfigur dort oben, als mutig erweisen und mit der sozial gerechten Forderung von 1 zu 12 diesen Geldadel in die Schranken weisen.

Flückiger-Bäni Sylvia (V, AG): Die Initiative kommt mit einem verlockend einfachen Rezept daher: Man nehme die Zahl 1 und stelle sie ins Verhältnis zur Zahl 12 – sogar eine biblische Zahl –; das wirkt ja schon einmal solide und vertrauenerweckend. Wer könnte da Nein sagen? Es wird suggeriert, das habe ich mehrmals gehört, dass man, wenn man die besten Steuerzahler und Lohnbezüger in der Schweiz schröpft, damit dann die kleinen Verdienste anheben kann. Ich glaube das nicht, und das glaubt sicher auch Wilhelm Tell. Denn das ist so nicht möglich.

Zur Initiative: Leider stellt sie kein Allheilmittel gegen die vielzitierte Schere zwischen Normalgehältern und übertriebenen Löhnen dar. Denn solche Zauberformeln machen vielleicht ein wenig Stimmung, lösen aber selten Probleme, auch hier nicht, denn die Forderung widerspricht den Grundsätzen einer freiheitlichen Arbeitsmarktordnung. Die Lohnschere mag sich in der Schweiz tatsächlich weiter geöffnet haben, und das berechtigt dazu, dies zu hinterfragen. Aber es ist auch eine Tatsache, dass die Schweiz einen Spitzenplatz beim allgemeinen Lohnniveau einnimmt. Das beweist auch die ungebremste Zuwanderung auf unseren Arbeitsmarkt. Das ist nur möglich, weil es Unternehmer gibt, die dank überdurchschnittlichem Einsatz ihre Unternehmen und die Arbeitsplätze erhalten. Wir brauchen keine Formel für Gehälter oder gar staatliche Eingriffe in die Lohnpolitik, auch keine Festschreibung in der Verfassung. Die Lohnfindung wird in der Schweiz dem Markt und den Sozialpartnern überlassen, das ist deren Kernaufgabe. Dass dieses System gut funktioniert und zu den Stärken unserer freiheitlichen Arbeitsmarktordnung gehört, beweisen die zahlreichen Gesamtarbeitsverträge, die auf die betroffenen Unternehmen und Branchen zugeschnitten sind – diese betreffen immerhin 50 Prozent aller Arbeitnehmenden.

Eine statistische und völlig von der Leistung losgelöste Regelung des Lohngefüges, wie dies die Initiative «1:12 – Für gerechte Löhne» fordert, ist ein massiver Eingriff in die unternehmerische Freiheit und in den Markt. Die Kontrollinstrumente, die man dazu aufbauen müsste, würden einmal mehr Stellen in der Verwaltung schaffen – mit entsprechendem finanziellem Aufwand –, ohne Wertschöpfung zu generieren. Dann zockte uns der Bund wieder ab, weil er zur Finanzierung dieser Aufgaben mehr Steuereinnahmen bräuchte. Vergessen wir eines nicht: Unsere wirtschaftliche Freiheit, das flexible Arbeitsrecht und damit auch unser freiheitliches Lohnsystem haben der Schweiz immer wieder schneller aus Krisen geholfen, als dies in anderen Ländern der Fall war, die mit Regulierungen und staatlichen Vorgaben zu kämpfen haben. Diesen Trumpf der schweizerischen Wirtschaft, das immer noch flexible Arbeitsrecht und die Vertragsautonomie der Sozialpartner, sollten wir keinesfalls verspielen, dies liegt in unserem eigenen Interesse, im Interesse unserer Unternehmen, im Interesse unserer Arbeits- und Ausbildungsplätze. Es ist Sache der Unternehmen, Saläre festzulegen, es ist nicht Sache des Staates, sich hier einzumischen. Sonst könnte er ja gleich die Unternehmen selber führen.

Als KMU- und Gewerbevertreterin kann ich guten Gewissens sagen: Ich und meine Gewerblerkolleginnen und -kollegen sind keine Abzocker. Hier wird einfach gute Arbeit gut bezahlt, und das wiederum ist Motivation für die Arbeitnehmenden, denn gute Löhne sind nicht zuletzt ein Anreiz, gute Arbeit zu leisten. Mit der 1:12-Initiative würden jedoch die

Unternehmen in ihrer Freiheit beschnitten, ohne dass es die wahren Abzocker trifft, welche natürlich auch auf Umwegen zu überhöhten Bezügen kommen könnten.

Lohnfestlegung für Topmanager ist keine Aufgabe des Gesetzgebers, sondern Aufgabe der Eigentümer und der Aktionäre. Letztere müssen die entsprechenden Kompetenzen und Instrumente haben. Deshalb lehne ich diese Initiative, wie auch vom Bundesrat vorgeschlagen, ab.

Carobbio Guscetti Marina (S, TI): L'iniziativa popolare 1:12 ha già raccolto il suo secondo successo, dopo la raccolta delle firme, che è quello di discutere oggi di giustizia sociale e di giustizia distributiva. Infatti, il grosso problema che si pone – ed è stato sottolineato da molti oratori intervenuti a favore dell'iniziativa – è quello esploso con la ricchezza dovuta alle scandalose retribuzioni dei manager e dei dirigenti d'azienda e per niente risolto con l'autoregolazione, come invece chiedono alcuni di voi. Anche perché i bassi e medi salari stagnano da vent'anni, i redditi disponibili di molte famiglie svizzere si comprimono, mentre molti alti redditi e molti patrimoni crescono a dismisura – grazie anche ad una politica fiscale per niente distributiva.

Lo conferma uno studio dell'Unione sindacale svizzera sull'evoluzione dei redditi e sulla ripartizione della ricchezza nel nostro Paese, che considera nel loro complesso tutti i salari e redditi, compresi quelli in cima alla piramide sociale; i rilevamenti ufficiali dei salari finora non tenevano conto della totalità dei redditi più alti. I risultati sono inequivocabili: dal 1997 al 2008 il numero di coloro che guadagnano oltre un milione di franchi all'anno si è quasi sestuplicato. Gli sgravi fiscali, le retribuzioni scandalose ed eccessive dei manager, il sistema perverso dei bonus hanno favorito i salari più alti. In dieci anni le 40 000 persone meglio pagate in Svizzera hanno visto il loro salario reale aumentare del 20 per cento – addirittura oltre il 30 per cento se consideriamo un periodo di 15 anni –, mentre i salari bassi e medi sono cresciuti fra il 4 e il 6 per cento. In termini reali il 25 per cento più povero della popolazione in dieci anni s'è visto ulteriormente ridurre il suo reddito da lavoro.

Ma non solo: i costi sanitari, i premi cassa malati, l'affitto e i costi dell'alloggio, hanno di fatto comportato una perdita di reddito disponibile per le famiglie delle fasce di reddito medio-basso. C'è stato un travaso di ricchezza prodotta in Svizzera dai redditi medio-bassi a quelli più alti. Nella prima metà del 2012 – potremmo continuare con tante cifre – le 15 maggiori imprese svizzere quotate in borsa hanno distribuito dividendi nell'ordine di 28 miliardi di franchi ai loro azionisti, i quali, grazie all'inganno della legge sulla riforma delle imprese, questo va anche ricordato, hanno beneficiato anche di sconti d'imposta per quasi 3 miliardi di franchi. Recenti studi dimostrano infine come importanti divari salariali non tocchino solo le imprese finanziarie o le grosse ditte farmaceutiche, ma anche ditte svizzere di media grandezza, come Kuoni, Lonza, Implenia ed altre, dove lo scarto è aumentato negli ultimi anni.

Tutto ciò non può essere accettato passivamente, non può essere difeso in nome della competitività elvetica, non può essere giustificato con scelte aziendali e men che meno può essere giustificato con le prestazioni di certi manager che, nella stessa ditta, guadagnano cento o duecento volte di più dei loro impiegati. Che prestazioni lavorative hanno fatto questi signori – dirigenti di banche o di grosse imprese – per meritarsi retribuzioni così alte? La verità è che hanno forse fatto più danni che avuto veri successi. Ci sono poi invece aziende di successo svizzere che hanno scarti salariali addirittura inferiori a quanto gli autori dell'iniziativa propongono. Alcuni colleghi, il collega Tschümperlin e la collega Kiener Nellen, hanno prima ricordato per esempio Victorinox dove lo scarto è di 1 a 5.

La politica deve combattere attivamente queste ingiustificate ed aberranti disparità salariali. Con quest'iniziativa siamo chiamati a confrontarci con il problema del divario salariale, della forbice tra i salari più bassi e quelli più alti che continuano ad aumentare. Gli autori dell'iniziativa chiedono un intervento regolatore. Vogliono affrontare il problema con l'intro-

duzione di regole che non permettano a questa forbice di allargarsi ulteriormente. Lo fanno con una proposta che possiamo considerare quasi moderata: non chiedono un rapporto di 1 a 5 o di 1 a 7, come lo hanno, appunto, certe ditte svizzere, bensì che il salario più alto in un'azienda non superi di oltre 12 volte quello più basso.

L'ho detto all'inizio e lo ripeto adesso: è una questione di redistribuzione, è una questione di giustizia redistributiva.

Vi invito a raccomandare di accettare iniziativa popolare «1:12 – Per salari equi».

Teuscher Franziska (G, BE): Auf freien Märkten herrscht nicht nur das Spiel von Angebot und Nachfrage, auf freien Märkten dominiert auch das Recht des Stärkeren. Das Ergebnis davon ist, dass es immer häufiger nicht mehr gerecht zu und her geht. Mit Gerechtigkeit meine ich die Beteiligung von möglichst vielen Leuten am Wohlstand. Genau dies hat die Schweiz lange ausgezeichnet, etwa bis in die Neunzigerjahre. Seither geht jedoch in unserem Land die Lohnschere immer weiter auf. Heute realisieren viele Leute, dass unser Lohnsystem nicht mehr gerecht ist.

In einer kürzlich publizierten Umfrage haben 76 Prozent der Befragten einer Obergrenze für Managerlöhne zugestimmt. Heute haben wir alle die Möglichkeit, den Willen der Bevölkerung ernst zu nehmen und der 1:12-Initiative zuzustimmen. Sie will die Toplöhne begrenzen und die tiefsten Löhne anheben.

Ich knüpf' an Frau Kiener Nellen an. Ich finde, das Verhältnis 1 zu 12 ist grosszügig gewählt. Ich hätte mir auch ein kleineres Verhältnis vorstellen können. Ich unterstütze dieses Volksbegehr, weil die beobachteten Lohnexzesse schädlich sind. Der Bundesrat schreibt selber in seiner Botschaft, dass sie zu wirtschaftlichen und sozialen Problemen führen können. Ich unterstütze dieses Volksbegehr, aber auch, weil es meinem ethischen Kompass entspricht. Ich bin der festen Überzeugung, dass wir die unverschämte Abzockerei beschränken müssen und deshalb die 1:12-Initiative heute zur Annahme empfehlen sollten.

Die Organisation Travail Suisse betrachtet seit 2002 die Entwicklung der Lohnschere. Vor zehn Jahren lagen acht der untersuchten Unternehmen noch unter dem Verhältnis 1 zu 12. Im Jahr 2010 war es genau noch ein einziges Unternehmen. Vor dreissig Jahren waren selbst in Grosskonzernen Bezüge für Spitzenmanager von einigen Hunderttausend Franken genug. Heute geht es offenbar kaum mehr ohne Bezüge in Millionenhöhe. Das heisst, es geht nicht mehr um Leistung, sondern es geht um verantwortungslose Gier, es geht um skrupellosen Egoismus.

Man kann solche Löhne nur bezahlen, wenn man den anderen etwas wegnimmt. Ich muss Ihnen hier nicht noch einmal darlegen, welches Desaster die Banken auf der ganzen Welt angerichtet haben. Die schwindelerregenden Saläre und Boni-Zahlungen haben sie zu immer riskanteren Anlagegeschäften getrieben; sie haben damit die Weltwirtschaft an den Rand des Kollapses gebracht.

Börsenkotierte Unternehmen müssen mittlerweile mehr Transparenz bei den Managersalären gewähren. Doch die Lohnspirale wurde damit nicht gebremst; diese Transparenz führte vielmehr dazu, dass auch Manager von kleineren Firmen zu höheren Forderungen inspiriert wurden – der sogenannte Nachahmereffekt kam zum Zuge. Das weist auch die Studie von Travail Suisse im Jahr 2011 nach. Wenn wir der Lohnabzockerei und den Lohnexzessen keinen Riegel vorschieben, dann infiziert dieses Virus unsere Gesellschaft und gefährdet unseren sozialen Frieden. Dieses Virus will ich mit dem Ja zur 1:12-Initiative bekämpfen.

Fässler-Osterwalder Hildegard (S, SG): Es gab eine Zeit, da gingen die Menschen auf die Strasse und riskierten ihr Leben, um für Gleichheit zu kämpfen. Diese Revolution war bekanntlich erfolgreich, auch in der Schweiz. Die Bundesverfassung von 1848 ist Zeugnis davon. Und hier und heute? Lauter Marktschreier der Ungleichheit von A wie Aeschi über C wie Caroni bis S wie Spuhler. Diese Akzeptanz von Ungleichheit erschreckt mich.



Sie, geschätzte Volksvertreterinnen und -vertreter rechts von Rot-Grün, tragen zu dieser Akzeptanz bei. Sie haben dafür gesorgt, dass Umverteilung und Gleichheit zu Unwörtern geworden sind. Dabei wissen wir, dass die krasse Ungleichheit der wirtschaftlichen Möglichkeiten der Menschen in unserem Land unsere Demokratie zutiefst gefährdet. Wie das? Wir haben ein Ungleichgewicht beim Verbrauch endlicher Ressourcen wie Boden und Energie. Wir haben ein Ungleichgewicht beim Zugang zu Bildung. Wir haben ein Ungleichgewicht beim Zugang zu politischer Mitsprache, von den Gemeinden bis zu unserem Parlament. Und dazu trägt diese Ungleichheit der wirtschaftlichen Möglichkeiten extrem bei. Gegenbewegungen wie Mindestlohn, Reichtumssteuer, Steuerharmonisierung oder jetzt die 1:12-Initiative werden regelmässig dadurch verunglimpt, dass ihnen das Motiv Neid untergeschoben wird.

Unsere Aufgabe hier drin ist es, Ungleichheit zu benennen, zu denunzieren und zu stoppen. Die kleinkrämerische Suche nach Hindernissen bei der Umsetzung der Initiative verdeckt doch nur, dass die bürgerliche Mehrheit dieses Rates diesen Auftrag nicht erfüllen will. Man sieht das schon daran, dass sie für die Umsetzung der Initiative nur den Weg der Senkung der obersten Löhne, nicht aber der Anhebung der unteren sieht.

Ich zitiere Martin Landolt: «Unterschiede sind nichts Schlechtes, aber es gehört zum Erfolgsrezept schweizerischer Solidarität, diese Unterschiede in einer Bandbreite zu halten, die vertretbar ist. Die heutigen Unterschiede sind schwer zu erklären.» Was für ein Werbespot für diese Initiative! Schade nur, dass das Zitat aus der gestrigen Agrardebatte stammt und nicht aus der heutigen Debatte.

Die SP und die Gewerkschaften werden wieder auf die Strasse gehen, um laut gegen die Zunahme von Ungleichheit zu protestieren – gegen Ungleichheit, nicht für Gleichmacherei. Mit der Initiative haben wir dafür einen guten Aufhänger. Den Juso gebührt Dank dafür.

Giezendanner Ulrich (V, AG): Was ich heute hier zum Teil von Linken und Grünen gehört habe, ist haarsträubend. Obwohl ich bald keine Haare mehr habe, sträuben sich mir die Nackenhaare. Ich muss es Ihnen sagen, ich deklariere es offen: Meine Söhne und ich sind die Mehrheitsaktionäre der Giezendanner-Gruppe, die heute mehrere Unternehmen umfasst. Am 4. November wird es 40 Jahre her sein, dass ich als 19-Jähriger die Fuhrhalterei meiner Eltern übernahm. In diesen 40 Jahren, meine Damen und Herren von der Linken, habe ich mehr als 300 Arbeitsplätze geschaffen. Im Jahr 1976 war es, als ich aus meiner Fuhrhalterei eine Transport-AG, eine Aktiengesellschaft machte. Im Klartext: Seit dieser Zeit bin ich Angestellter in meiner eigenen Unternehmung und habe einen Lohnausweis. Im Unterschied aber zu meinen Angestellten habe ich mir in der guten Zeit manchmal mehr als zwölftmal den Mindestlohn ausbezahlt; dazu stehe ich.

Wenn ich dann ein paar Franken auf der Seite hatte, machte ich keine Luxusreisen und kaufte keinen Rolls-Royce und keine Riesenvilla – ich bin ja Unternehmer. Wissen Sie, was ich mit den angesparten Löhnen gemacht habe? Ich habe weitere Unternehmen gegründet oder mich an anderen Unternehmen beteiligt. Diese Unternehmen, meine Damen und Herren von links-grüner Seite, bieten heute über 600 Arbeitsplätze in der ganzen Schweiz – über 600 Arbeitsplätze! Und das alles nur deshalb, weil ich mir manchmal mehr als zwölftmal den Mindestlohn gegeben habe – nehmen Sie das zur Kenntnis! Als in der Schweiz einmal eine Rezession war, wissen Sie, was ich gemacht habe? Ich habe meine eigene Transportunternehmung mit eigenen finanziellen Mitteln gestützt, weil meine Leute mir mehr galten und wichtiger waren als das Ferienhaus. Das konnte ich aber nur deshalb tun, weil ich zuvor gutes Geld verdient hatte und weil ich immer dazu stand, dass ich Geld verdienen will, was ich auch heute noch will. Es wäre ja eine Katastrophe, wenn ich kein Geld verdienen würde. Stellen Sie sich vor, Sie, die Sie keine Arbeitsplätze geschaffen haben, wie schlimm das für die

Schweizer Wirtschaft wäre, wenn alle so denken würden wie Sie!

Für mich gilt die Sicherheit etwas in meinem Betrieb. Mit der vorliegenden Initiative aber könnten Sie keine Arbeitsplätze schaffen. Ich frage Sie, Herr Wermuth, Sie als Präsident der Jungsozialisten: Wie viele Arbeitsplätze haben Sie geschaffen? Keine, null – so ist das! Wie viel Risikokapital haben Sie auf der linken Seite aus Ihrem eigenen Sack schon mal eingesetzt, wie viel? Nichts! Sie nehmen nur immer! Das ist einfach, das muss ich Ihnen sagen. (*Unruhe*)

Ich gebe zu, ich habe auch Mühe mit überrissenen Managerlöhnen, aber es sind ganz wenige. Es sind vor allem die kleinen und mittleren Unternehmen, die dieses Land tragen, es sind Unternehmer, die aus Überzeugung ihr eigenes Geld einsetzen, weil sie von Herzen Unternehmer sind. Diese Initiative ist schädlich für die KMU, nicht für die Grossen; für die KMU ist sie schädlich, für die Arbeitsplätze in unserem Land.

Ich bitte alle Parlamentarier, die die KMU als tragende Säule der Schweizer Wirtschaft anerkennen, mit ihrem Nein zu dieser Initiative zu bezeugen, dass sie die KMU schätzen.

Badran Jacqueline (S, ZH): Herr Kollege Giezendanner, ich führe auch eines der KMU, die Arbeitsplätze geschaffen haben. Im Gegensatz zu Ihnen habe ich nichts von meinem Vater übernommen. Aber nun zur Frage: Glauben Sie nicht, dass einer Ihrer Mitarbeiter, wenn Sie Ihren Mitarbeitern etwas mehr Lohn und sich selber etwas weniger Lohn bezahlt hätten, die Chance gehabt hätte, zu investieren, sich selbstständig zu machen und Arbeitsplätze zu schaffen? Glauben Sie nicht, dass Sie sich hier in eine relativ banale Verteilungsfrage verrennen?

Giezendanner Ulrich (V, AG): Jetzt muss ich Ihnen etwas sagen: Wenn Sie solche Fragen stellen, müssen Sie sich zuerst orientieren und nicht einfach ans Rednerpult kommen, weil Sie sich profilieren wollen! Wenn Sie auf meine Internetseite gehen, sehen Sie, dass mindestens – mindestens! – dreissig unserer Chauffeure selbstfahrende Unternehmer sind, die einen eigenen Arbeitsplatz geschaffen haben dank dem Chef. Das sind die Fakten.

Zu Ihnen muss ich noch sagen: Wissen Sie, wie viele Arbeitsplätze wir am 4. November 1972 hatten, als ich von meinem Vater dessen kleine Unternehmung erbte? Wir hatten 5, Frau Badran, und heute sind es in der Gruppe über 600. Wie viele haben Sie?

Feri Yvonne (S, AG): Herr Giezendanner, ich glaube, an diesem Mikrofon zu poltern hilft nichts. Ich hoffe, Ihre Nackenhaare werden sich wieder legen, auch wenn Sie sich so aufregen.

Ich möchte gerne weiter sachlich diskutieren und nicht so polemisch werden. Mir geht es um mehr Transparenz in der Lohnfrage, denn die Intransparenz bei den Löhnen ist eines der grössten Probleme mit Blick auf die Lohngleichheit der Geschlechter. Die 1:12-Initiative würde auch hier Abhilfe schaffen.

Eine Öffnung der Lohnschere ist für das Erreichen von Lohngleichheit hinderlich, da Frauen in den Spitzenspositionen nach wie vor untervertreten sind. Das zeigte bereits die «Vergleichende Analyse der Löhne von Frauen und Männern anhand der Lohnstrukturerhebungen 1998 bis 2006» des Büros für arbeits- und sozialpolitische Studien (Bass) ganz klar. Auch die Untersuchung der Daten der letzten Lohnstrukturerhebung hat gezeigt, dass die Lohndifferenz im oberen Lohnbereich zugenommen hat. Dass sich die Lohnschere zwischen Frauen und Männern im oberen Lohnbereich vergrössert hat, dürfte nach diesem Bericht unter anderem mit der zunehmenden Verbreitung von Sonderzahlungen – beispielsweise erfolgsabhängigen Lohnbestandteilen wie Boni oder Prämien – zusammenhängen, die vor allem Beschäftigten in Kaderpositionen und dort besonders den Männern zugutekommen. Der Trend zu mehr und höheren Sonderzahlungen hält unverändert an und trägt somit

zur wachsenden Lohndifferenz im oberen Lohnbereich, zur Lohnungleichheit zwischen den Geschlechtern bei.

Die 1:12-Initiative würde zudem die Forderungen nach einem würdigen Mindestlohn stärken. Von den tiefsten Löhnen sind drei Viertel Frauenlöhne. Das heisst, dass auch hier Bewegung in die Lohnstruktur käme. Man käme der ökonomischen Gleichstellung der Arbeitnehmerinnen in der Schweiz näher, und ihre ökonomische Unabhängigkeit würde vergrössert. Ein wesentlicher Aspekt ist dabei auch die Rentenfrage. Höhere Löhne führen automatisch zu höheren Renten und damit auch zu einer Verbesserung der finanziellen Situation der Rentnerinnen.

Mir ist die ökonomische Gleichstellung der Geschlechter ein Kernanliegen. Die 1:12-Initiative würde entscheidend dazu beitragen. Deshalb bitte ich Sie um Ihre Unterstützung.

Regazzi Fabio (CE, TI): Il dibattito attorno ai salari sollevato dall'iniziativa popolare riporta in primo piano la discussione al concetto di equità retributiva. La discrepanza tra alcuni salari stratosferici, slegati da qualsiasi valutazione di merito o di buone performances, e la media dei salari svizzeri urta il comune buonsenso e alimenta il diffuso risentimento nella popolazione nei confronti dei top manager. E innanzitutto importante ricordare che si tratta comunque di una piccola minoranza, mentre la stragrande maggioranza degli imprenditori svizzeri a capo di piccole e medie imprese, che rappresentano pur sempre il 99 per cento del tessuto economico elvetico, guadagnano in media meno di altri capitani d'impresa europei. Analoga è la classifica anche per i quadri dirigenziali. Basti pensare che un direttore finanziario di una PMI svizzera percepisce in media un salario inferiore al collega che lavora nel Regno Unito – secondo una statistica 192 000 franchi contro i 156 000 franchi percepiti in Svizzera.

Questo dibattito è stato condotto anche nell'ambito dell'iniziativa popolare 'contro le retribuzioni abusive' di Thomas Minder, durante il quale eravamo praticamente tutti concordi che l'eccessivo squilibrio salariale è un fenomeno da affrontare. Alcune misure che a mio avviso vanno nella giusta direzione sono state adottate nell'ambito del contropatto indiretto all'iniziativa, che entrerebbe in vigore subito dopo un eventuale rifiuto dell'iniziativa stessa da parte del popolo.

Come imprenditore responsabile di un'azienda di famiglia con 140 collaboratori posso capire e in parte anche condividere il risentimento e le critiche sull'avidità di guadagno di tali top manager, ma sono contrario all'introduzione generalizzata di un meccanismo matematico che fissa il limite dei salari massimi con un rapporto di 1 a 12. In questo modo sotterremmo il 99 per cento delle imprese svizzere, che come detto nelle classifiche salariali si collocano dietro altri Paesi europei, a un rigido meccanismo che fa astrazione da altri fattori necessari e sostanziali per la competitività di un'azienda: le competenze, la capacità di innovazione, l'impegno e soprattutto i risultati a medio e lungo termine – sono questi i criteri chiave per stabilire il livello salariale dei manager.

Il benessere sociale e politico del nostro Paese, riconfermato in questo periodo di crisi, si basa sulla libertà economica e sulla responsabilità sociale delle medesime imprese. E questa flessibilità che rende attrattiva, concorrenziale e competitiva la piazza economica svizzera rispetto all'estero. Ritengo pertanto che proprio per il suo carattere generalizzato, rigido e meccanico, questa iniziativa sia lesiva della libertà delle imprese e in definitiva pure dannosa per il futuro della nostra economia e quindi anche dell'occupazione. La decisione di stabilire salari elevati o tetti salariali spetta alle imprese, rispettivamente ai suoi azionisti. E da sempre così e ha sempre funzionato bene, ad eccezione di pochi casi eclatanti di cui ho detto.

Allo Stato compete semmai l'elaborazione di linee direttive in materia di corporate governance tramite il diritto societario e il diritto contabile agendo in particolare sulle disposizioni in materia di retribuzioni applicabili alle società anonime quotate in borsa. Occorre in sostanza migliorare la trasparenza a beneficio degli azionisti, evitare l'eccessiva prossimità fra i

comitati che determinano le remunerazioni dei manager che ne sono i destinatari e soprattutto concedere agli stessi azionisti il diritto di esprimersi, nell'ambito dell'assemblea generale, sulla politica di remunerazione dei quadri superiori di questa società. Si tratta in definitiva di restituire agli azionisti, che non dimentichiamo sono i soli proprietari delle aziende, le loro prerogative naturali, le quali negli anni sono state loro sottratte da alcuni manager, che hanno agito in modo scriteriato come se l'azienda fosse loro.

Ammetto che non è sempre semplice definire un salario «giusto», ma ritengo che l'iniziativa 1:12, pur sollevando un problema sensibile, non solo non lo risolva, ma si rivelerebbe addirittura dannosa e controproducente per tutta la nostra piazza economica svizzera. Vi invito pertanto a respingere l'iniziativa popolare.

Rossini Stéphane (S, VS): La problématique des différences salariales au sein d'une entreprise ne renvoie pas simplement à la question des inégalités entre les salariés. Elle est l'expression d'une manière de concevoir l'économie, ses liens avec celles et ceux qui la font, à savoir les travailleurs, et sa place dans la société.

L'iniziativa «1:12» est donc à la fois l'expression de la nécessité politique d'agir face à certaines dérives sur le plan des rémunérations et la réponse concrète au malaise qui affecte les salariés qui voient leurs managers bénéficier de largesses indécentes. Ces situations aberrantes, choquantes souvent, sont malsaines pour l'économie. Elles sont même franchement nuisibles pour le personnel des entreprises. Sincèrement, qu'est-ce qui justifie de tels écarts salariaux, qui représentent des millions dans certaines entreprises? L'iniziativa «1:12» a le mérite de proposer une nouvelle approche dans la façon de traiter les écarts de revenus. Elle provoque un débat démocratique fondamental sur la question salariale. C'est dans ce sens clairement une chance à saisir, car en Suisse, cela ne va pas de soi! Le salaire, qu'il s'agisse des disparités de niveau ou des inégalités entre hommes et femmes, est malheureusement un sujet tabou, qui ouvre la porte aux abus, tant vers le haut – ce qui nous préoccupe aujourd'hui – que vers le bas. On n'échange que peu, voire pas du tout, dans ce pays sur son salaire et sur les injustices qui peuvent régner.

Pour beaucoup, l'indécence qui caractérise certains salaires mirobolants n'a que trop duré. Les exagérations ne sont plus tolérables. D'où la nécessité de repenser le cadre d'action, un cadre que l'iniziativa veut, malgré les critiques qui sont proférées ici –, sensé et équilibré. Car ce qui se passe sous nos yeux est le fruit de lacunes systémiques qu'il faut corriger.

Fondamentalement, les rémunérations dans l'entreprise doivent s'inscrire dans une perspective de redistribution et de partage. Cette politique de redistribution interne à l'entreprise comporterait l'indéniable avantage d'associer toutes les catégories de salariés à l'innovation, au dynamisme créatif, à l'engagement et aux profits qui en découlent. Ces profits seront de toute évidence bien mieux répartis si des limites sont posées.

Ce qu'on abaisse dans le haut de l'échelle, on va l'utiliser pour relever les salaires les plus bas.

On ne peut en effet nier que les succès qui garantissent à certains des salaires indécentes sont aussi le fruit du travail d'autres catégories de travailleuses et de travailleurs moins bien lotis. Les profits étant dès lors le résultat d'une démarche de production collective, il appartient à ce collectif de se les approprier par une meilleure et surtout plus juste répartition de la masse salariale.

Et puis, cette iniziativa s'inscrit dans la perspective d'une économie au service de la société, d'une économie démocratique privilégiant la reconnaissance de tous les salariés. Cette économie-là partecipa à la réduction des inégalités non seulement par la richesse qu'elle produit, mais aussi, et surtout, par la richesse qu'elle répartit.

L'iniziativa «1:12» a pour but de corriger des effets nuisibles, sans restreindre la production de richesses, tout en motivant les salariés qui seront concernés davantage par la bonne

marche et les succès de l'entreprise. Un tel levier mérite d'être soutenu.

Amaudruz Céline (V, GE): L'initiative populaire «1:12 – Pour des salaires équitables» vise à inscrire dans la Constitution un article selon lequel, dans une entreprise, le salaire le plus élevé ne doit pas être plus de douze fois supérieur au salaire le plus bas.

Le droit suisse du travail repose sur la liberté contractuelle des employeurs, liberté qui confère justement à notre place économique une flexibilité considérée comme l'un des principaux atouts de la Suisse en comparaison internationale. Les ingérences dans la liberté contractuelle ne se justifient que si elles servent à protéger les travailleurs et leurs intérêts fondamentaux.

Les auteurs de l'initiative visent un autre but et entendent inscrire leur conception des salaires équitables dans la Constitution. Pareille intervention dans la politique salariale des entreprises n'a aucune légitimité dans un régime économique libéral; elle ne se justifie pas non plus par la récente évolution des revenus des hauts dirigeants, qui a certes légèrement accru l'écart entre les salaires en Suisse, mais qui reste modérée en comparaison internationale. Rappelons aussi que dans notre pays le niveau général des salaires est le plus élevé du monde. Un cadre réglementaire souple n'avantage pas uniquement une entreprise suisse face à la concurrence internationale. A l'évidence, il est tout aussi intéressant pour les entreprises récemment implantées en Suisse et qui ont créé chez nous beaucoup d'emplois ces dernières années. Ces sociétés sont particulièrement séduites par un droit du travail qui leur laisse une marge de manœuvre suffisante pour pouvoir offrir des conditions de travail concurrentielles. De leur côté, les salariés apprécient surtout les excellentes opportunités d'emploi et les bonnes conditions de travail qu'ils trouvent sur un marché suisse de l'emploi relativement libéral. Une réglementation des salaires des hauts dirigeants n'est pas leur souci majeur. Il n'appartient pas au législateur mais aux propriétaires de l'entreprise de déterminer le montant des salaires des cadres supérieurs.

Si l'entreprise est détenue par des actionnaires, la révision en cours du droit des sociétés anonymes doit leur donner les compétences et les outils nécessaires pour faire entendre leurs voix. Dans l'exercice de leurs responsabilités en matière salariale, il est du plus grand intérêt des actionnaires de prendre en compte l'acceptabilité sociale des structures salariales.

Si on se base sur un salaire mensuel minimal de 4000 francs, le salaire le plus élevé ne devrait donc pas excéder 600 000 francs par an. Cette disposition concernerait environ 10 000 salariés, soit seulement 0,2 pour cent des personnes actives. Il s'agit presque exclusivement d'employés d'entreprises internationales qui pourraient facilement déplacer les emplois concernés à l'étranger. Mais la Suisse perdrait les impôts et les cotisations d'assurance sociale correspondant à ces postes.

Les auteurs de l'initiative attendent d'une nouvelle réglementation une augmentation des bas salaires, mais c'est un leurre. D'une part, les entreprises et les branches concernées par cette réglementation versent des salaires très élevés aux dirigeants, mais les autres salariés, eux aussi, perçoivent des rémunérations supérieures à la moyenne. D'autre part, il existe suffisamment de possibilités légales de contourner ou d'affaiblir une telle règle restrictive. Outre la scission de différents secteurs d'activité d'une entreprise, ou le transfert de son siège principal ou encore le transfert de la totalité de l'entreprise à l'étranger, il est toujours possible d'externaliser les activités les moins bien rémunérées, comme le nettoyage par exemple. Si on conteste aux entrepreneurs l'opportunité de profiter du bénéfice des risques consentis, du travail effectué, il est bien évident que ceux-ci iront s'installer sous un ciel plus clément.

Prenons un exemple concret: Swatch Group. Si, vu les risques qu'il avait pris à l'époque, Nicolas Hayek n'avait pas eu la certitude le jour venu de profiter du retour sur les investis-

sements consentis, on peut se demander si c'est notre pays qui bénéficierait aujourd'hui des places de travail et des impôts que nous devons à Swatch Group. On peut mener la même réflexion pour d'autres groupes ou secteurs économiques: Roche, Novartis, Nestlé ou encore Richemont, représentant plusieurs dizaines de milliers d'emplois dans notre pays, la plupart à haute valeur ajoutée.

Il est regrettable de voir des gens assis au bord du terrain de foot contester aux footballeurs professionnels le fruit de leur talent!

Gysi Barbara (S, SG): Die Initiative «1:12 – Für gerechte Löhne» führt zu mehr Lohngerechtigkeit und auch zu besseren Leistungen. Die Tatsache, dass die Löhne auseinanderdriften, ist bereits breit bekannt und belegt. Die Einkommen in den Chefetagen steigen in Höhen, die man gar nicht mehr verdienen kann; die Zahl der Einkommensmillionäre steigt. Auf der anderen Seite bleiben die Löhne von Mitarbeitenden mit kleinen und mittleren Einkommen stehen. Sie haben wegen der Teuerung und der gestiegenen Lebenshaltungskosten am Schluss oft weniger in der Tasche als vorher. Die Wirtschaftskrise hat das Ganze noch verschärft. Diese Tatsache zeigen nicht nur diverse Studien, nein, das erleben wir auch real, wenn wir mit den Menschen sprechen. Beim Unterschriften sammeln beispielsweise für die Mindestlohn-Initiative haben uns immer wieder Leute von absolut tiefen Löhnen erzählt. Auch als Sozialvorsteherin in Wil, Kanton St. Gallen, sehe ich, zu welch tiefen Löhnen Menschen arbeiten müssen, sodass sie nicht davon leben können und als Working Poor dann vom Staat unterstützt werden müssen. Auf der anderen Seite gibt es Topmanager zuhauft, die kräftig zulangen. Selbst in der Wirtschaftskrise sind deren Saläre kaum gesunken. Da zahlen sich Firmenchefs und Topkader Hunderttausende Franken oder Millionensaläre aus. Doch Einhalt gebietet ihnen bisher niemand ernsthaft, auch wenn sich die Stimmen mehren, die finden, es sei doch etwas unverschämt und es brauche eine Regulierung gegen derartige Lohnexzesse. Das sehen durchaus auch bürgerliche Politiker so.

So äusserte sich selbst der heutige Bundesrat Johann Schneider-Ammann, damals noch FDP-Nationalrat und Vizepräsident von Economiesuisse, in der «Sonntags-Zeitung» vom 19. Oktober 2008 im Zusammenhang mit der Abzocker-Initiative wie folgt: «Die falsch gesetzten Anreizsysteme sind die Hauptursache der Krise ... Mittlerweile habe ich den Glauben an die Selbstregulierung verloren. Ich musste zur Einsicht gelangen, dass man selbst in unserem Land mit Aufrufen, zur Besonnenheit zurückzukehren, keinen Schritt weitergekommen ist. So bleibt nichts anderes übrig, als dass der Staat bei den Exzessen korrigierend eingreift, was ich sehr bedaure.»

Auch unser Kollege Peter Spuhler, SVP-Nationalrat und damals auch noch Mitglied des Kompensationsausschusses der UBS, hat es auch schon anders beurteilt als heute. Damals, 2007, liess er im «Sonntags-Blick» verlauten: «Die Toplöhne bei Schweizer Pharmakonzernen und Banken sind zu hoch – auch bei der UBS.»

Beide werden mir nun vorhalten, ihre Zitate seien aus dem Zusammenhang gerissen, doch gesagt ist gesagt. Dass der Unmut über zu hohe Löhne selbst in den Reihen der SVP-Basis gestiegen ist, zeigt auch ein Vorstoss, der diese Woche im St. Galler Kantonsrat eingereicht worden ist. Kantonsrat Sandro Wasserfallen fordert tiefere Löhne bei der Kantonalbank. Der Vorstoss wurde von mehr als einem Viertel der Kantonsrättinnen und Kantonsräte unterzeichnet, darunter diverse aus der SVP-Fraktion. Solchen Worten folgen in der Regel dann aber keine Taten. Gerade in den Grossbanken und in der Pharma industrie sind, wenn es um Lohnexzesse geht, die Gehälter am höchsten und die Leute am gierigsten. Ein Jahr nachdem die UBS mit Staatsmilliarden gerettet werden musste, zahlte sie bereits wieder Boni aus. Die Initiative «1:12 – Für gerechte Löhne» ist darum die einfache, gerechte und richtige Lösung, um diesen Exzessen Einhalt zu gebieten. Einfach ist sie, weil die Konzeption stimmt. Niemand solle in einem Monat mehr verdienen als

jemand anders im gleichen Unternehmen in einem Jahr. Gerecht ist sie, weil sie dazu führt, dass die Lohnsysteme gerechter werden und die Lohnunterschiede sinken. Richtig ist sie, weil ein gerechtes Lohnsystem die Gesamtperformance eines Betriebes, eines Teams steigert.

Bemerkenswert finde ich die Aussage in einer Studie des Zürcher Wirtschaftsprofessors Bruno Frey – und hier bitte ich Kollege Thomas Maier, genau zuzuhören, weil er auch über Fussball gesprochen hat. Bereits in dieser Studie aus dem Jahre 2006 – zitiert im «K-Tipp» Nr. 17 von 2006 – heisst es: «Ein Fussballer spielt besser, wenn die Lohnunterschiede in seinem Club nicht gross sind. Das zeigt eine Studie des Zürcher Wirtschaftsprofessors Bruno Frey. Er analysierte die Leistungen von 1114 Fussballern der deutschen Bundesliga über mehrere Saisons. Und siehe da: Spieler in Clubs mit grossen Lohnunterschieden schiessen weniger Tore und gewinnen weniger Zweikämpfe. Denn die Topverdiener in diesen Clubs schaden dem Teamerfolg. Sie lähmen die Motivation ihrer Kollegen, die weniger verdienen. Es ist also nicht so, dass Spieler mit Spitzenlöhnen die anderen mitreissen und zu besseren Leistungen anspornen. Im Gegenteil.»

Diese Resultate sollten Managern und Ihnen zu denken geben. Wir wissen nun: Lohngerechtigkeit führt zu besseren Leistungen und nicht zu einer schlechteren Performance der Unternehmen.

Empfehlen Sie die Initiative daher zur Annahme.

Gmür Alois (CE, SZ): Als Gewerbler und Unternehmer habe ich nicht mehr als zwölftmal mehr Lohn, Herr Giezendanner, als der am tiefsten bezahlte Mitarbeiter.

Ich begreife den Unmut vieler Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Die Exzesse im Lohnbereich bringen unter dem Strich den Managern viel, aber sicher nicht den Unternehmen. Sie schaffen Unzufriedenheit, Missgunst und Neid und vergiften das wirtschaftliche und soziale Klima. Sie gefährden den sozialen Zusammenhalt. Supermenschen, die hundert- oder gar zweihundertmal mehr leisten als der Durchschnitt, gibt es nicht. Es ist reine Geldgier von sogenannten Top-Führungsleuten, die sich selbst am Lohntopf bedienen. Überrissene Spitzenlöhne sind letztlich auch das Resultat einer mafiaartigen Zusammenarbeit von Topmanagern, Verwaltungsräten und Beratern, die sich gegenseitig immer höhere Gehälter zuschanzen. Der Zusammenhang zwischen den Gehältern und den erbrachten Leistungen fehlt. Der freie Markt treibt hier wirklich seltsame Blüten. Dabei ist in jedem Unternehmen das funktionierende Zusammenspiel eines Teams für Erfolg oder Misserfolg verantwortlich.

Trotzdem bin ich der Meinung, dass die Lohngestaltung weiterhin zu hundert Prozent von der Privatwirtschaft gemacht werden muss. Es ist nicht Sache des Staates, bei der Lohnpolitik Rahmenbedingungen für die Privatwirtschaft zu schaffen und diese sogar in der Bundesverfassung zu verankern.

Ich appelliere an die Top-Führungskräfte, den gesunden Menschenverstand zu gebrauchen, masszuhalten und nicht zu übertreiben. Unser Land braucht auch bei der Lohnpolitik Teamplayer. Wenn jemand von der Gier besessen ist, nützen Gesetze nichts, wir haben es heute gehört. Diese Leute finden immer Wege, ihre krankhafte Gier zu befriedigen.

Keller Peter (V, NW): Volksinitiativen fallen ja nicht einfach vom blauen Himmel herab. Sie greifen in der Regel ein Thema auf, bei dem es in der Bevölkerung brennt, das die Menschen im Land beschäftigt. Das galt für die Ausschaffungs-Initiative, die das Kriminalitätsproblem von Ausländern aufgegriffen hat, wie es eben auch für die vorliegende 1:12-Initiative der Juso gilt. Es liegt in der Besonderheit unseres politischen Systems, dass auch unbequeme Themen auf die Agenda kommen – dank der direkten Demokratie, dank Referenden und Initiativen. Es ist tatsächlich so: Es gibt in der Bevölkerung einen grossen Unmut über die Millionensaläre und Millionenaufbindungen für Manager. Dass ein Percy Barnevik, ehemaliger CEO und Verwaltungsratspräsident der ABB, 148 Millionen Franken als Abgangentschädigung be-

kommen hat, ist pervers, zumal das Unternehmen, wie sich dann herausstellte, zu diesem Zeitpunkt vor dem Abgrund stand.

Nun versucht also die Juso mit ihrer Initiative, solchen Auswüchsen einen Riegel vorzuschieben, indem der grösste Lohn eines Unternehmens mit dem Faktor 12 belegt wird, also nicht mehr als zwölftmal höher als der kleinste Lohn sein darf. So berechtigt der Unmut ist, entscheidend sind die Schlüsse, die man daraus zieht. Karl Marx hat, wie ihm seine besten Kritiker attestieren, eine grossartige Analyse des Kapitalismus abgeliefert. Nur eben: Entscheidend sind die Schlüsse, die man daraus zieht. Die marxistischen Versuchslabore in der DDR oder Albanien sind jedenfalls keine Visitenkarten für Marx' Theorien. Die linke Antwort auf das Abzockerproblem ist eine willkürliche Lohnobergrenze, eine mechanische Formel, die nicht praxistauglich ist.

Nehmen wir einen Liebling der Massen, Schweizer des Jahres, die Weltnummer 1 im Tennis, Roger Federer. Er spielt nicht nur hervorragend Tennis, er hat auch eine Firma, die seine Rechte vermarktet. Laut «Handelszeitung» nimmt Roger Federer jährlich rund 45 Millionen Dollar an Werbegeldern ein. Dazu kommen noch, je nach Erfolg, einige Millionen Dollar an Preisgeldern. Gehen wir einmal von insgesamt 50 Millionen Dollar aus. Federers Firma beschäftigt diverse Mitarbeiter. Was heisst das jetzt? Muss Federer seinem Sekretär, seiner Sekretärin einen Lohn von 4 Millionen Franken zahlen? Oder wollen Sie ihm empfehlen, schlechter Tennis zu spielen, damit er weniger verdient?

Stossend sind ja nicht die Beispiele von Sportlern, Künstlern oder Unternehmern, die durch ihre Leistung und ihre Kreativität viel Geld verdienen. Stossend sind die Manager- und Verwaltungsratskartelle, die sich gegenseitig hohe Entschädigungen zuschanzen. Wenn die Eigentümer einer Firma damit einverstanden sind, dass ihre Topmanager ein Millionenlöhnen bekommen, ist das deren Sache. Ein Problem haben wir aber bei grossen börsenkotierten Unternehmen, wo das Aktionariat zersplittet ist, wo sich die vielen kleinen Eigentümer gar nicht wehren können gegen solche Lohnexzesse.

Welche Schlüsse sind daraus zu ziehen? Wir müssen die Rechte der Eigentümer, der Aktionäre, stärken. Hier hat Thomas Minder angesetzt. Die liberale Antwort auf Lohnexzesse ist die Abzocker-Initiative von Thomas Minder oder – dies als Klammerbemerkung – vielleicht noch der indirekte Gegenvorschlag, aber sicher nicht die gescheiterten Rezepte von Karl Marx und seinen Enkeln.

Tornare Manuel (S, GE): Déposée par la Jeunesse socialiste suisse en mars 2011, l'initiative populaire «1:12 – Pour des salaires équitables» vise à limiter, comme vous le savez, l'écart entre les salaires les plus élevés et les plus bas en Suisse. Pour les raisons qui suivent, le groupe socialiste soutient sans équivoque cette initiative populaire.

Ces derniers temps en Suisse – il faut bien le dire – comme ailleurs, certains patrons continuent à s'offrir des salaires et des bonus qui sont clairement démesurés, indécents, comme l'avait fait observer Monsieur Levrat. Je le cite: «Malgré la rigueur de la crise, la mentalité de self-service sévit toujours, comme si rien ne s'était passé.»

A titre d'illustration, voici quelques chiffres actuels que certains ont déjà énoncés ici: en 2011, le rapport entre le niveau salarial de la direction de 41 grandes entreprises suisses et le segment le plus bas était, en moyenne, de 39 à 1. La même année, dans deux de nos sociétés vedettes, Novartis et Nestlé, le rapport entre le salaire le plus élevé et le salaire le plus bas s'élevait à 266 et à 215 respectivement.

Pour les socialistes suisses, restreindre la différence entre les revenus est tout d'abord une exigence de justice sociale, une question de décence et de bon sens. A cet égard, la modification constitutionnelle envisagée par l'initiative représente un outil particulièrement efficace. Par exemple, elle entraînerait une augmentation automatique des salaires minimaux, ce qui toucherait environ 11 pour cent des travailleurs et des travailleuses de ce pays. En cas de hausse des salaires, toutes et tous participeraient au succès de l'en-



treprise. De plus, l'adoption de l'initiative assurerait une transparence complète pour ce qui est des salaires dans notre pays. Grâce à cette initiative, l'image écornaée de la Suisse – et on a beaucoup parlé de cornes hier dans le débat sur la politique agricole! – serait corrigée. Cette initiative protégerait efficacement les employés contre les discriminations salariales, plus spécifiquement les femmes, dont la rémunération est aujourd'hui jusqu'à 20 pour cent inférieure à celle des hommes.

Cependant, l'initiative touche à des questions qui dépassent le registre de la justice sociale. En effet, force est de constater qu'une divergence continue des salaires risque de menacer sérieusement la cohésion de notre société et aussi la démocratie directe. Tout à l'heure, j'ai entendu beaucoup de collègues essayer de définir ce qu'est la cohésion sociale dans ce pays.

Mais je vous pose la question: quand il y a tant de disparités salariales dans notre pays, comment peut-on parler de cohésion sociale? Le poids des responsabilités, je le concède, existe. On a entendu certains chefs d'entreprise – beaucoup plus venant de la droite que de la gauche! – affirmer cela. Mais avec un effet multiplicateur salarial aussi faramineux, on dévalorise la plupart des salariés, c'est-à-dire nos concitoyennes et concitoyens. On nie le fait qu'on leur doit une sorte de reconnaissance et on torpille donc aussi la cohésion sociale.

On a confondu ces dernières années libéralisme et libéralité, ce dernier terme pris au sens de «générosité déplacée». A l'heure actuelle, les grands actionnaires et les dirigeants bénéficient du privilège de fixer leurs salaires et ceux des autres. Leurs prétentions vont toutefois plus loin, comme le montrent précisément un certain nombre de réactions à l'initiative «1:12». Ainsi, Monsieur Brabeck de Nestlé évoque la délocalisation de sa société comme l'une des conséquences possibles d'un oui à l'initiative. Autrement dit, un seul manager, qui est par ailleurs dépourvu du droit de vote en Suisse, s'apprête à faire du chantage à une population de 8 millions d'habitants!

L'initiative «1:12» rétablira le primat de la politique sur l'économie en conférant au peuple la possibilité de déterminer les règles les plus justes. Et ces dernières années, il faut bien en convenir, il y a eu une dérive totale dans ce domaine. Le primat de la politique se justifie. Pour citer, car vous savez que j'aime bien les citations, le grand Talleyrand, on peut dire: «Les financiers ne font bien leurs affaires que lorsque l'Etat les fait mal.»

Moret Isabelle (RL, VD): Un pour douze, douze pour un! Avec l'esprit d'aventure qui les caractérise, la Jeunesse socialiste suisse nous propose une initiative populaire sur un mode mousquetaire. D'une seule voix, elle exige que le plus haut salaire d'une entreprise ne dépasse pas de douze fois le plus petit salaire.

Cette initiative met le doigt sur un vrai point délicat: certains salaires dépassent l'entendement. Ils ne correspondent pas à la modestie propre à la philosophie libérale-radicale. Les cas les plus extrêmes font même peser un véritable danger sur la cohérence de notre société. Mais il y a une différence de taille entre mettre le doigt sur un point délicat et enfonce le poing dans notre système libéral. La solution proposée par cette initiative est inacceptable pour de nombreuses raisons.

D'abord, l'initiative n'apporte pas de solution satisfaisante aux problèmes identifiés. Son principe, 1 à 12, est à la fois trop rigide et trop extrême: trop rigide, car il impose une règle inflexible à l'entier de notre économie, une règle qui serait extrêmement ardue et compliquée à contrôler; trop extrême, car il symbolise une réaction émotionnelle à quelques cas eux aussi extrêmes. A ce titre, cette initiative s'inscrit dans la série des initiatives récentes qui sont basées sur une réaction exagérée: quelques cas extrêmes ne doivent pas mener notre politique – et encore moins figurer dans notre Constitution!

Mais cette initiative n'entraîne pas que des problèmes pratiques. Sur un plan plus philosophique, cette initiative remet

en question notre modèle à succès, à savoir notre régime économique libéral. Libéral ne signifie pas sans règles, bien au contraire! Le modèle libéral appelle d'abord à la responsabilité des acteurs économiques. Face aux excès de certains, ce sont avant tout les propriétaires d'entreprises qui doivent prendre leurs responsabilités – propriétaires d'une petite PME ou actionnaires d'une société.

Les citoyens peuvent également prendre leurs responsabilités en reconnaissant que la modification du Code des obligations décidée par le Parlement, qui modifie le régime juridique imposé aux entreprises pour le droit des actionnaires, est la bonne solution, une solution compatible avec notre régime libéral et capable de soutenir notre économie; capable d'attirer et de conserver des entreprises et des emplois dans notre pays, au lieu de les faire fuir comme le ferait l'adoption de cette initiative.

Badran Jacqueline (S, ZH): Ich oute mich zuerst: Ich bin Unternehmerin, und das Lohnverhältnis in meiner Firma beträgt 1 zu 1,6. Auch so funktionieren marktwirtschaftliche Privatunternehmen. Würde ich fünfmal so viel wie meine Sekretärin verdienen – geschweige denn zwölfmal so viel –, könnte ich mich im Spiegel nicht mehr anschauen, ich würde mich zu Tode schämen. So ist es wohl in Tausenden von Gewerbebetrieben, KMU, Bauernbetrieben und Nichtprofitorganisationen in unserem Land.

Um das billigste aller Argumente, es handle sich um eine Neiddebatte, vorwegzunehmen: Die Verteilungsfrage lässt uns nicht vor Neid erblassen, sondern vor Scham erröten. Vor gut fünfzehn Jahren habe ich an der HSG meine Diplomarbeit zur Vermögens- und Einkommensverteilungsgerechtigkeit in der Schweiz geschrieben. Ich war entsetzt über das, was dabei herausgekommen ist, und die Situation hat sich in den Jahren danach noch deutlich verschärft. Mein damaliges Fazit lautete, man müsse ein Verteilungsziel in unserer Verfassung schreiben und die Erbschaftssteuer, die damals noch nicht abgeschafft war, verschärfen.

Die Initiative für eine nationale Erbschaftssteuer ist unterwegs, und die Initiative «1:12 – Für gerechte Löhne» liegt in diesem Moment auf dem Tisch. Weder die Juso noch die SP sind dumm und naiv. Wir wissen alle, dass wir die Abstimmung über diese Initiative in diesem Saal nicht gewinnen können, aber die Gegenargumente können wir auch selbst runterbeten, sie sind trivial und durchschaubar.

Die FDP, einst grosse Verfechterin der Freiheit, ist gefangen im autonomen Nachvollzug von «Sachzwängen». Sie fängt ihre Sätze seit Jahren so an: «Wir müssen ...» Die FDP sagt: «Wir müssen solche Löhne zulassen, sonst finden wir keine Manager.» Sie sagt: «Wir müssen das hinnehmen, weil sonst die Firmen abwandern.» Sie sagt weiter: «Wir müssen die Steuern senken, sonst sind wir nicht mehr wettbewerbsfähig.» Sie appelliert bestenfalls an die Moral der Hochlohnbezüger, diese sollen sich doch ein wenig mässigen. Sie ist unfähig, das System zu hinterfragen.

Ich warte auf den Tag, an dem die FDP/die Liberalen wieder einmal einen Satz anfängt mit: «Wir wollen ...» Und ich frage mich, ob sich ihre Vertreter nicht manchmal klein, schäbig und unfrei vorkommen.

Es wäre schön, wenn wir in der Politik wieder einmal sagen könnten: «Wir wollen ...» Es wäre schön, wenn wir sagen könnten: «Wir wollen eine Gesellschaft, in der es kein Vorecht gibt von Privilegierten, eines Adels ohne Titel, eines Geldadels.» Wie hieß damals das grosse bürgerliche Credo, als das Bürgertum gegen den Adel antrat? Gleichheit, Freiheit, Brüderlichkeit?

Auch die SVP, die Hüterin der schweizerischen Werte, sagt, was wir alles tun müssen und was wir alles nicht tun können. Sie vergisst dabei die grösste Errungenschaft, die die Schweiz seit Tells antifeudalen Zeiten tief im Innersten ausmacht, nämlich den Ausgleich – nicht nur den Ausgleich zwischen den Regionen, den Sprachen, den Kulturen, den Religionen und den Parteien, sondern auch den Ausgleich zwischen oben und unten. Es ist kein Zufall, dass – anders als in anderen Ländern – die grössten Häuser in der Schweiz 450 Quadratmeter Wohnfläche haben. Es ist kein

Zufall, dass wir keine Grossgrundbesitzer kennen. Es ist kein Zufall, dass ein Filialleiter im Rang eines Bankdirektors in den Siebzigerjahren nicht mehr als 4800 Franken verdiente. Es ist kein Zufall, dass der Chef, heute CEO, der Schweizerischen Kreditanstalt noch Ende der Achtzigerjahre keine halbe Million Franken verdiente – also nicht einmal zehnmal so viel wie seine Sekretärin. Der freie Mensch unter Gleichen, das macht die Seele der Schweiz aus.

Schade, dass die SVP an diesen schweizerischen Werten nicht mehr festhält, wie sie schon bei der Debatte über die Pauschalbesteuerung in dieser Session bewiesen hat. Sie ist nicht mehr interessiert an diesem machtpoben, antifeudalen Geist des Ausgleichs in der Schweiz – an der Weigerung, sich vor dem Hut des Landvogts Gessler zu verbeugen.

Sie haben es eben selbst erlebt: Die Herren Spuhler und Giezendanner haben sich hier wie gnädige Herren gebart, die mit ihren Arbeitsplätzen und Steuern milde Gaben verteilen. Herr Giezendanner – leider ist er gerade nicht hier –, wer sich in Ihrer Branche mehr als zwölftmal so viel wie seinen Chauffeuren auszahlen kann, muss zur Kenntnis nehmen, dass seine Arbeitnehmer ihn füttern und nicht umgekehrt. Oder wer erwirtschaftet den Lohn von Herrn Giezendanner, während er hier in Bern rumpoltert? Man sollte bekanntmassen die Hand nicht beissen, die einen füttet. Herr Giezendanner, merken Sie sich das als Fuhrhalter hier und jetzt.

Die CVP wird sich vornehm zurückhalten, denn sie weiss nur zu gut, dass eine solch ungleiche Verteilung, wie wir sie in der Schweiz haben, mit christlichen Werten nicht vereinbar ist.

Ja, wir wissen, dass diese Initiative angesichts dieser geballten Ladung von «Sachzwängen» und vergessenen Werthaltungen hier nicht gewinnen kann. Aber darum geht es auch gar nicht. Die Initiative «1:12 – Für gerechte Löhne» stellt eine fundamentale, ja eine heute schon fast ungeheuerliche Frage: Wie soll in einer extrem arbeitsteiligen Wirtschaft der gemeinsam geschaffene Kuchen verteilt werden? Je unklarer es ist, welchen Anteil der Einzelne in einer arbeitsteiligen Gesellschaft zur gesamtwirtschaftlichen Produktion beiträgt, je diffuser und unfähiger der Markt Leistungsgerechtigkeit herstellt, desto klarer müssen die politischen Verteilungsziele sein.

Ein distributives Ziel ist in der Schweizerischen Bundesverfassung nicht zu finden. Als Politikerinnen und Politikern kann uns dieses Ziel aber nicht egal sein. Wir haben die Pflicht, darüber zu debattieren, welche Resultate unsere Marktwirtschaft erbringt, schliesslich delegieren wir an diesen Markt und an diese unsichtbare Hand auch viel Verantwortung. Und wir haben die Pflicht, bei diesem Verteilungsergebnis Marktkritik zu üben. Wieso haben wir das so lange nicht getan?

Wir alle hier drin meinen es gut und wollen nur das Beste. Niemand ist jedoch unsensibler für das, was er anrichtet, als der, der nur das Gute wollte. Die 1:12-Initiative soll dazu beitragen, dass unser System nicht trotz guten Willens unsensibel bleibt für das, was es anrichtet.

Ich fordere Sie deshalb auf, sich auf diesen Diskurs einzulassen und mit uns gemeinsam hinzuschauen, welche Verteilung unser System hervorbringt, und den Massstab daran zu legen. Die Gerechtigkeitsperspektive muss aus dem politischen Nirgendwo herausgeholt werden.

Rusconi Pierre (V, TI): La collega ha appena parlato oltre il limite; vuol dire che la tesi era debole – se bisogna parlare così tanto.

L'iniziativa popolare «1:12 – Per salari equi» non è nient'altro che l'ennesimo tentativo di una certa parte politica di imbrigliare il libero mercato, imponendo alla politica privata regole che hanno l'unico effetto di danneggiare la libertà d'impresa. La Svizzera è stata per lungo tempo un Paese con un sistema economico liberale in cui lo Stato interviene a regolamentare solo il minimo necessario ed a garantirne il buon funzionamento. Questo è il compito dello Stato dal nostro punto di vista.

Ultimamente assistiamo ad una crescita dell'attivismo interventista da parte della sinistra sempre più sindacalizzata. Il tentativo di voler regolamentare tutto a scapito della libertà d'impresa rischia di danneggiare l'immagine del nostro Paese e, di conseguenza, anche il suo sviluppo. Le richieste di salari minimi, di divieti dei pagamenti in euro, l'opposizione al lavoro domenicale e quest'ultima proposta non fanno altro che destabilizzare l'economia svizzera. Destabilizzare la Svizzera è l'ultima delle necessità che ha il nostro Paese in questa situazione economica. Il compito dello Stato è quello di offrire condizioni quadro e di indicare linee direttive minime tramite il diritto delle società anonime, non di intervenire direttamente per fissare i salari delle aziende private. Già oggi si possono limitare gli eccessi a cui abbiamo assistito negli ultimi anni, senza però infrangere la libertà economica – un pilastro del nostro Paese. E un interesse, per altro, che hanno in comune con gli azionisti, perché anche gli azionisti devono controllare l'azienda e anche loro traggono beneficio se i salari non sono eccessivamente elevati; quindi, il mercato si regola da sé.

Non dimentichiamo che le aziende minacciate da queste proposte – proposte per altro suicide – invece di adattarsi potrebbero decidere di o essere costrette a lasciare il nostro Paese, causando così la perdita di posti di lavoro, tanto cari, in questo caso, sia alla destra sia alla sinistra.

Per questi motivi il mio invito è di raccomandare in modo chiarissimo di respingere questa iniziativa irrispettosa della libertà dell'economia e irrispettosa della Svizzera.

Voruz Eric (S, VD): On a déjà dit beaucoup de choses, donc je serai bref et garderai les pieds sur terre.

L'initiative «1:12» a le mérite d'exister car non seulement elle permet d'avoir un meilleur équilibre entre bas et hauts salaires, mais elle apporte aussi un plus pour l'économie. Je m'explique: prenons par exemple le salaire d'une vendeuse qui touche annuellement 45 000 francs – ce n'est pas beaucoup; si je multiplie ces 45 000 francs par 12, cela fait un salaire annuel de 540 000 francs dans l'entreprise pour l'employeur qui justement emploie cette vendeuse. C'est plus que le salaire d'un conseiller fédéral!

Parmi nous, qui gagne 540 000 francs par année? A part quelques exceptions, que nous avons entendues ce matin, nous sommes très loin d'y arriver. D'ailleurs, lors du débat fleuve sur la politique agricole, on n'a pas cessé d'entendre que les revenus du monde agricole étaient en baisse, et le milieu agricole nous l'a bien démontré, certainement avec raison.

L'initiative «1:12» n'est pas un danger pour le peuple suisse tout entier, et je persiste à dire que c'est aussi une garantie pour une économie sérieuse et qui permettra aux PME de s'épanouir. Je le dis, même si je n'ai jamais créé d'entreprise, ni donc d'emploi.

Ainsi je trouve qu'en baissant des salaires maximaux qui dépassent l'entendement, cela permettra aussi de garantir un salaire minimum normal, d'obtenir un équilibre qui, je le répète, permettra aussi de consacrer une part de financement au développement des PME et aussi à la recherche pour l'ensemble des entreprises.

Etant donné ce que je viens de dire, je suis persuadé que personne dans cet hémicycle ne se risquera à voter oui à l'initiative «1:12» et à recommander au peuple et aux cantons de l'accepter, «parce qu'elle le vaut bien»!

Fiala Doris (RL, ZH): Die für die 1:12-Initiative Verantwortlichen – die Initiative wurde noch unter der Führung des damaligen Juso-Präsidenten Wermuth formuliert – bedienen sich aus Politmarketingssicht einer sehr cleveren Methode. Dem ist mit Sachargumenten natürlich sehr, sehr schwer beizukommen. Ich habe schon mehrmals – auch öffentlich, und dies ganz ohne Zynismus – gesagt, dass Cédric Wermuth ein eigentliches Polittalent ist. Was hier geschürt wird, ist aber sehr gefährlich für den Wohlstand der Schweiz. Der österreichische Kabarettist Helmut Qualtinger brachte es mit seinem Humor sehr gut auf den Punkt, als er sagte, morali-



sche Entrüstung sei hier und da eben nicht viel mehr als der «Heiligschein der Scheinheiligen».

In diesem Sinne teile ich die Meinung von Nationalrat Leo Müller, der heute Morgen hier überzeugend darlegte, dass sich Charakter nicht via Verfassung regeln lässt. Das wissen die Initianten selber natürlich auch sehr, sehr gut. Wenn Charakter oder Umsichtigkeit fehlt, werden die Betroffenden weiterhin Möglichkeiten finden, sich Löhne zu sichern, die wir als nicht nachvollziehbar ansehen mögen. Ja, effektiv, es hat sicher nicht zu einem guten Klima in der Schweiz beigetragen, dass wohl gegen ein Dutzend effektive Lohnübertreibungen sehr unumsichtig stattgefunden haben – unumsichtig auch deshalb, weil in unserer direkten Demokratie von unten nach oben Änderungen bewirkt werden können, die dann nicht nur ein paar wenigen Managern, sondern dem Wohlstand der ganzen Schweiz Schaden zufügen könnten. Es wäre arrogant, die Initianten zu belächeln. Sie treffen die Wut vieler Mitbürger, die sie allerdings selber schüren. Denn der Föhn und der Neid sind die ältesten Bewohner der Schweiz, und beide verursachen Kopfweh. Genau dieses Kopfwehs bedienen sich die Initianten. Nur ist dieses Politmarketing fragwürdig, weil wir in unserer erfolgreichen Schweiz gerade dank eines liberalen Arbeitsrechts Wohlstand für alle generiert haben.

Wer im Ausland gelebt hat oder sich intensiv mit Außenwirtschaftspolitik beschäftigt, weiß, dass unser System funktioniert, auch wenn wir mit Exzessen nicht einverstanden sind. Wir stehen auf Platz 1 bei der Wettbewerbsfähigkeit, haben tiefe Arbeitslosenquoten, und – Kollege Spuhler hat es erwähnt – die 10 Prozent der Reichsten zahlen in den Kantonen rund 90 Prozent der Steuern. Die Umverteilung von oben nach unten findet eben auch statt, und zwar gerade bei den Sozialwerken. Ob Sie nämlich 70 000 oder 5 Millionen Schweizerfranken pro Jahr verdienen, Sie werden nach Ihrer Pensionierung am Schluss des Jahres nicht mehr oder weniger AHV erhalten. Der Topverdiener trägt wesentlich zu den Sozialleistungen bei, eben nicht nur mit seinen Steuern, sondern gerade auch mit den Beiträgen zur Deckung der Lohnnebenkosten. Die Medaille hat daher zwei Seiten.

Die Vertragsautonomie ist ein zentrales Thema und gibt Arbeitgebern eine Flexibilität, die massiv zum Erfolg beigetragen hat. Mit der Annahme dieser Initiative würden die freiheitliche Wirtschaftsordnung und der flexible Arbeitsmarkt aufs Spiel gesetzt.

Ich lehne daher die 1:12-Initiative entschieden ab. Ein solcher Eingriff in die Lohnpolitik der Unternehmen ist nicht zu rechtfertigen. Die Initianten haben den Klassenkampf im Hinterkopf, den wir zumindest in der Schweiz überwunden haben sollten.

Fehr Jacqueline (S, ZH): Die Kernfrage der Initiative lautet: Wer hat das Sagen in unserer Gesellschaft? Wer legt die Spielregeln unseres Zusammenlebens fest? Es geht hier nicht um Neid, Frau Fiala, sondern es geht um unsere Demokratie, es geht um die Freiheit.

Die Lohnexzesse der Manager sind ein direkter Angriff auf unsere Freiheit und auf unsere Demokratie. Immer mehr Macht konzentriert sich in den Händen von immer weniger Akteuren. Nicht wir als Stimmürgerinnen und Stimmürger bestimmen über den Lauf der Dinge, sondern zunehmend anonyme Ratingfirmen, Anlagekonstrukte und mathematische Computerformeln. Hinter den Lohnexzessen stehen weder Leistung noch Erfolg, noch Verantwortung, sondern Gier und Machthunger. Während Grosslohnfirmen von Swissair bis UBS in regelmässigen Abständen vom Staat gerettet oder saniert werden müssen, arbeiten unsere kleinen und mittleren Unternehmen erfolgreich. Sie tun das mit Lohnsystemen, die selten eine grössere Spannweite als 1 zu 2, 1 zu 5 oder 1 zu 7 aufweisen. Wie sieht das bei Ihnen aus, Herr Hutter und Herr Ziörjen? Und wie sieht es bei den anderen KMU-Vertreterinnen und -Vertretern hier im Saal aus? Wer heute nach den unglaublichen Fehlleistungen hochbezahlter Spitzenmanager noch immer behauptet, diese Löhne hätten etwas mit Leistung zu tun, war wohl in den letzten Jahren im Winterschlaf. Die Lohnexzesse bedrohen den Mit-

telstand. Sie treiben die Preise in die Höhe: die Preise des Bodens, des Bauens, des Wohnens. Die Lohnexzesse lassen Familien alt aussehen. Menschen, die als kaufmännische Angestellte, Sachbearbeiterin, Pflegefachfrau, Industriearbeiter, ja gar als Lokomotivführer oder Lehrerin ihr Geld verdienen, stellen sich immer häufiger die Frage: Was mache ich falsch?

Wir haben die Zahlen schon mehrfach gehört. Doch statt einen Riegel vorzuschieben, machen sich viele hier im Parlament sogar noch dafür stark, dass die Spitzenverdiener immer weniger Steuern zahlen müssen. Das mag ja in einem Revolverland wie den USA eine Weile lang gutgehen, nicht aber in einem Land wie der Schweiz, in dem der Ausgleich und die Solidarität Kern und Grund von dessen Existenz sind. Die Schweiz, unser Land, ist eine Genossenschaft. Wir als Eidgenossinnen und Eidgenossen, wir als Volk und nicht ein exklusiver Machtzirkel sollen über die Geschicke dieses Landes bestimmen. So wollten es unsere Gründerväter im vorletzten Jahrhundert.

Die Demokratie wurde seither weiterentwickelt. Es gab dabei auch Rückschläge. Doch was wir gegenwärtig erleben, ist neu. Nennen wir es Neofeudalismus, nennen wir es Geldherrschaft, nennen wir es Abzockerei. Egal, wie wir es nennen, die Lohnexzesse, die wachsende Kluft zwischen jenen ganz oben und dem grossen Rest, die Erosion des Mittelstandes gefährden unsere Demokratie, unsere Freiheit und den sozialen Frieden in unserem Land.

Deshalb erlaube ich mir die Frage: Sind Sie auf der bürgerlichen Seite sich so sicher, dass Sie wirklich die Burgen der neofeudalen Herren verteidigen wollen? Ich rate Ihnen als Demokratinnen und Demokraten zum Gegenteil, und ich tue es aus tiefer Überzeugung: Erheben Sie sich, kämpfen Sie für das Recht aller auf Mitbestimmung, setzen Sie dem Neofeudalismus ein Ende, bevor er Freiheit und Demokratie verschluckt hat.

Reimann Lukas (V, SG): Die Diskussionen über die Entschädigung von Topmanagern sind zu hundert Prozent berechtigt und geben – das zeigt die heutige Debatte – weiter zu heftigen Diskussionen Anlass. Die Kontroll- und Überwachungsfunktionen in Unternehmen müssen modernisiert werden; es müssen effizientere Aufsichtsstrukturen innerhalb der Unternehmen geschaffen werden. Die Lösung der Probleme wurde aber bereits mit der Abzocker-Initiative von Thomas Minder gefunden. Sie stärkt die Transparenz und die Mitspracherechte der Aktionäre bei der Entlohnung. Das ist eine freiheitliche, demokratische und marktwirtschaftliche Lösung, welche die überrissenen Managergehälter in den Griff kriegen wird. Wenn sich Manager zu viel Lohn herausnehmen und die geforderte Leistung nicht erbringen, dann sollen ihnen die Besitzer und die entsprechenden Firmen das Gehalt kürzen oder sie, noch besser, einfach rauswerfen und ersetzen. Eine staatliche Intervention braucht es dazu nicht im Geringsten.

Die Initiative «1:12 – Für gerechte Löhne» ist ein tiefer Griff in die sozialistische Mottenkiste; sie sollte im Fall einer Annahme der Minder-Initiative zurückgezogen werden. Sie ist total willkürlich. Warum gerade 1 zu 12? Warum nicht 1 zu 20, 1 zu 10 oder, Frau Badran, 1 zu 1,6? Wer sagt, dass bei Ihrer Initiative nicht nach unten gekürzt wird mit dem Argument, die Vorgabe 1 zu 12 werde ja bei Weitem eingehalten, was auch auf die Mehrheit der Schweizer Betriebe zutrifft?

Der Nobelpreisträger Friedrich August von Hayek analysierte die Lohnentwicklung treffend. Er sagte: «Reallöhne sind oft viel schneller gestiegen, wenn die Gewerkschaften schwach waren, als wenn sie stark waren. Ausserdem sind die Löhne sogar in einzelnen Handels- und Gewerbezweigen, in denen die Arbeiterschaft nicht organisiert war, oft viel schneller gestiegen als in den hochorganisierten und ebenso prosperierenden Gewerbezweigen.»

Der nichtanwesende Cédric Wermuth bewundert ja Karl Marx sehr stark. Selbst der würde die Initiative ablehnen. So schrieb er 1865 in «Lohn, Preis und Profit», dass die Höhe des Lohnes direkt proportional den angewandten Arbeitszei-

ten oder umgekehrt proportional der Produktivität der angewandten Arbeit sei.

Das schweizerische Arbeitsrecht basiert auf der Vertragsautonomie und bezieht daraus jene Flexibilität, die anerkanntermassen zu den wichtigsten Standortstücken der Schweiz zählt. Davon profitieren alle, speziell der Mittelstand und die Arbeitnehmer. Für einen staatlichen Eingriff in die Lohnpolitik der Unternehmungen fehlt in einer liberalen Wirtschaftsordnung jede Legitimität. Der flexible Regulierungsrahmen hilft nicht nur den angestammten schweizerischen Unternehmungen im internationalen Konkurrenzkampf, er ist offensichtlich auch attraktiv für neu zuziehende Firmen, die während der letzten Jahre einen starken Arbeitsplatzaufbau verzeichneten. Sie sind besonders an einem Arbeitsrecht interessiert, das ihnen genügend Freiraum zur Gestaltung ihrer Arbeitsbedingungen lässt. Und für die Arbeitnehmer ist entscheidend, dass ihnen der relativ freie schweizerische Arbeitsmarkt sehr gute Beschäftigungschancen und Arbeitsbedingungen bietet.

Die Juso-Initiative mit der Forderung 1 zu 12 gefährdet also den Wohlstand und die Arbeitsplätze in der Schweiz. Eine derartig willkürliche Politik gefährdet insbesondere den Mittelstand und die tieferen Einkommen. Die Schweiz ist stark und wettbewerbsfähig dank einer freiheitlich-liberalen Politik. Die 1:12-Initiative gilt es in aller Deutlichkeit abzulehnen. Staatliche Regulierungen, Verbote und Interventionen sowie massive Geldmengenausweitung, das sind die grossen Gefahren für die Bevölkerung. Und diese Initiative ist Teil dieser Gefahr, Teil der Abzockerei am freien Bürger.

Wenn unsere Jungsozialisten wirklich in einem sozialistischen Arbeitsmarkt leben wollen, dann sei ihnen empfohlen: Ziehen Sie die Initiative zurück, und ziehen Sie mit der Initiative nach Kuba! Und wenn Kuba nicht reicht, würde auch Nordkorea wirken. Nur vermisse ich, dass dort die Parteibonen mehr als zwölfmal so viel verdienen wie das einfache Volk.

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Alle aus meiner Generation haben sich jetzt sicherlich daran erinnert: Bei solchen Voten, wie wir jetzt eben eines von Herrn Lukas Reimann hörten, hieß es früher «Moskau einfach!», und es wurden uns vergleichbare Ratschläge erteilt. Aber ich hätte auch einen Rat für Sie, Herr Reimann: Statt Herrn von Hayek lesen Sie doch Nobelpreisträger Joseph Stiglitz. Er wurde heute von Herrn Wermuth zitiert. Er sagt, und das ist wichtig: Gesellschaften mit einer ausgeglichenen Verteilung haben die besseren wirtschaftlichen Resultate als Gesellschaften mit grossen Ungleichheiten.

Ich muss Ihnen sagen, wenn ich die heutige Diskussion hier anhöre, komme ich aus dem Staunen nicht heraus. Ich hätte den Juso nie eine derartige politische Sprengkraft zugetraut. Das ist schön, muss ich sagen, schön für unsere Jungpartei. Es spricht für die SP. Wir lösen mit dieser Initiative eine zentrale Debatte in diesem Land aus. Ziehen Sie mal Ihre ideo-logischen Scheuklappen ab! Was haben Sie gesagt? Abwanderung sei die Folge der Annahme dieser Initiative? Herr Noser hat sogar den Untergang der Schweiz heraufschworen. Stellen Sie sich das einmal vor! Und Herr Ritter meint, wir würden die besten Manager im Land verlieren.

Herr Bundesrat Schneider-Ammann, da müssen Sie sich schon merkwürdig vorkommen. Ich habe nachgerechnet, wie das bei Ihnen so aussieht. Sie würden voll in die 1:12-Initiative passen. Wenn man bei Ihnen alle Nebenleistungen mit einbezieht, kommt man vielleicht auf etwa 800 000 Franken Jahresgehalt. Das ist etwa zwölfmal mehr als der tiefste Lohn in der Bundesverwaltung gemäss Botschaft. Also, ich denke nicht, dass Sie sich schlecht behandelt fühlen. Oder glauben Sie, Sie würden viel mehr leisten, wenn Sie Ihren Lohn wirklich bis zur Spitze treiben könnten? Wahrscheinlich nicht. Das zeigt es eben: Lohnexzesse bringen nicht bessere Leistungen.

Was heißt jetzt konkret 1 zu 12? Wir haben in der Schweiz einen Medianlohn von 70 000 Franken. 12 mal 70 000 Franken würde bei den CEO, bei den Managern einen Medianlohn von 840 000 Franken ergeben. Ist das zu wenig? Ste-

hen Sie mal vor Ihre Wählerinnen und Wähler, und erklären Sie Ihnen, dass 840 000 Franken Lohn für einen Manager – Frauen hat es praktisch keine dabei – zu wenig sei! In der Bundesverwaltung kommt man beim Lohnunterschied zwischen tiefstem und höchstem Lohn etwa auf einen Faktor 5,5. Ich habe jetzt die Bundesräte ausgeklammert, diese habe ich vorhin erwähnt. Unsere Verwaltung leistet vorzügliche Arbeit und arbeitet viel.

Es ist eine absurde Diskussion, die wir hier führen; es sind keine Leistungslöhne, die zu den Exzessen geführt haben. Die Lohnexplosion wurde durch Manager ausgelöst und nicht durch Eigentümer von Unternehmen. Deswegen verstehe ich die ganze Diskussion auf bürgerlicher Seite nicht. Wenn Herr Jimenez bei Novartis 266-mal mehr verdient als der Novartis-Arbeiter: Glauben Sie, dass er es verdient hat? Wissen Sie, wie die Leistung von Herrn Jimenez zustande kommt? Durch eine ganz solide Arbeiterschaft in der Basler Pharma-industrie; durch hervorragende Infrastrukturleistungen der Region Basel; durch einen Service public in der Schweiz, der funktioniert; durch eine offene Außenwirtschaftspolitik, die es braucht, damit die Produkte überhaupt abgesetzt werden können; durch gute Leistungen des Staates. Sie können doch nicht sagen, das seien die Leistungen eines Einzelnen. Oder Ernst Tanner, der bei Lindt und Sprüngli das 230-Fache des Tiefstlohns in der Unternehmung verdient: Es zählen die Arbeiterinnen, die gut arbeiten; es zählt die Qualität, die in der Schweiz über Jahre und Jahrzehnte aufgebaut worden ist. Führen Sie doch den ideologischen Kampf da, wo es sich lohnt, nämlich gegen die Abzocker.

Jetzt hat Herr Reimann gesagt, die Abzocker-Initiative sei das beste Instrument gegen die Abzockerei. Sie ist ein Instrument, aber nicht das einzige. Interessant, dass der Hinweis von der SVP kommt. Die SVP tut sich ja so schwer mit der Minder-Initiative. Zuerst hat sie alles gemacht, damit wir nicht fristgerecht darüber abstimmen können. Jetzt sind Sie wahrscheinlich nicht einmal so mutig, dass Sie Herrn Minder an Ihre Delegiertenversammlung einladen, damit er die Initiative selber vertreten kann. Ich bin auch überzeugt, dass Ihr Elektorat für die Abzocker-Initiative stimmen wird – genauso wie wir und, wie ich hoffe, sehr viele Leute in der Schweiz. Die Abzocker-Initiative hat sehr gute Chancen, aber sie allein löst eines der Probleme nicht: Die Gier der Aktionäre wird die Abzocker-Initiative nicht beseitigen. Das ist das Problem. Deswegen brauchen wir neben der Abzocker-Initiative auch die 1:12-Initiative, die sagt, dass in der Schweiz auch eine gerechtere Verteilung notwendig ist. Das ist zugleich einer der zentralen Werte, die wir in der Schweiz zu verteidigen haben.

Diese Initiative ist kein Politmarketing, Frau Fiala. Diese Initiative hat viel reale Substanz, und sie hat reale Chancen, denn die aktuellen Umfragen zeigen, dass die Mehrheit der Befragten für eine Deckelung der Löhne ist. Und das bringt diese Initiative.

Büchel Roland Rino (V, SG): Ich empfehle Ihnen, die Volksinitiative «1:12 – Für gerechte Löhne» abzulehnen. Warum? Der Staat soll sich nicht auf unnötige Art und Weise in die privaten Unternehmen einmischen. Es ist ohne Zweifel richtig, wenn die Initianten sagen, dass es Lohnexzesse gibt. In den letzten Jahren haben es einige wenige Firmen mit den Vergütungen an ihre Manager übertrieben. Doch gegen die Gier dieser Leute nützt auch eine Verfassungsänderung nichts. Sozialkompetenz und Anstand können nicht mit Gesetzen geregelt werden. Das wissen auch die Initianten. Trotzdem versuchen die Jungsozialisten, sich mit der 1:12-Initiative zu profilieren. Kompliment, Herr Kollege Wermuth – der jetzt gerade nicht da ist –, das ist Ihnen auch heute wieder gelungen; Kollegin Leutenegger Oberholzer hat für einmal Recht.

Der Titel der Initiative ist knackig: Der höchste Monatslohn soll nicht grösser sein als der tiefste Jahreslohn im gleichen Unternehmen. Das tönt sehr gut, ist aber ein Unsinn, der nur jemandem in den Sinn kommen kann, der nebenher gerade auch noch den Kapitalismus abschaffen will. Die notwendige



gen Unterschriften sind dennoch zusammengekommen. Das hat seine Gründe: Wenn einzelne Exponenten bei ihren Arbeitgebern zweistellige Millionenbeträge abzügeln und dabei noch meinen, dass sie das verdienen würden, so lässt sich das nicht mit rationalen Argumenten rechtfertigen. Es handelt sich dabei schlicht um eine masslose Selbstüberschätzung von Einzelnen. Wenn, wie ich es mehrmals selbst gehört habe, Wirtschaftsstudenten in die Welt hinausposaunen, es herrsche ein weltweiter «war for talents», der absolut unsinnige Vergütungen rechtfertige, dann muss auch ich den Kopf schütteln. Wenn diese Studenten allen Ernstes meinen, dass sie – obwohl noch grün bzw. noch feucht hinter den Ohren – gerade selbst die Talente wären, für die, weltweit notabene, ein Krieg mit zweistelligen Millionensalänen geführt würde, dann ist auch eine stärkere Reaktion als ein Kopfschütteln durchaus angebracht.

Die Manager, welche horrende Lohnsummen kassieren, sind der Kern des Problems. Sie liefern den Jungsozialisten Argumente, sinnlose Staatseingriffe zu fordern. Ein weiterer Teil des Problems sind, ich habe es gesagt, die jungen Leute, welche glauben, dass ihre künftige Arbeit einen Wert haben wird, der jährlich mit einer zweistelligen Millionensumme abgegolten werden muss. Für solche Leute bedarf es keiner Änderung der Bundesverfassung. Eine individuelle Nacherziehung – ich bin mit Ihnen einverstanden, Frau Leutenegger Oberholzer – wäre die bessere Medizin für sie. Wenn ein Manager ein Salär bezieht, welches in keiner vernünftigen Relation zur Leistung stehen kann, dann zweifle ich an dessen Sozialkompetenz und, nur nebenbei, auch an dessen Fähigkeit, eine Firma zu führen. Solche Manager sind darauf programmiert, ihr Handeln weniger auf das Unternehmen als vielmehr auf ihren persönlichen Nutzen auszurichten.

Anstand können wir nicht per Gesetz herbeizaubern. Sozialkompetenz können wir nicht verordnen. Leute ohne Schamgefühl werden immer Wege finden, ihre persönliche Gier zu befriedigen. Aber mehr als 99 Prozent der Frauen und Männer in Führungspositionen erhalten in der Schweiz keine unverhältnismässig hohen Löhne. Es gibt zum Glück, auch in diesem Saal, Unternehmer, die ihr eigenes Vermögen in ihren Betrieb investiert haben. Sie geben Dutzenden, Hundernten oder gar Tausenden Menschen Arbeit. Wollen Sie einem solchen Patron tatsächlich per Verfassung verbieten, gleich viel zu verdienen wie ein mittelmässig talentierter Devisenhändler? Die Initiative will genau das tun. Gegen die wirklichen, masslosen Übertreibungen hingegen nützt sie nichts. Der Eingriff ist nicht zu vereinbaren mit der vergleichsweise liberalen Wirtschaftsordnung, die in diesem Land immer noch gilt. Wir sollten diese nicht aufs Spiel setzen. Zudem sollten wir nicht riskieren, dass bei einer Annahme wichtige Arbeitsplätze ausgelagert, ins Ausland verlegt werden. Die Jungsozialisten spielen wieder einmal mit dem Feuer. Hier ist das besonders gefährlich.

Deshalb bitte ich Sie, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Tschäppät Alexander (S, BE): Lohnpolitik ist Verteilungspolitik. Über die Löhne bestimmen die Unternehmen, wie der von allen erwirtschaftete Wohlstand aufgeteilt wird. Damit spricht die 1:12-Initiative das an, was den Kern der modernen demokratischen Gesellschaft ausmacht, nämlich die Frage der Gerechtigkeit.

Gerechtigkeit ist das, was die Gesellschaft zusammenhält. Was in den obersten Chefetagen geschieht, ist aber alles andere als gerecht. Es ist vielmehr die Antithese von Gerechtigkeit. Kein Manager arbeitet so viel, dass er es verdienne würde, einen hundert- oder zweihundertfach höheren Lohn zu beziehen als ein normaler Angestellter. Keine Verantwortung für ein Unternehmen lastet so schwer, dass sie mit einem Salär in zweistelliger Millionenhöhe kompensiert werden muss. Keine Arbeit ist so wertvoll, dass sie mit einem Gehalt zu vergüten ist, für welche andere Menschen dreihundert Jahre lang arbeiten müssten. Solche Löhne haben nichts mit Verantwortung und Leistung zu tun. Sie sind vielmehr Ausdruck von Mass- und Schamlosigkeit, von Gier

und Grössenwahnsinn. Sie sind das Resultat kartellartig organisierter Eliten von Topmanagern, Verwaltungsräten und Beratern, die sich gegenseitig Höchstgehälter zuschanzen. Wenn die CEO von Novartis, Roche, Nestlé, UBS und CS täglich 20 000, 40 000 oder 60 000 Franken einkassieren, dann ist das eine Verhöhnung von 4,7 Millionen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern in der Schweiz. Solche Saläre entwerten jede ehrliche Arbeit und pervertieren das Leistungsprinzip. Das Signal ist fatal. Was 4,7 Millionen Erwerbstätige mit ihrer Arbeit erwirtschaften, ist im Vergleich zum von den angeblichen Supermanagern Erwirtschafteten offenbar nicht viel wert. Belohnt werden nicht jene, die mit Fleiss, Einsatz und Leistung unser Land wettbewerbsfähig machen, sondern jene, denen jeder Sinn für Gerechtigkeit und Verhältnismässigkeit abgeht. Das ist Gift für die Gesellschaft und Gift für das soziale Klima. Darum ist es eine Pflicht, sich gegen solche Zustände zu wehren. Wer darauf verzichtet, lässt zu, dass Ungerechtigkeit und Unmoral zur Normalität werden. Das ist das Schlimmste, was man einer Gesellschaft antun kann.

Diesen Vorwurf muss sich allerdings auch der Bundesrat gefallen lassen. Was er gegen die 1:12-Initiative anführt, sind keine Argumente, sondern ist Valium fürs Volk. Der Bundesrat behauptet, unsere Lohnbildungspolitik habe sich bewährt. Fakt ist, wir haben 150 000 Working Poor trotz Wachstum. Was, bitte schön, hat sich hier bewährt? Der Bundesrat behauptet, die normalen Einkommen würden von staatlichen Transferleistungen profitieren. Fakt ist, den Reichen hat man die Steuern gesenkt, den Normalverdienern die Abgaben, Prämien und Gebühren erhöht. Wo, bitte schön, profitiert hier der Normalverdiener? Der Bundesrat behauptet, das neue Aktienrecht bringe Mässigung. Fakt ist, Aktionäre und Topmanager führen sich so auf, als wäre die Bankenkrise nie passiert. Wo, bitte schön, bleibt hier die Mässigung?

Umso nötiger ist die 1:12-Initiative. Sie holt nach, was die Politik verpasst hat, und schafft Verteilungsgerechtigkeit. Verteilungsgerechtigkeit schadet der Wirtschaft nicht, im Gegenteil, sie fördert sie. Wird der Produktionsgewinn mit guten Mindestlöhnen und vernünftigen Höchstlöhnen gerecht verteilt, stärkt dies die Kaufkraft massiv. Anständige Löhne für alle sind das beste Wirtschaftsförderungsprogramm; es gibt kein besseres. Keine noch so gute Notenbankpolitik schafft es, Konjunktur, Konsum und Beschäftigung so wirksam anzukurbeln, wie dies gerechte Löhne tun.

Dass Multis deswegen ins Ausland ausweichen würden, ist ein Märchen. Weder wird durch die 1:12-Initiative die Produktion verteuert noch das Management erschwert. Zudem: Wo wollen die Multis hinflüchten? Nach Frankreich zu Holland, nach Deutschland zu Merkel oder nach Italien zu Monti? Die werden sich freuen. Oder vielleicht doch nach Monaco oder Singapur? Dort ist es in der Zwischenzeit allerdings auch recht eng geworden.

Die vornehmste Aufgabe der Politik ist es, für Gerechtigkeit und Anstand zu sorgen. Wer es ernst damit meint, kann die 1:12-Initiative nicht ablehnen. Wer es trotzdem tut, steht in der Pflicht, seinen Wählerinnen und Wählern zu erklären, weshalb ihre Arbeit hundert- und zweihundertfach weniger wert sein soll als die Arbeit eines Daniel Vasella oder eines Brady Dougan.

Freysinger Oskar (V, VS): Als vorletzter Redner weiss ich nicht, nachdem so vieles gesagt wurde, was ich noch für neue Argumente bringen könnte. Also komme ich wieder mal mit etwas Humor und Poesie. Die Ratslinke mit ihrem untrüglichen Sinn für Humor wird es mir selbstverständlich nicht nachfragen – so hoffe ich.

Nun, ich finde, die Juso gehen nicht weit genug! Was soll das, 1 zu 12? Nicht 1 zu 12 muss es heissen, sondern 1 zu 1, das wäre mal richtig kommunistisch gedacht. Also dazu eine kleine Fabel in Versen, eine Art Jahresspiegel, der «Eins zu zwölf» heisst:

Meine Damen und Herren,
der Jänner war nur einer,
und einer sein will keiner,



jedoch zu zwölft verging das Jahr,
was nichts als Wucher war,
denn ein zwölffacher Lohn
spricht jedem Monat Hohn.
Es sprach der Januar,
der drum erkältet war:
Aus zwölfen mach ich einen,
darüber duld ich keinen,
und dann herrscht weit und breit
nur noch Gerechtigkeit.
Die alten Jahreszeiten
mussten sich selbst verheizen,
sie zogen sich warm an
und waren doch arm dran.
Den Februar, den März
erboste dieser Scherz;
der Mai und der April
blieben betreten still;
der Juli, der August
empfanden grossen Frust;
September und Oktober
hatten nur Zorn im Schober;
und der kühle November
kam gar nicht bis Dezember.
Das war die grosse Wende:
Das Dutzend war am Ende.
Es herrschte Jahr für Jahr
nur noch der Januar.
Und die Moral davon: Es wird kein bisschen warm,
macht man das Reiche arm.
Danke fürs Zuhören.

Reynard Mathias (S, VS): Monsieur Freysinger confond parfois son rôle d'écrivain-interprète-animateur avec celui de politicien. J'ai pour ma part une préférence assez nette pour l'un des deux. Je terminerai avec une note un peu plus sérieuse, car ce thème mérite tout de même un certain sérieux.

Comme membre de la Jeunesse socialiste suisse qui a battu le pavé pour récolter ces signatures, j'ai le grand plaisir de clore ces prises de parole sur l'initiative «1:12». Je vais tâcher de ne pas trop répéter ce qui a été dit – et bien dit – par mes préopinants favorables à ce texte.

Le but de cette initiative populaire est simple: que, dans une entreprise, personne ne gagne moins en une année que ce que gagnent les plus hauts salaires en un mois. C'est dans ce sens qu'il faut lire notre proposition.

L'initiative de la Jeunesse socialiste suisse n'est pas extrémiste: lorsque je présidais les Jeunes socialistes de mon canton, nous avions proposé un rapport de 1 à 10. Je trouve donc cette initiative tout à fait modérée et justifiée – peut-être même trop généreuse. Je peine déjà à comprendre comment on parvient à soutenir qu'un travail puisse valoir 5, 6 ou 7 fois plus qu'un autre, alors ne me parlez pas du rapport 1 à 700 pratiqué dans certaines entreprises! En arrière-plan de ce débat, il y a surtout la question du respect de chaque profession et de chaque travailleur. Il y a la volonté de lutter contre l'arrogance de certaines catégories de la population et de redonner au travail toute sa valeur!

Le rapport 1 à 12 laisse donc à mes yeux une marge de manœuvre très large, permettant ainsi à un patron d'entreprise de gagner environ 50 000 francs par mois. Je connais beaucoup de patrons: j'en ai dans ma famille, dans mon entourage, dans mes cercles d'amis. Je n'en connais pas un seul qui gagne 50 000 francs par mois. Même le président de l'USAM a affirmé que ses membres ne seraient pas touchés! Peut-être que nous n'avons pas tous ici les mêmes connaissances ... Toujours est-il que l'initiative «1:12» ne s'attaque qu'à une petite catégorie de profiteurs.

Mes préopinants ont donné de nombreux éléments chiffrés plaidant pour cette initiative populaire. Je ne reviendrai pas sur chacun de ces chiffres. Ils illustrent simplement la situation actuelle de notre pays où les écarts salariaux ne cessent de se creuser. Ils mettent en évidence des excès qui choquent ceux qui, en Suisse, peinent à joindre les deux

bouts. Ils montrent l'attitude d'une catégorie de profiteurs qui continuent de s'accorder des salaires indécents et ne connaissent pas la crise, n'en tirant d'ailleurs aucun enseignement!

En fait, avec son initiative populaire, la Jeunesse socialiste suisse ose porter sur la scène politique la question des salaires – et surtout des hauts salaires, thème tabou dans notre pays où il reste beaucoup à faire pour parvenir à la transparence. C'est pourtant une problématique qui mérite d'être discutée ici et sur laquelle le peuple a le droit de se prononcer. Même l'excellent rapporteur de langue française a soulevé le mérite qu'a cette initiative de mettre en avant cette question. On peut dès lors s'étonner de voir qu'aucun contre-projet n'ait été proposé.

On peut également être surpris d'entendre à cette même tribune des orateurs se succéder pour expliquer comment il serait possible de tricher et de contourner ce texte en cas d'acceptation populaire. S'amuser d'un non-respect de la Constitution ne me semble pas être la preuve d'un grand patriotisme. Ce sera, au contraire, au Parlement – en cas de oui du peuple suisse – de mettre en place une loi assurant le respect de la volonté populaire.

Enfin, il y a cet argument qui a été émis auparavant et que l'on entend systématiquement lors des débats sur des propositions visant à améliorer les conditions des petites gens: «Les riches et les multinationales vont partir!» C'est presque devenu un leitmotiv pour ceux qui rejettent historiquement tout progrès social. A chaque fois que les mouvements progressistes de ce pays ont voulu améliorer les conditions de travail des employés, renforcer leur protection ou augmenter leurs salaires, cet argument a été utilisé. La Suisse a assez prouvé qu'elle avait d'autres atouts, notamment avec son personnel qualifié et ses infrastructures, pour rester un pays dynamique et attractif. Cet argument de la fuite des multinationales a assez été utilisé à toutes les sauces pour ne plus convaincre personne!

Enfin, l'initiative «1:12» n'est pas, contrairement à ce qui a été dit, fondée sur une jalousie envers ceux qui gagnent beaucoup d'argent. Elle est simplement la solution pour remettre un peu de décence dans notre système économique et pour obtenir des augmentations généralisées des bas salaires. J'entends bien ceux qui affirment que le véritable problème est d'augmenter le salaire des plus démunis et non de baisser celui des riches. Le souci, c'est que ce sont les mêmes qui, dans quelques semaines, rejettent l'initiative sur les salaires minimaux de l'Union syndicale suisse.

Si mes calculs sont bons, à peine un tiers des parlementaires présents dans cette salle devraient soutenir dans quelques minutes l'initiative «1:12». Avec ce score de 30 pour cent, vous nous faites le plaisir de ne pas placer la barre trop haut. Lors du scrutin, vu les derniers sondages parus, je suis persuadé que nous saurons rassembler bien plus de 30 pour cent du peuple suisse autour de cette initiative, qui répond à une inquiétude de la population et à un véritable problème économique. (Applaudissements partiel)

Rime Jean-François (V, FR): Monsieur Reynard, vous avez répété plusieurs fois qu'en somme, par cette initiative, vous vouliez faire augmenter les bas salaires, donc pour vous les hauts salaires ne représentent vraiment aucun problème?

Reynard Mathias (S, VS): Je suis, comme visiblement une bonne partie de la population, choqué par certains hauts salaires. Maintenant, ce n'est pas le combat de ma vie. Le combat que je trouve le plus important, c'est effectivement celui mené afin d'augmenter les salaires des plus démunis.

*Die Beratung dieses Geschäfts wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 12.50 Uhr
La séance est levée à 12 h 50*



Sechzehnte Sitzung – Seizième séance

Donnerstag, 27. September 2012

Jeudi, 27 septembre 2012

15.00 h

10.052

Asylgesetz. Änderung Loi sur l'asile. Modification

Dringlichkeitsklausel – Clause d'urgence

Botschaft des Bundesrates 26.05.10 (BBI 2010 4455)
Message du Conseil fédéral 26.05.10 (FF 2010 4035)

Zusatzbotschaft des Bundesrates 23.09.11 (BBI 2011 7325)
Message complémentaire du Conseil fédéral 23.09.11 (FF 2011 6735)

Ständerat/Conseil des Etats 12.12.11 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 13.06.12 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 13.06.12 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 14.06.12 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 11.09.12 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 12.09.12 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 17.09.12 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 24.09.12 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 25.09.12 (Differenzen – Divergences)

Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 26.09.12

Ständerat/Conseil des Etats 26.09.12 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 26.09.12 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 27.09.12 (Dringlichkeitsklausel – Clause d'urgence)

Nationalrat/Conseil national 27.09.12 (Dringlichkeitsklausel – Clause d'urgence)

Ständerat/Conseil des Etats 28.09.12 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 28.09.12 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses 3 (AS 2012 5359)

Texte de l'acte législatif 3 (RO 2012 5359)

3. Asylgesetz (Dringliche Änderungen des Asylgesetzes) 3. Loi sur l'asile (Modifications urgentes de la loi sur l'asile)

Präsident (Walter Hansjörg, Präsident): Die Vorlage 3 der Asylgesetzrevision soll nach Artikel 165 Absatz 1 der Bundesverfassung als dringlich erklärt werden. Gemäss Artikel 77 des Parlamentsgesetzes wird die Dringlichkeitsklausel von der Gesamtabstimmung ausgenommen und erst nach erfolgter Differenzbereinigung beschlossen. Nachdem der Ständerat und der Nationalrat am 26. September 2012 mit der Annahme des Einigungsantrages der Einigungskonferenz die Differenzbereinigung abgeschlossen haben, befinden wir nun über die Dringlichkeitsklausel. Der Ständerat hat der Dringlichkeitsklausel heute Vormittag bereits zugestimmt. Die Dringlichkeitserklärung von Bundesgesetzen bedarf der Zustimmung der Mehrheit der Mitglieder des Rates. Bevor wir abstimmen, möchte ich die Zahl der anwesenden Ratsmitglieder feststellen lassen und bitte Sie, zu diesem Zweck Ihre Stimme elektronisch abzugeben. – Ich stelle fest, dass mit 152 anwesenden Ratsmitgliedern das Quorum erreicht ist.

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 10.052/8155)
Für Annahme der Dringlichkeitsklausel ... 120 Stimmen
Dagegen ... 57 Stimmen

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht
La majorité qualifiée est acquise*

12.3688

**Dringliche Interpellation
FDP-Liberale Fraktion.
Wo steht
der Schweizer Finanzplatz
in zehn Jahren?**

**Interpellation urgente
groupe libéral-radical.
A quoi ressemblera
la place financière suisse
d'ici dix ans?**

Nationalrat/Conseil national 27.09.12

12.3689

**Dringliche Interpellation Fraktion
der Schweizerischen Volkspartei.
Druck auf den Schweizer Finanzplatz
und unser Steuersystem**

**Interpellation urgente groupe
de l'Union démocratique du Centre.
Pression sur la place financière
et le système fiscal suisses**

Nationalrat/Conseil national 27.09.12

12.3690

**Dringliche Interpellation
sozialdemokratische Fraktion.
Denunziation von Mitarbeitenden
durch Topmanager der Banken.
Ist sich der Bundesrat bewusst,
wie dringend die Umsetzung
der Weissgeldstrategie ist?**

**Interpellation urgente
groupe socialiste.
Délation des collaborateurs
par les top-managers des banques.
Le Conseil fédéral a-t-il saisi
l'urgence de mettre en oeuvre
la stratégie de l'argent propre?**

Nationalrat/Conseil national 27.09.12

Noser Ruedi (RL, ZH): Heute führen wir eine weitere dringliche Debatte über den Schweizer Finanzplatz; ich betone das Wort «Schweizer» ganz bewusst, da der Finanzplatz in keiner Weise eine Angelegenheit der Finanzzentren von Genf/Waadt, Basel-Stadt und Baselland oder Zug/Zürich ist, sondern eine Angelegenheit der Schweiz. Wenn man einmal in den Ressourcenindex der Kantone schaut, den das Finanzdepartement für uns erstellt, wird schnell klar, wo die wirtschaftliche Musik spielt: in den Regionen, die ich oben aufgezählt habe. Ohne einen starken, konkurrenzfähigen Finanzplatz wären Zürich, Zug oder Genf sehr schnell nicht mehr in der Lage, den Finanzausgleich mit den heutigen Mitteln zu speisen. Wir tun also gut daran, unsere Entscheide nicht nach innenpolitischen Befindlichkeiten zu beurteilen, sondern zu akzeptieren, dass die Finanzindustrie global aufgestellt ist und mit der ganzen Welt im Wettbewerb steht. Dabei braucht es auch den Mut, Probleme anzugehen, was einen halt ab und zu etwas unbeliebt macht. Darum ist eine